

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE



## La classe ouvrière face à la désagrégation capitaliste...



Athènes :  
*"Du fric pour l'éducation,  
pas pour les banquiers  
ni les F-16 !"*

## Les Etats-Unis à la veille de l'investiture de Barack Obama



Travailleurs de l'automobile en grève aux Etats-Unis. (AFP)

N° 64 nouvelle série (n° 670) - décembre 2008 - Prix : 4 euros - 8 FS

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** ..... p. 3  
(Par François Forgue)
  
- **Les Etats-Unis  
à la veille de l'investiture  
de Barack Obama** ..... p. 9  
(Par Alan Benjamin)
  
- **Tribunes libres :**  
**la classe ouvrière face  
à la désagrégation capitaliste** ..... p. 27
  - ... **en Azanie (Afrique du Sud)**, par Lybon Mabasa ... p. 28
  - ... **au Brésil**, par Joao Penha ..... p. 31
  - ... **au Burundi et dans l'Afrique  
des Grands Lacs**, par Kageyi Méthode ..... p. 33
  - ... **en Chine**, par Chen Chao-Lin ..... p. 37
  - ... **en France**, par Daniel Shapira ..... p. 43
  - ... **en Hongrie**, par Somi Judit ..... p. 46
  - ... **en Inde**, par C. K. Sanyal ..... p. 49
  - ... **en Inde**, par N. Vasudevan ..... p. 52
  - ... **en Italie**, par Lorenzo Varaldo ..... p. 55
  - ... **au Mexique**, par Luis Vasquez ..... p. 60
  - ... **au Pakistan**, par Samina ..... p. 64
  - ... **en Roumanie**, par Florin Constantin ..... p. 67
  - ... **en Suède**, par Jan-Erik Gustafsson ..... p. 69
  - ... **au Venezuela**, par Sumara Ribeiro ..... p. 73

• **Mais qu'est-ce donc  
que ce "commerce équitable"  
dont on nous rebat les oreilles ? ...** p. 77  
(Par Henry Halphen)

• **La dissolution de la LCR  
et la fondation du "Nouveau  
Parti anticapitaliste" .....** p. 85  
(Par Dominique Ferré)

• **Pierre Lambert : visite  
aux camarades Marguerite  
et Alfred Rosmer (1960) .....** p. 93

# Notes éditoriales

Les dernières journées de la présidence de Bush ne sont certes pas marquées par la sérénité d'usage lors des passations de pouvoir. Lors de sa dernière visite comme président des Etats-Unis à Bagdad, George W. Bush, pourtant installé au cœur de ce que l'on nomme "la zone verte", un périmètre ultra-protégé au cœur du dispositif de l'occupation américaine en Irak, n'a esquivé que de justesse les chaussures qu'un journaliste irakien avait lancées en signe de colère. Sous une forme, certes symbolique, c'était la colère et le mépris de tout un peuple à l'encontre de l'envahisseur qui s'exprimait. Le malheureux journaliste a chèrement payé son geste de défi. Jeté en prison, il a sévèrement été battu et torturé, parfaite indication de la "démocratie" que l'occupation américaine vise à mettre en place.

Le même président Bush, quelques jours plus tard, le 16 décembre 2008, lors d'une interview à CNN, déclarait à propos de la décision prise d'apporter une aide de l'Etat à l'industrie automobile menacée de faillite : "*J'ai abandonné les principes de l'économie de marché*", ajoutant "*pour sauver le système de l'économie de marché*" et précisant :

*"Je suis désolé d'avoir dû le faire. Je me sens une obligation à l'égard de mon successeur pour chercher à éviter une crise économique majeure. Vous voyez, nous sommes dans une crise, une récession majeure, mais je ne veux pas rendre les choses pires."*

Les propos du président sortant manquent parfois de cohérence. Il parle d'éviter une "*crise économique majeure*" tout en admettant que l'économie est plongée dans une "*récession majeure*".

Ces propos traduisent un désarroi qui n'est pas que celui de Bush, mais que partage toute la classe dirigeante et ses représentants, aux Etats-Unis comme dans le monde, face à une crise qui ébranle les fondements mêmes du système. C'est, par exemple, Angela Merkel, chef du gouvernement allemand de "grande coalition" entre le parti traditionnel de la bourgeoisie, la CDU, et le Parti social-démocrate, qui s'écrit :

*"Nous ignorons tous ce que la crise va encore apporter."*

Il faut en même temps reconnaître à Bush un sens de la continuité de l'Etat et des nécessités de la défense du système mondial d'exploitation capitaliste, dont le pivot est l'impérialisme américain. Les soucis exprimés à l'attention de son successeur n'ont d'autre sens que de rappeler le socle commun au Parti républicain et au Parti démocrate : la défense des positions de l'impérialisme américain, par tous les moyens, quel qu'en soit le prix.

C'est dans ces conditions, celles où "*la crise mondiale du capitalisme menace d'emporter la civilisation tout entière*", comme le dit la lettre d'invitation au Septième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, que les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, partout dans le monde, préparent ce congrès et invitent tous les

militants ouvriers qui se situent sur le terrain de l'indépendance de classe à y participer, sous la forme qu'ils estimeront nécessaire.

Ce numéro de *La Vérité* constitue une contribution à cette préparation. C'est dans ce cadre que se situent des contributions de militants ouvriers, de différents continents, dont certains sont membres de la IV<sup>e</sup> Internationale, d'autres pas. Elles portent toutes sur la situation de la classe ouvrière face à la crise. Elles permettent d'ouvrir la discussion.

Ce qui ressort, au-delà des différences de formes, d'intensité, c'est le caractère mondial de la crise et le fait qu'elle menace d'emporter la civilisation tout entière. La crise, en effet, dans ses conséquences immédiates et qui vont en s'aggravant, menace ce qui est le pilier même de la civilisation, la principale force productive, "la classe révolutionnaire elle-même".

Rétablir un équilibre permettant la reprise d'une activité profitable pour le capital exige une immense "purge", une fantastique destruction de forces productives. La disparition massive de capital argent constitué par l'écroulement des valeurs boursières et par les faillites financières n'en est que le premier temps. Il faut ensuite que toute une série de moyens de production soient mis hors "d'état de produire", que des millions de travailleurs soient chassés de la production. Les prévisions de l'OIT parlent de 25 millions de chômeurs supplémentaires en 2009. Ce chiffre, qui sera vraisemblablement dépassé, mérite qu'on s'y arrête : quel interminable cortège de désastres, de drames, ce chiffre ne signifie-t-il pas ? La crise du système d'exploitation capitaliste entraîne avec elle des conséquences qui ne peuvent que rappeler celles d'une guerre. D'autant plus que ces ravages seront nécessairement relayés et prolongés par les guerres en cours et par d'autres, par une politique visant à la destruction des nations et des Etats, dont l'une des plus récentes illustrations est la situation en Asie, l'extension de la guerre menée en Afghanistan, au Pakistan, les attentats perpétrés à Bombay et les menaces d'implosion de tout le sous-continent.

La rage exprimée par ce journaliste irakien lançant ses chaussures à la tête de Bush exprime la colère qui s'accumule, non seulement en Irak, mais à l'échelle du monde face au désastre que provoque et qu'entretient le maintien du système capitaliste.

L'article d'Alan Benjamin consacré à la situation aux Etats-Unis alors que le président élu, Obama, va être investi, analyse la profondeur de la crise économique et politique aux Etats-Unis. Il montre comment cette crise amène ceux qui ont la charge de préserver le système d'exploitation capitaliste dans le plus puissant pays impérialiste du monde à renier les principes proclamés de "l'économie de marché" pour sauver le système capitaliste et maintenir en vigueur son principe essentiel : l'exploitation.

Comme un bref coup d'œil sur les mesures prises par Bush suffisent à l'indiquer, elles visent à sauver non pas les emplois et les salaires des travailleurs de l'automobile, mais à préserver la possibilité pour les patrons et les grands actionnaires de firmes comme General Motors, Chrysler et Ford de réaliser des profits. L'injection de fonds publics — que le contribuable américain sera appelé à payer d'une manière ou d'une autre — s'accompagne de conditions qui visent en fait à la liquidation des organisations syndicales existantes dans ces entreprises, à la destruction des acquis ouvriers en termes de retraites, de protection de la santé, à des plans drastiques de restructurations aboutissant à des milliers de licenciements et à une baisse généralisée des salaires. On parle d'une baisse effective de 30 à 40 %.

Tous les commentateurs, pour qui la crise actuelle n'est qu'un accident de parcours imprévu, "un dérapage de la finance", saluent ce qu'ils appellent "*le*

*retour de l'Etat*”, comme si soudain Wall Street et le gouvernement américain s'étaient convertis à une forme d'intervention conduisant à un contrôle de l'Etat sur l'économie. Or ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais, bien au contraire, de la mise à disposition directe du capital financier de l'ensemble des moyens de l'Etat pour permettre que, malgré la crise, le système n'explose pas. L'un des exemples les plus clairs et les plus extrêmes a été la décision de la Federal Reserve Bank des Etats-Unis de ramener son taux d'intérêts à presque zéro. Que cette opération aille à l'encontre des “principes de l'économie de marché” que Bush s'attriste d'avoir bafoués, sans aucun doute. Mais que signifie pratiquement cette mesure : que les grandes banques, les institutions financières, les centres nerveux du capital financier peuvent se rendre au guichet de la FED : on y distribue gratuitement des milliards, alors qu'elles-mêmes pourront prêter au taux qui leur conviendront. D'où viennent les milliards ? Tout simplement de la planche à billets, car des nouveaux dollars sont imprimés par centaines de milliards. Comme les lois de l'économie capitaliste continuent de fonctionner, quoi qu'en dise Bush, le résultat ne s'est pas fait attendre : le dollar a sérieusement baissé par rapport à d'autres devises. Il se crée ainsi une situation où, comme le remarque un commentateur britannique, à la crise financière, à la crise économique, s'ajoute “*le chaos sur le marché des changes*” (*Financial Times*, 20 décembre 2008).

C'est là l'un des aspects de l'approfondissement, à l'échelle mondiale — et donc d'abord aux Etats-Unis —, de la crise exprimée d'abord dans ce qu'on a appelé la crise des “subprimes”.

Crise qui s'est accompagnée et combinée avec une crise politique mondiale, dont les formes dans le cas des Etats-Unis se sont exprimées au travers de l'élection d'Obama. La bourgeoisie américaine a pu, cette fois encore, préserver le cadre bipartite dans lequel elle enserme toute la vie politique américaine, mais en payant le prix fort pour l'assurer. C'est ce qu'a signifié l'élection d'Obama, qui n'aurait pu être obtenue sans la mobilisation de millions de travailleurs et de jeunes Américains — et en particulier des travailleurs et des jeunes noirs, qui ont voté à plus de 94 % pour Obama — parce qu'ils le chargeaient de leurs aspirations. Mais Obama, candidat du Parti démocrate, s'est vu donner par la classe dirigeante la mission d'exécuter les plans nécessaires au maintien du fonctionnement du système capitaliste aux Etats-Unis dans les conditions de la crise mondiale, ce qui est inséparable de l'affirmation, dans les faits, de la puissance de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale. La politique d'Obama, dès ses premiers pas, va heurter de front tous les espoirs, toutes les illusions et toutes les aspirations dont sa candidature avait été investie par ceux qui avaient voté pour lui.

La “politique intérieure” des Etats-Unis a été rythmée ces dernières années par de puissants mouvements de la classe ouvrière. Le déchaînement de la crise, relié aux conditions politiques dans lesquelles a eu lieu l'élection d'Obama, prélude à un nouveau chapitre de la lutte des classes aux Etats-Unis.

Elle va placer au premier rang, dans des conditions inédites, la question centrale à laquelle le mouvement ouvrier américain a à faire face, celui de son indépendance politique, c'est-à-dire de sa rupture avec le Parti démocrate.

C'est à l'échelle du monde que se pose la question de l'indépendance politique du mouvement de la classe ouvrière.

Si les conséquences de la crise mondiale ont, en un sens, un aspect “mécanique”, cela ne signifie nullement que la réalisation de ces conséquences soient automatiques. Elles ne se réalisent qu'au travers de la mise en œuvre d'une poli-

tique d'agression à l'égard des travailleurs et des peuples. Elles ne peuvent que provoquer la résistance des travailleurs et des peuples. Cette résistance se heurte à toutes les forces, y compris celles qui "campent" au sein du mouvement ouvrier et se refusent à rompre avec le système capitaliste en décomposition.

L'année 2008 se conclut sur le soulèvement de la jeunesse grecque, soulèvement qui s'est appuyé et qui n'a pu se développer que sur la base de la résistance — en Grèce comme ailleurs — de la classe ouvrière.

De même qu'en 1995, les immenses manifestations qui avaient alors déferlé en France contre la mise en cause de la Sécurité sociale avaient amené un journaliste américain à dire que c'était "*la première révolte ouvrière contre la mondialisation*", de même les manifestations à Athènes et dans d'autres grandes villes de Grèce sont la première riposte de la classe ouvrière mondiale aux conséquences mondiales de la crise.

C'est tout l'édifice de l'Union européenne, de l'ensemble de ses dispositions anti-ouvrières et antidémocratiques qui est secoué de fond en comble par les manifestations de Grèce. C'est une nouvelle phase de la lutte des classes en Europe qui s'annonce. La situation sociale prévalant dans les grandes villes grecques est celle que l'on trouve aujourd'hui dans toutes les grandes villes du Vieux Continent. Il pourrait être tentant d'opposer l'Allemagne, solide puissance industrielle, quatrième économie mondiale, à la Grèce, se classant parmi les pays les plus pauvres d'Europe. Mais que se passe-t-il en Allemagne ? L'industrie automobile — qui est un ressort essentiel de la production capitaliste, pas seulement aux Etats-Unis — connaît un véritable effondrement : 30 % de baisse des ventes chez Mercedes, 25 % chez BMW.

L'Allemagne — et, de ce point de vue, elle n'est qu'une illustration de ce qui s'est passé dans toute l'Europe — a connu une modification brutale de la part des salaires dans le revenu national : elle était de 72,2 % en 2000 et elle n'est plus en 2007 que de 64,6 %. Dans le même temps, la part des profits est montée de 27 à 35 %. Du coup, c'est dans les secteurs des bas salaires, où les ouvriers — en particulier les jeunes — sont contraints de travailler dans la précarité, augmentant considérablement le nombre de travailleurs pauvres qui s'est enflé jusqu'à 8 millions, que s'accélère le plus le chômage, trait qui n'est pas sans rappeler la Grèce. Et cela, alors que, dans les derniers mois, se sont multipliés les mouvements par lesquels la classe ouvrière a manifesté sa volonté de se défendre et de réaliser, pour cela, l'unité de ses organisations.

Bien d'autres exemples — comme ceux de l'Italie, de la France, etc., où l'on retrouve ces traits fondamentaux — sont abordés dans ce numéro de *La Vérité*.

Tous ces exemples, comme c'est aussi le cas pour l'Allemagne, montrent que l'offensive menée par tous les gouvernements pour faire payer à la classe ouvrière les frais de la crise serait impossible sans le rôle joué par les directions des partis politiques se réclamant de la classe ouvrière et les directions syndicales qui leur sont assujetties.

C'est là une réalité mondiale, et pas seulement européenne ou américaine. En Afrique, les guerres provoquées et organisées par les différents impérialismes qui pillent ce continent sont encore multipliées par la nécessité pour chacun aujourd'hui de défendre coûte que coûte les points d'appui dont ils disposent. L'Afrique du Sud, présentée jusqu'alors comme le "bon élève" par excellence du FMI, voit son économie s'effondrer et est contrainte d'emprunter pour sauver ses banques, c'est-à-dire pour protéger les capitaux investis dans le maintien d'une économie dont le fonctionnement repose sur la continuation du système d'apartheid. Dans ces conditions, et au moment où se précisent des menaces

d'intervention directe contre le Zimbabwe, le parti qui a contrôlé pendant quinze ans, pratiquement sans entraves, le gouvernement, l'ANC, a été déchiré par une scission déstabilisatrice. Ce que ces événements mettent à l'ordre du jour, c'est, pour sauver le peuple travailleur d'Afrique du Sud, c'est-à-dire le peuple noir, le combat pour la République noire, pour la souveraineté nationale, indissociable des revendications sociales que met en avant la classe ouvrière.

Au moment où la crise commençait à frapper aux Etats-Unis et en Europe, certains assuraient que l'Asie — en particulier la Chine et l'Inde — “sauverait l'économie mondiale”. Il a suffi de quelques semaines pour que disparaissent de la presse ces proclamations optimistes. La Chine — reliée au marché mondial notamment par son secteur exportateur, qui est celui où dominent les investissements directs étrangers — est maintenant frappée de plein fouet par la crise mondiale. Par centaines de milliers, les travailleurs migrants sont chassés de leur emploi. La crainte qui étreint les possédants du monde entier — comme la couche dirigeante bureaucratique en Chine même —, c'est la rupture d'un équilibre social précaire, et donc l'irruption sur la scène politique d'une classe ouvrière forte de 300 millions d'individus agissant pour défendre ses emplois, ses salaires et se réappropriier le contrôle de l'économie qui s'est développée depuis 1949 — quelles que soient les déformations et les coups reçus — sur la base de l'expropriation du capital.

La grande presse d'information, tout comme les spécialistes de l'économie, se rejoignent pour souligner le caractère imprévisible et déconcertant de la crise mondiale actuelle, partageant la stupéfaction apparente de George W. Bush. Certes, ni la forme précise qui a été celle du développement de cette crise ni le moment exact de son déclenchement n'étaient connus à l'avance. Mais toute analyse sérieuse de la manière dont fonctionnait l'économie capitaliste mondiale ne pouvait qu'amener à la conclusion de l'inévitabilité de cette crise.

Ainsi, dans un article paru dans *La Vérité*, la revue de la IV<sup>e</sup> Internationale, en avril 1995, Michel Dauberny écrivait : constatons

*« que le dollar, et donc le système monétaire et financier américain, est au sommet d'une pyramide (inversée) de crédits internationaux, et que, pour ce pays, le danger vient de la possibilité permanente de voir une défaillance dans le système mondialisé du crédit se propager jusqu'à Washington. Dans son éditorial du 19 février 1995 intitulé “Sauver Wall Street”, Le Monde souligne que le plan de sauvetage du Mexique “est en réalité un plan de sauvetage de Wall Street”, dont l'objet est “d'éviter un krach généralisé”, et que “les contribuables du monde industriel vont être appelés à payer” pour les erreurs de jugements des spéculateurs. Erreur ? Non, fonctionnement normal, c'est-à-dire convulsif et disloqué de l'impérialisme mondial. »*

Ces lignes, écrites au moment de la crise de la dette au Mexique (effondrement du peso mexicain), sont d'une frappante actualité. Il ne s'agit pas cette fois que du Mexique : les “plans de sauvetage”, celui de Paulson aux Etats-Unis comme celui de Sarkozy en France ou de Brown en Angleterre, visent à sauver le capital financier, c'est-à-dire d'abord Wall Street. Il ne s'agit pas d'“erreurs” des spéculateurs, mais de la manière même dont fonctionne le système capitaliste aujourd'hui. Comme l'a remarqué Paul Krugman, dans l'*International Herald Tribune* (20 décembre), dans l'affaire Madoff (dont la faillite a englouti 50 milliards de dollars), les pratiques du spéculateur new-yorkais n'étaient somme toute que celles qui prévalaient à l'échelle de toute l'économie :

*“Ce dont nous sommes les témoins aujourd'hui, ce sont les conséquences d'un monde qui a adopté le système Madoff.”*

Pendant des années, on a assuré que ce système fonctionnerait en permanence. En fait, au travers de multiples convulsions, en particulier depuis 1971, au travers des guerres, de la montée incessante des dépenses d'armement, des coups portés à la classe ouvrière et aux peuples, l'impérialisme a différé l'explosion de la crise par des moyens qui ne pouvaient que l'aggraver. D'où le cri d'angoisse poussé aujourd'hui par le FMI devant une crise qu'il caractérise comme étant d'une profondeur inégalée.

Dans *Lutte des classes et mondialisation*, paru en 1999, Daniel Gluckstein écrivait :

*“La domination grandissante de l'impérialisme américain sur le monde se fait sur la base de la dislocation de tout le régime de la propriété privée des moyens de production, y compris de la base de la domination américaine. La survie de ce régime ne peut que conduire l'humanité de désastre en désastre, jusqu'à menacer la survie même de la civilisation humaine. A moins d'arracher la propriété privée des moyens de production des mains de la classe capitaliste, c'est-à-dire d'abord et avant tout de la poignée de spéculateurs qui dominent le monde depuis Wall Street.”*

C'est l'expression concrète de ce qui a été à la base même de la constitution du mouvement ouvrier. Sauver la civilisation, c'est mettre fin au système de la propriété privée des moyens de production. C'est cette exigence qui est contenue dans le mouvement de la classe ouvrière pour son émancipation, qui tend à s'affirmer dans chacun des combats jalonnant la résistance des peuples face à la barbarie montante, nourrie par la décomposition du système impérialiste.

Contribuer à ce combat, dans les conditions complexes et difficiles créées par la crise, est la signification même du congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale et de sa préparation.

**François Forgue**

# Les Etats-Unis à la veille de l'investiture de Barack Obama

Par Alan Benjamin

---

## INTRODUCTION

---

A l'heure où ces lignes sont écrites se prépare la cérémonie d'investiture présidentielle, dont il est prévu qu'elle attire plus de 1 500 000 personnes venues de tous les Etats-Unis le 20 janvier prochain, à Washington ; la plus grande foule qui aura jamais assisté à un tel événement.

De toute part, les journaux publient des articles sur le "changement" qu'ils prédisent sous la présidence de Barack Obama. Après huit années d'administration Bush, les travailleurs, tant aux Etats-Unis qu'à travers le monde, poussent un soupir de soulagement et espèrent que les choses vont s'améliorer.

Il y a de quoi espérer. L'élection du 4 novembre a été une élection historique. Des millions de Noirs, de Latino-Américains, de jeunes, de travailleurs de tous horizons se sont saisis de cette élection pour dire : assez, c'est assez, le racisme et l'oppression doivent cesser immédiatement. Dans un contexte d'approfondissement de la crise économique, cette élection a permis aux travailleurs de tous horizons de clamer haut et fort : nous n'acceptons pas la destruction de nos emplois, de nos habitations, de nos services publics, de nos quartiers ; nous ne

sommes pas responsables de cette crise, ce n'est pas à nous de la payer.

Les jeunes, et en particulier les jeunes Noirs, se sont adressés aux radios et aux reporters des télévisions de tout le pays pour dire que c'était la première fois qu'ils avaient voté parce qu'ils sentaient que leur vote pouvait faire la différence, parce que Obama avait promis de créer des emplois pour les jeunes des zones urbaines, de débloquer des fonds publics permettant à chaque jeune de faire des études supérieures. Il avait promis de mettre fin à la guerre en Irak, ce qui ferait que s'engager dans l'armée pour des raisons économiques cesserait d'être le seul choix possible.

C'est un jeune de Harlem, à New York, interviewé le 4 novembre par Democracy Now, qui a le mieux exprimé les aspirations de millions de Noirs lorsqu'il a déclaré :

*"Avec Obama, tout va changer. On va enfin être libres et égaux. On va enfin retrouver notre dignité !"*

Bruce Dixon, directeur de la rédaction de *Black Agenda Report*, a synthétisé cette profonde aspiration au changement dans un récent éditorial :

*"Le premier président noir fait entrer avec lui dans le bureau ovale les espoirs, rêves et aspirations de nombreuses personnes qu'il ne rencontrera jamais, mais*

*qui pensent connaître ses intentions et ce qu'il a dans le cœur. Bien que cela n'ait pas été mis au scrutin, que cela ait été largement écarté de la discussion par les médias et les candidats eux-mêmes, les dizaines de millions qui ont voté Obama l'ont fait parce que, dans l'ensemble, ils veulent qu'il soit mis fin à la guerre. Ils veulent voir réduire le budget militaire et le nombre de personnes incarcérées. Ils veulent un système de couverture maladie fondé sur le salaire différé. Ils veulent une économie plus juste et ont énergiquement protesté contre le plan de Bush — et d'Obama — de renflouement de Wall Street.*

*Leurs attentes de justice économique et sociale tant à l'échelle domestique qu'au niveau international constituent, pour reprendre la célèbre expression de Martin Luther King, une gigantesque reconnaissance de dette, due depuis longtemps. Tel est le changement dans lequel ses électeurs ont cru. Voilà ce qu'ils espèrent bien voir” (Black Agenda Report, 6 novembre 2008).*

Mais ces millions de personnes verront-elles un tel changement lors de la présidence d'Obama ?

Les nominations aux fonctions ministérielles auxquelles Obama a procédé, ainsi que les lignes directrices qu'il a annoncées, ces six dernières semaines, en tant que nouveau président élu, ont donné des frissons à ses partisans.

Ne s'agit-il pas là, une fois de plus, de la politique à laquelle on est habitués ? se demandent-ils. Dans la presse libérale à tendance progressiste et dans celle du mouvement ouvrier, syndicalistes et militants ont exprimé leurs inquiétudes grandissantes et ont commencé à poser quelques questions essentielles : que faudra-t-il pour assurer le changement auquel les gens aspirent et qu'ils attendent ?

Comment les travailleurs peuvent-ils utiliser l'ouverture politique que représente l'élection du 4 novembre pour construire un mouvement fort et puissant permettant le changement réel si cher à la majorité ouvrière qui a voté Obama ?

Pour commencer à traiter ces questions, il est tout d'abord nécessaire d'analyser la crise économique et financière actuelle du capitalisme américain, qui plante le décor dans lequel Obama et son nouveau gouvernement vont entrer en fonction le 20 janvier.

---

## LA CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE S'APPROFONDIT

---

Dans sa déclaration du 28 octobre 2008, le comité national de Socialist Organizer écrivait ce qui suit à propos de la crise actuelle :

*« La crise actuelle qui secoue Wall Street et a vu la Maison-Blanche se précipiter pour renflouer les spéculateurs à la hauteur de 1 300 milliards de dollars (ce qui inclut les prêts, ainsi que les sommes versées précédemment à l'occasion de l'écroulement du système de prêts immobiliers) est (...) l'expression de la faillite et de l'agonie du système économique du “libre marché” fondé sur la propriété privée des moyens de production.*

*La phase la plus récente de la crise sans fin du capitalisme a commencé il y a deux ans sous la forme d'une crise des subprimes. Elle a désormais explosé en prenant la forme de la crise financière la plus aiguë depuis la Grande Dépression... Toutes les possibilités existent pour que cette crise financière se développe sous la forme d'un effondrement économique aux effets plus dévastateurs que tout ce qui a été vu depuis les années 1930. »*

Ce qui ne se présentait que sous la forme d'une possibilité il y a quelques mois est maintenant devenu réalité : la crise, qui a débuté sous la forme d'une crise financière, s'est étendue à tous les secteurs de l'économie à un rythme qui a alarmé les analystes, même les plus prudents. Tel est le degré de décomposition du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Les économistes de Wall Street disent maintenant ouvertement que la récession économique sera plus profonde et durera plus longtemps que les neuf récessions que l'on a connues depuis 1945. L'économiste Jack Rasmus nous prévient dans le numéro de décembre de *Z Magazine* :

*“Début 2010, l'économie américaine pourrait se voir propulsée vers une dépression totale.”*

Tout au long de l'année 2008, la Réserve fédérale américaine, ainsi que le Trésor, sont intervenus en injectant massivement des fonds afin de tenter de conjurer un écroulement économique et financier imminent. La Réserve fédérale a prêté 2 500 milliards de dollars aux institutions financières

sérieusement touchées, tandis que le Trésor américain a sauvé les banques en injectant 1 300 milliards de dollars, le cas le plus récent étant 700 milliards de dollars consacrés au plan Paulson — plan de renflouement des actifs en danger (“Troubled Asset Relief Program”, ou TARP) adopté par le Congrès le 31 octobre 2008.

Cela a conduit à un accroissement considérable de la dette combinée des Etats-Unis. Alors qu'en 1980, le total de la dette américaine (toutes dettes confondues : commerciale, fédérale, au niveau local et des Etats, ainsi que la dette à la consommation) était de 5 000 milliards de dollars, en 2008 elle a atteint la somme astronomique de 53 000 milliards de dollars. 22 000 milliards de ces 53 000 milliards de dette ont été contractés depuis l'éclatement de la bulle informatique en 2001. Cependant, il n'y a que 1 000 milliards de dollars de dette à la consommation. Cela rétablit la vérité face à ce que continuent de raconter jour après jour dans les médias les pontifes de la classe dirigeante, à savoir que la profonde crise financière à laquelle nous sommes maintenant confrontés trouverait son origine dans le fait que les Américains “auraient vécu bien au-dessus de leurs moyens”.

L'énorme budget consacré à la guerre en Irak et en Afghanistan depuis 2003, ainsi que les énormes réductions d'impôts pour les riches ont contribué à la constitution de cette énorme dette.

Cependant, en dépit des sommes énormes injectées par la Réserve fédérale et le Trésor, non seulement la crise n'a pas été jugulée, mais elle a empiré de jour en jour.

L'économiste Jack Rasmus note :

*“L'effet cumulé de la panique bancaire de 2008 a été de servir d'accélérateur à la crise du crédit qui se développait depuis l'été 2007. La crise s'est rapidement propagée du secteur de la propriété immobilière des particuliers à la propriété commerciale et aux obligations émises par les administrations locales (ce qui a provoqué des crises de solvabilité dans plusieurs Etats, dont la Californie), pour s'étendre ensuite aux fonds communs de placement et aux billets de trésorerie — pour finalement menacer gravement les fonds de pension et les fonds spéculatifs au moment où la nouvelle année économique s'annonce.*

*Suite à la brusque contraction des prêts bancaires et à leur assèchement, le crédit et les dépenses de consommation se sont*

*pratiquement effondrés, suscitant la crainte croissante que les compagnies qui accordent des prêts aux étudiants, aux acheteurs de voitures et aux détenteurs de cartes de crédit soient elles aussi au bord de la cessation de paiement. Les dépenses de consommation ont brutalement chuté en octobre 2008 et tout indique que la situation continue à s'aggraver au fur et à mesure que se multiplient les plans de licenciements” (“Comment faire face à l'aggravation de la crise économique : un programme de relance”, Z Magazine, décembre 2008).*

---

## UN NOMBRE DE LICENCIEMENTS CROISSANT

---

Absolument. Les licenciements se multiplient chaque jour et à un rythme stupéfiant. Selon les statistiques officielles du gouvernement, 530 000 travailleurs ont perdu leur emploi rien qu'en novembre — la plus haute perte mensuelle d'emplois depuis 1931. Mais ce décompte officiel ne donne pas une image complète de la réalité dans la mesure où le taux officiel du chômage n'inclut pas les travailleurs “découragés” qui n'ont pas de travail et qui, ayant battu le pavé pendant plus de six mois sans succès, n'en ont pas activement recherché dans les quatre dernières semaines, pas plus qu'il n'intègre les travailleurs licenciés, mais qui ont retrouvé un emploi à temps partiel qui les envoie travailler n'importe où de 5 à 20 heures par semaine. (Il y a vingt ans, ces deux critères étaient inclus dans l'établissement de la statistique du taux de chômage aux Etats-Unis.)

Si l'on inclut les travailleurs “découragés”, le nombre de travailleurs ayant perdu leur emploi excède 750 000 en novembre, et si l'on intègre ceux qui ont un “emploi minimum”, le nombre dépasse 1 300 000.

Si l'on prend en compte toute l'année passée, le nombre de chômeurs a officiellement atteint 3,2 millions (6,7 %), mais une fois encore si l'on tient compte des “découragés” ainsi que de ceux ayant un “emploi minimum”, le total approche les 5 millions d'emplois supprimés et un taux de chômage de 9 %.

De la même manière, les économistes prédisent que si la récession actuelle se poursuit au même rythme en 2009, les esti-

mations officielles prévoient de 3 à 4 millions d'emplois supprimés, chiffre qui atteint 7 millions si l'on tient compte des "découragés" et de ceux qui ont un "emploi minimum". Cela signifierait que de 8 à 12 millions d'emplois seraient supprimés sur la période 2008-2009. L'économiste Jack Rasmus prévient qu'au total, ce sont 20 millions d'emplois qui pourraient disparaître d'ici à 2010 si rien n'est fait pour "relancer l'économie" (*Z Magazine*, décembre 2008).

C'est dans cette situation que Barack Obama a fait part de son intention de lancer un programme d'emplois de 700 milliards de dollars destiné à financer la création de 2 500 000 à 3 000 000 d'emplois dans les dix-huit mois à venir. Selon Obama, ce plan portera essentiellement sur un programme de travaux publics tels que des autoroutes, des ponts, la réparation et la construction d'infrastructures. Rien n'est prévu en ce qui concerne la création d'emplois dans l'enseignement ou les secteurs de la santé.

Les détracteurs du plan Obama font remarquer l'insuffisance du nombre d'emplois créés face à la montée du chômage. D'autres se demandent comment Obama pourra assurer un programme de 700 milliards de dollars pour l'emploi, alors qu'il demeure fidèle à son engagement de maintenir d'énormes sommes aux crédits de guerre et au renflouement des spéculateurs de Wall Street.

La profondeur de la crise économique appelle un programme de création d'emplois et de préservation des emplois existants qui dépasse tout ce que l'on a connu dans l'histoire des Etats-Unis, même pendant le New Deal. Ce qui est nécessaire est une réorganisation totale de l'économie au moyen d'un plan d'urgence de sauvegarde des travailleurs.

La situation est devenue intolérable pour les travailleurs. De quelque côté que l'on se tourne, le pays est confronté à une situation catastrophique : en plus des licenciements massifs, plus de 2 millions de personnes ont perdu leur habitation en raison des saisies-expulsions — et l'on estime de 5 à 7 millions le nombre de ceux qui risquent encore la saisie-expulsion dans les dix-huit mois à venir. La plupart de ceux qui perdent leurs habitations sont Noirs ou Latino-Américains.

Pendant ce temps, les services sociaux sont partout démantelés en raison des déficits sans précédent des budgets locaux et des budgets des Etats.

En Californie, un déficit budgétaire de 13,4 milliards de dollars est utilisé pour supprimer des dizaines de milliers d'emplois de santé et d'enseignement public.

---

### **LES RETRAITES SONT, ELLES AUSSI, REMISES EN CAUSE**

---

Aux Etats-Unis, il y a fondamentalement deux types de fonds de pension pour les travailleurs. L'un est un régime Taft-Hartley à prestations définies, auquel la plupart des travailleurs syndiqués ont droit par l'intermédiaire des conventions signées par leurs syndicats.

Les actifs de ce type de fonds de pension s'élèvent à environ 450 milliards de dollars, soit approximativement 6 % de l'ensemble des fonds de pension du pays. Ils concernent les 11 % de salariés bénéficiant d'une convention collective.

Ces retraites Taft-Hartley sont garanties par le gouvernement au moyen d'un fonds de garantie des prestations de retraite (PBGC). Des réglementations très sévères sont prévues afin de veiller à ce que les salariés ne soient pas pénalisés et ne perdent pas leurs prestations si les marchés financiers dans lesquels ces fonds sont investis se dégradent. Ces fonds sont gérés en commun par les syndicats, les employeurs et le gouvernement.

Suite à la débâcle actuelle des marchés financiers, les fonds Taft-Hartley ont perdu environ un tiers de leur valeur. Ils ne disposent plus d'assez d'argent pour payer les travailleurs qui perçoivent déjà une retraite ou sont sur le point d'en bénéficier.

Face à cette situation inédite, le Congrès a, en 2008, voté une loi sur la protection des pensions de retraite qui autoriserait les gestionnaires des fonds de pension à réduire d'un montant substantiel les sommes versées à chaque ayant droit et forcerait d'autre part les retraités à transférer une part importante de leurs fonds vers les plans de deuxième type dits 401(k), qui, eux, ne sont soumis à aucune réglementation. Il s'agit là d'un vol pur et simple.

Les syndicats exigent la suspension de cette prétendue loi de "protection des pensions de retraite".

L'immense majorité des salariés soumis aux fonds de pension le sont au titre des plans 401(k) souscrits par leur entreprise ou à titre individuel, qui subissent encore plus gravement les contrecoups de la crise. Ces fonds ont perdu en moyenne plus de 55 % de leur valeur et ne peuvent bénéficier d'absolument aucune garantie gouvernementale ; pas le moindre cent ne sera accordé à ces gens qui ont chaque mois mis de côté des milliers de dollars pour être sûrs d'avoir une retraite.

Plus de 6 000 milliards de dollars investis dans ce type de fonds sont soumis aux caprices des fluctuations boursières. Des millions de personnes voient, médusées, la valeur de leur retraite chuter de jour en jour. On annonce que la baisse des retraites est à l'origine de centaines de suicides. La situation est dramatique. Les travailleurs sont confrontés à une machine infernale capitaliste dont ils n'auraient jamais pu imaginer qu'elle causerait des dégâts aussi considérables.

---

### LE CHÂTEAU DE CARTES S'EST EFFONDRE

---

Dans sa déclaration du 28 octobre, le comité national de Socialist Organizer écrivait :

*« Le système capitaliste, incapable d'assurer le développement des forces productives de l'humanité, ne peut survivre que sur la base d'une économie de guerre permanente et de la prolifération d'une économie "fictive" dans laquelle les super-profits sont réalisés à travers la spéculation en dehors de la sphère de la production. La guerre et la spéculation sont devenues les principaux volants d'entraînement d'une économie dont la dette s'est envolée pour atteindre la somme étourdissante de 53 000 milliards de dollars.*

*C'est là, cependant, que réside le dilemme auquel les grands capitaines d'industrie et de la finance, de même que les hommes politiques à leur service, sont aujourd'hui confrontés. Pendant des dizaines d'années, le système capitaliste a réussi à conjurer une crise économique et financière majeure en ayant recours à la*

*délocalisation des usines, en s'attaquant aux syndicats, en réduisant les salaires — et en injectant artificiellement dans l'économie toujours plus de dette et de capital fictif (ou de "dette toxique", comme on dit aujourd'hui). Mais en repoussant de la sorte le jour où il faudrait faire les comptes d'un système économique failli, l'ampleur de l'écroulement inévitable du château de cartes n'en est devenue que plus dévastatrice. »*

Le château de cartes s'est effondré. La crise qui balaie les Etats-Unis et le monde précipite l'humanité dans sa totalité dans le gouffre de la barbarie. Tous les acquis de la civilisation humaine sont menacés d'être réduits en miettes.

---

### CE QUI EST EN JEU DANS LE RENFLOUEMENT DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

---

Le 31 octobre, en dépit de l'opposition massive et de la fureur des Américains qui avaient contraint le Congrès quatre jours plus tôt à voter contre le plan de renfloement de Wall Street, le plan de 700 milliards de dollars de renfloement des banques était approuvé. Il aura fallu l'intervention active de George W. Bush, John McCain, Barack Obama et Nancy Pelosi, porte-parole de la Chambre des représentants, pour contraindre les membres du Congrès d'aller à l'encontre de l'avis de leurs électeurs en approuvant la loi de renfloement.

A ce jour, la moitié de cette somme — c'est-à-dire près de 350 milliards de dollars — a été dépensée pour renflouer les spéculateurs. En dépit des demandes répétées des journaux financiers et des organisations de consommateurs, le Trésor américain et les banques refusent de dire comment cet argent a été dépensé. Rien n'était écrit dans la loi instaurant le plan de renfloement permettant de rendre compte et d'en contrôler l'utilisation.

Selon certaines sources citées par la presse des milieux d'affaires, il apparaît que la plupart de ces fonds sont allés en "indemnités" aux grands directeurs généraux, ainsi qu'aux fusions et acquisitions. Pour l'économie, le bénéfice réel de ce plan de renfloement des banques est nul.

Partout, on constate la vive colère de la classe ouvrière face au vol de l'argent des contribuables par les entreprises capitalistes. Dans les locaux syndicaux à travers le pays, les travailleurs dénoncent ce "casse du siècle".

A peine un mois plus tard, début décembre, les directeurs généraux des trois grandes compagnies de construction automobile (General Motors, Chrysler et Ford) — ainsi que les dirigeants du syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW) — se sont présentés devant le Congrès afin de témoigner devant la commission des finances du Sénat.

Ils y sont allés demander un plan de renflouement de 34 milliards de dollars pour l'industrie automobile.

Les membres républicains du Congrès, qui avaient tous été plus qu'heureux d'accorder 55 milliards de dollars pour le renflouement de Citicorp sans poser la moindre question ni imposer la moindre condition, se sont opposés au renflouement. Ils ont insisté sur le fait que les compagnies en question devaient être autorisées à se déclarer en banqueroute, de telle manière que, tombant ainsi sous la coupe du chapitre 11 du Code des impôts, elles pourraient se restructurer sans avoir à passer d'accord collectif avec les syndicats et sans la moindre autre forme d'entrave similaire au dégage-ment de profit.

Les démocrates, qui s'étaient également montrés satisfaits de verser des milliards aux banques sans la moindre exigence de contrôle, ont adopté une approche diffé-rente.

Ils ont insisté sur le fait qu'un plan de renflouement était nécessaire pour mainte-nir l'industrie automobile américaine la tête hors de l'eau. Ils ont avancé que le syndicat UAW pouvait être invité à la table de négo-ciations afin de le "convaincre" de faire — en matière de salaires et d'indemnités — toutes les concessions exigées par les entre-prises sans que cela ne nécessite d'avoir recours à la banqueroute. Quel travailleur américain achèterait une voiture d'une compagnie en banqueroute ? dirent-ils.

Dès le départ, il était clair que démo-crates et républicains partageaient un objec-tif principal lors de ces audiences : écraser l'UAW et infliger un coup majeur aux tra-vailleurs de l'automobile.

---

## L'ADOPTION DU PLAN D'AIDE AU PAIEMENT DE LA DETTE (DEBT-RELIEF PLAN) (1)

---

Après deux semaines de débats passion-nés au Congrès, confronté à une impasse au sujet de l'aide à apporter au paiement de la dette, le président Bush est intervenu en annonçant le 19 décembre que le Trésor dégagerait des prêts à partir des 700 mil-liards du plan Paulson de renflouement des banques.

Aux termes d'un plan visant à "*aider l'industrie automobile nationale à devenir financièrement viable*", on allait fournir 13,4 milliards de dollars de financement à court terme aux constructeurs automobiles. Une somme supplémentaire de 4 milliards — subordonnée à la mise en place des plans de restructuration — serait mise à leur dis-position en février 2009.

Les conditions attachées à la décision du Trésor prévoyaient entre autres de :

- Transformer en actions la moitié des sommes versées par les associations du régime VEBA (2).
- Abroger le système des Job Banks (3).
- Instaurer des réglementations du tra-vail qui permettent la compétitivité face aux constructeurs automobiles étrangers instal-lés aux Etats-Unis, et cela d'ici au 31 dé-cembre 2009.
- Introduire des normes salariales qui permettent la compétitivité face aux

---

### Toutes les notes sont du traducteur :

(1) Debt-Relief Plan : contrairement à ce que le mot "relief" pourrait laisser entendre, il ne s'agit abso-lument pas d'un plan d'exonérations, mais de prêts assortis de conditionnalités et d'une date butoir fixée à mars prochain, quand l'accord d'un nouveau prêt de 150 milliards de dollars sera envisagé en fonction du degré de réalisation des conditions imposées.

(2) Associations du régime VEBA : sortes de sociétés mutualistes dirigées par le syndicat, chargées de gérer les contributions d'assurance maladie versées par l'employeur. Les VEBA ont été constituées lorsque les employeurs ont décidé de ne plus gérer ces fonds.

(3) Job Banks : système introduit il y a 20 ans à la suite des premières restructurations opérées par les trois géants de l'automobile. Il permet aux ouvriers licenciés de toucher 90 % de leur salaire et de bé-néficier des acquis sociaux de l'entreprise. 3 500 ou-vriers de l'automobile bénéficient actuellement de ce régime.

constructeurs automobiles étrangers installés aux États-Unis, et cela d'ici au 31 décembre 2009.

Les analystes prévoient que le "plan de viabilité financière" va conduire General Motors à réduire son personnel de 20 000 à 30 000 travailleurs, soit environ un tiers de la main-d'œuvre employée par General Motors aux États-Unis.

Chrysler devrait tailler dans ses effectifs et suspendre sa participation au fonds de pension 401(k) tout en augmentant les cotisations des travailleurs à l'assurance maladie.

Ford, qui n'a pas reçu de financement dans le cadre de cet accord, doit cependant réduire ses effectifs de 10 %, mettre fin aux augmentations de salaires au mérite, aux primes, à sa participation au fonds de pension 401(k) et au financement des frais de scolarité des employés en formation, et d'autre part plafonner à 25 000 dollars les prestations versées aux retraités au titre de l'assurance maladie. Il s'agit d'une attaque majeure contre le syndicat.

Au départ, le 15 novembre, Ron Gettlefinger, président du syndicat UAW, a rendu publique une déclaration très ferme expliquant que les travailleurs de l'automobile avaient déjà fait toutes les concessions imaginables. Ce n'était pas de la faute des travailleurs si les entreprises perdaient de l'argent. Il insistait sur le fait que le syndicat UAW ne bougerait pas d'une position consistant à dire "*Pas de concessions*". Cette fois, c'était aux directeurs généraux des entreprises de faire des concessions et c'était au gouvernement fédéral de préserver les quelque trois millions d'emplois directement ou indirectement liés à l'industrie automobile.

Gettlefinger avait tout à fait raison : les trois géants de l'automobile ont déjà "restructuré" — c'est-à-dire supprimé des emplois et délocalisé leurs usines. Cela fait 25 ans que cela dure. Il fut un temps où les trois grandes entreprises d'automobiles employaient en tout 1 500 000 travailleurs. Désormais, elles en emploient moins de 400 000 au total. Mais dans son discours devant la commission des finances du Sénat, le 8 décembre, Gettlefinger a annoncé que la direction de l'UAW voulait désormais accepter toutes les concessions exigées par les patrons et le gouvernement

pour que l'industrie automobile ne coule pas. Le petit jeu du "bon flic" et du "mauvais flic" joué par les démocrates et les républicains avait atteint son objectif.

Les médias et les membres du Congrès ont tenté de dépeindre des travailleurs "surpayés" et "surprotégés". Ils ont parlé de travailleurs recevant 75 dollars l'heure — un mensonge éhonté. Le salaire moyen est maintenant de 27 dollars l'heure pour un travail éreintant et hautement qualifié. Ils ne visaient qu'à rendre les travailleurs responsables de la crise de cette industrie.

Les employeurs s'appuient sur la crise financière de Wall Street pour supprimer les emplois, réduire les salaires et casser l'accord négocié par le syndicat. Ce plan est totalement inacceptable et appelle une réponse d'ampleur et immédiate de la totalité du mouvement syndical.

---

### PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

---

Les travailleurs de l'automobile à tous les niveaux — de la base aux présidents des sections locales jusqu'aux anciens membres de la direction nationale — insistent pour qu'une limite infranchissable soit établie afin de s'assurer que pas un seul emploi du secteur automobile ne soit perdu. Ils sont rejoints dans cette exigence par des responsables syndicaux d'autres secteurs et par des militants de tout le pays.

Nombreux sont ceux qui signalent que l'industrie automobile pourrait être rééquipée pour produire des voitures plus efficaces, des voitures électriques, des trains à grande vitesse, des éoliennes, et plus encore.

Ils insistent sur le fait que tous les emplois actuels pourraient être sauvés et des dizaines de milliers d'autres travailleurs employés à partir d'un plan du type plan Manhattan (4) de "rééquipement" de la totalité du système national de transport. Ces syndicalistes en appellent à Obama afin qu'il tienne ses promesses de préserver les emplois et d'en créer de nouveaux en agis-

---

(4) Le plan Manhattan a été introduit lors de la Seconde Guerre mondiale pour développer l'armement nucléaire. Il a nécessité l'emploi de tous les scientifiques et de dizaines de milliers de travailleurs, ainsi que la mobilisation de milliards de dollars.

sant immédiatement en soutien aux travailleurs de l'automobile prêts à combattre.

Durant les audiences, un groupe de ces militants a fait parvenir leur message à Washington au moyen d'une caravane constituée de militants de base de l'UAW — mais, il fallait s'y attendre, leur message en faveur des travailleurs n'a que peu retenu l'attention des médias.

De plus en plus de travailleurs de l'automobile disent maintenant que le seul moyen de préserver les emplois et d'en créer de nouveaux est que le gouvernement fédéral nationalise les trois géants et les place sous l'administration d'un comité de surveillance composé de représentants du gouvernement, des travailleurs et des organisations ouvrières.

Voici ce qu'en dit le militant ouvrier et journaliste Dan La Botz dans un article largement distribué par le Centre de renouveau ouvrier ("Center for Labor Renewal") :

*"Il est nécessaire que l'UAW et les travailleurs de l'automobile — les travailleurs et les syndicats qui ont travaillé en soutien à Barack Obama — mettent en avant leur propre plan. Qu'est-ce qui pourrait être au centre du plan des travailleurs de l'automobile ? Le sauvetage des emplois et des travailleurs de l'automobile. La reconstruction des industries américaines de l'automobile, du transport et de l'énergie. Bien vivre à partir d'un bon emploi.*

*Nos impôts devraient être utilisés pour sauver les emplois, pas pour les détruire. C'est dans ce but que les entreprises du secteur de l'automobile doivent passer dans le cadre de la propriété publique. C'est le message qu'il faut faire passer à Obama, qui en a les moyens et doit prendre une telle décision catégorique."*

Il est clair que la situation des travailleurs de l'automobile est loin d'être définitivement réglée. Les 17,4 milliards de dollars de plan d'aide au paiement de la dette ne représentent qu'une mesure de répit jusqu'au printemps prochain. Pour demeurer solvables, les entreprises de l'automobile vont avoir besoin, de la part de la nouvelle administration, de financements s'élevant jusqu'à 150 milliards de dollars.

Il n'y a pas de meilleur moment que maintenant pour exiger de la nouvelle

administration Obama qu'elle nationalise les trois géants de l'automobile.

---

## LE GOUVERNEMENT OBAMA ET LA RECHERCHE DU "CONSENSUS NATIONAL"

---

Dans son discours à la suite de la proclamation des résultats, le 4 novembre, Barack Obama a parlé de la nécessité de réaliser l'union nationale entre riches et pauvres, entre un *"Wall Street prospère et une Main Street revitalisée"* (5).

L'élite capitaliste qui détient et contrôle la majeure partie de la richesse nationale est profondément inquiète face à l'éventualité que la vague des Noirs, des Latino-Américains et des familles ouvrières de toutes couleurs qui ont porté Obama au pouvoir puisse être trop difficile à contenir pour la rediriger vers des canaux moins dangereux pour la classe dirigeante.

Ils ont bruyamment applaudi à l'appel lancé par Obama au "consensus national" entre les patrons et les travailleurs, entre les riches et les pauvres, mais, à leur manière, ils comprennent que tous les travailleurs et toutes les nationalités opprimées puissent ne pas être si facilement associés à l'acceptation de "solutions communes" avec les employeurs.

Pour l'élite capitaliste, le "consensus national" signifie que les organisations de la classe ouvrière doivent abandonner leurs revendications et intérêts spécifiques au nom de "l'union nationale" et du "bien commun". Cela signifie renflouer les cercles dirigeants du capitalisme et non pas répondre aux besoins pressants des travailleurs et de tous les opprimés.

D'où leur empressement, dès l'annonce même des résultats, le 4 novembre, à exhorter le peuple américain à "revoir ses attentes à la baisse". Obama lui-même a lancé un avertissement :

*"Le chemin sera long, la pente sera difficile. Il se peut que nous n'y arrivions pas en une année ou même dans l'espace d'un mandat présidentiel."*

---

(5) Main Street, c'est-à-dire la rue principale fréquentée par les citoyens, opposée à Wall Street, le temple du capital et de la spéculation.

Leon Panetta, ancien secrétaire général de la Maison-Blanche sous Bill Clinton, a utilisé la formulation suivante :

*“Il nous reste encore deux guerres à financer et des centaines de milliards de dollars destinés à dégeler le crédit. Il faudra au nouveau président orienter le pays sur la voie de la discipline fiscale (...). Cela signifie mettre en attente la plupart des mesures sur lesquelles le candidat qui a gagné a fait campagne” (San Francisco Chronicle, 5 novembre).*

Bien évidemment, cela signifierait qu'il n'y aurait pas de plan de sauvetage pour l'Amérique ouvrière — c'est-à-dire pas de plan pour de vrais emplois, pas de véritable réforme du système d'assurance maladie, pas de soutien apporté aux principales revendications mises en avant par le mouvement ouvrier organisé, sans parler d'autres mesures urgentes.

---

### HENRY KISSINGER SE RÉJOUIT DES NOMINATIONS MINISTÉRIELLES

---

Au lendemain de l'élection, pour les travailleurs, la question de la voie à prendre se pose comme une question immédiate et urgente.

Pour la classe capitaliste, la réponse est claire : ils doivent venir au secours des banquiers et des spéculateurs afin de consolider leurs intérêts de classe. Ils ont accueilli avec grande satisfaction la présentation de l'équipe de conseillers économiques d'Obama, qui comprend, entre autres, Paul Volcker, ancien président de la Réserve fédérale, Warren Buffet, un homme qui a fait des milliards en spéculant à Wall Street, et Lawrence Summers, ancien secrétaire d'Etat au Trésor. La liste des conseillers d'Obama ressemble au Who's Who de la vieille garde des financiers de Wall Street.

Les capitalistes ont encore plus jubilé lorsque Obama a nommé Robert Gates, l'ancien secrétaire à la Défense de George W. Bush, qui restera en poste sous la nouvelle administration démocrate, ainsi que Tim Geithner, ancien responsable de la Réserve fédérale de New York, qui dirigera le Trésor. Ces deux nominations ont poussé l'ancien secrétaire d'Etat du président Richard Nixon, Henry Kissinger (un homme

accusé de multiples parts de génocide contre les populations du Sud-Est asiatique), à écrire dans le *Wall Street Journal* (4 décembre) qu'il était “extrêmement satisfait des nominations auxquelles Obama avait procédé”.

Le magazine libéral à tendance progressiste *The Nation*, qui a fait bruyamment campagne pour Obama, a noté la grande détresse des partisans d'Obama face à ces nominations et à d'autres. Jacob Laksin écrivait le 12 décembre :

*« Pour un candidat qui s'est rendu célèbre en prônant le “changement”, le président élu, Barack Obama, semble avoir un penchant pour la continuité. C'est du moins ce qu'on observe après la récente présentation de son cabinet de guerre, qui comprend des illustres habitués des cercles de Washington, comme son ancienne adversaire Hillary Clinton, dite “Le faucon”, Robert Gates, qui sera secrétaire à la Défense comme sous l'administration Bush, le général quatre étoiles à la retraite et conseiller à la Sécurité nationale James Jones, et enfin le gouverneur de l'Arizona, Janet Napolitano, qu'Obama a nommée secrétaire au département de la Sécurité intérieure...*

*On sent pointer le désespoir... Comme dans les regrets exprimés récemment par Kelly Dougherty, secrétaire de la section 54 des “Anciens combattants d'Irak opposés à la guerre” : “Obama a centré sa campagne sur l'idée que la guerre n'était pas légitime, mais vous faites passer un message très différent quand vous prenez dans votre équipe des gens qui ont soutenu la guerre depuis le début.”*

*Si un certain nombre de progressistes opposés à la guerre ont déjà eu du mal à avaler la présence d'Hillary Clinton et de Gates dans le cabinet d'Obama, sa décision de choisir comme conseiller à la Sécurité nationale un ancien général des marines, conseiller et ami de John McCain, et défenseur impénitent du rôle dominant de l'Amérique dans le monde, n'a fait que retourner le couteau dans la plaie.*

*Pas étonnant que les militants qui ont soutenu Obama soient fous de rage. Les nominations ne sont jamais l'expression parfaite d'une politique, mais, en ce qui concerne le cabinet de guerre d'Obama, la composition suggère que son administration sera marquée par l'ouverture. Sauf que cette ouverture ne s'étendra pas aux militants antiguerre qui, naguère, le salueaient comme leur “sauveur”. »*

Le magazine *The Nation* poursuit en déplorant le fait qu'Obama semble bien décidé à ne pas modifier la politique étrangère américaine de manière significative.

Au moment où ces lignes sont écrites, nombreux sont ceux qui, appartenant au noyau dur des partisans d'Obama, demeurent convaincus qu'il va honorer sa promesse de "changement". Dans la rubrique "Courrier des lecteurs" de la grande presse, lors des interviews télévisées, sur les nombreux blogs pro-Obama, ils insistent sur le fait que les nominations d'hommes de droite aux postes ministériels ne signifient rien, car c'est Obama "qui dirige, et qu'il leur fera à tous faire ce qu'il veut". De toute évidence, ils partent du principe que ce que veut Obama, c'est ce que eux, les partisans d'Obama de base, veulent.

Ce principe, cependant, perd tout fondement de jour en jour — même avant qu'Obama ne prenne ses fonctions.

Au sujet de la guerre, Obama a soutenu le Status of Forces Agreement (SOFA) — Accords sur le statut des forces armées stationnées en pays étrangers —, une loi qui maintiendrait des troupes et des bases en Irak jusqu'en 2011 et au-delà. Il a insisté sur le fait qu'il est nécessaire d'envoyer 20 000 hommes supplémentaires en Afghanistan pour "mener la bonne guerre" à Al Qaida et au terrorisme. Les conseillers d'Obama à la Sécurité nationale nous disent maintenant que ce nombre peut devoir être augmenté de 30 000 dans les mois à venir. Il a insisté sur le fait qu'il était nécessaire de renflouer les banquiers de Wall Street comme condition pour remettre l'économie sur ses pieds. Il a appelé à la "défense de nos frontières" contre les travailleurs immigrés sans papiers. Et la liste continue.

Une profonde inquiétude monte dans les rangs d'une couche croissante des partisans d'Obama à propos de la voie empruntée par la politique de leur candidat.

---

## DEUX NOMINATIONS RELEVANT DU "CONSENSUS NATIONAL"

---

Deux autres nominations récentes à des postes ministériels ont donné lieu à moins de critiques et ont, de fait, été largement saluées par le mouvement ouvrier améri-

cain. Il s'agit d'Arne Duncan, ancien superintendant des écoles publiques du district de Chicago, nommé secrétaire d'Etat à l'Education, et de Hilda Solis, démocrate au Congrès à Los Angeles, nommée secrétaire d'Etat au travail.

L'important soutien apporté à Duncan par les dirigeants des deux syndicats enseignants du pays — l'Association nationale de l'éducation (NEA) et la Fédération américaine des enseignants (AFT) — est à la fois consternant et révélateur. C'est consternant du fait que Duncan a été un des grands adeptes de trois textes directeurs sur l'enseignement chers à l'administration Bush et à la droite : "Aucun enfant laissé pour compte" ("No Child Left Behind — NCLB"), "Les établissements dotés d'une charte scolaire" ("Charter Schools") et "Salaire au mérite en échange d'enseignants hautement performants" ("Merit Pay for High-Performing Teachers").

"Aucun enfant laissé pour compte" est fondé sur les tests. Les écoles ne réussissant pas à la nouvelle batterie de tests peuvent licencier leurs enseignants et être privatisées, avec l'annulation de l'accord négocié avec le syndicat. Ainsi, tout est ordonné vers un enseignement ayant ces tests comme seul objectif, et cela aux dépens de l'enseignement de base et de l'esprit critique. Le "salaire au mérite" est ici brandi comme une menace pour inciter les enseignants à travailler de sorte que leurs élèves obtiennent de bons scores aux tests.

Greg Palast décrit la manière dont Duncan a mis en place "Aucun enfant laissé pour compte" dans l'établissement Collins High, à Lawndale, un des ghettos de Chicago :

*"Dans cet établissement, les enseignants travaillent avec des enfants venus des abris pour SDF d'un quartier économiquement dévasté. Croyez-le ou non, les enfants n'ont pas été reçus aux tests les plus élevés. Donc, la ville de Chicago a licencié les enseignants, tous. Puis, ils ont fait venir de nouveaux enseignants et les ont tous licenciés également quand — quelle surprise ! — les scores aux tests n'avaient pas augmenté."*

Nombreuses furent parmi ces écoles aux mauvais résultats celles qui furent ensuite confiées par Arne Duncan à l'armée, à la marine de guerre et aux marines afin d'en faire des écoles dotées d'une "charte sco-

laire". Ce sont des écoles qui continuent à bénéficier du financement public, mais fonctionnent comme des écoles privées en ce sens qu'elles ne sont pas liées à la politique du district scolaire en matière de programmes ni en matière de conventions collectives et de normes de fonctionnement négociées par les syndicats. Les lycées administrés par l'armée fonctionnent essentiellement comme centres de recrutement pour les fauteurs de guerre !

Dans ces conditions, comment est-il possible que les syndicats enseignants puissent applaudir à la nomination de Duncan ? C'est ce qui est si révélateur : c'est en grande partie dû au fait que leurs sections locales de Chicago ont été intégrées par Duncan pour participer au "accords de table ronde" avec l'administration, l'armée et la "communauté du monde des affaires". "*Duncan a fait en sorte que les enseignants puissent s'asseoir à la table*", disent les responsables locaux de ces syndicats.

---

### HILDA SOLIS ET LA LOI SUR LE LIBRE CHOIX DES EMPLOYÉS (EFCA)

---

La nomination d'Hilda Solis indique également la volonté de forger un "consensus national" entre le capital et le travail.

Solis est connue pour le soutien à toute épreuve qu'elle apporte au mouvement syndical et pour être fermement en faveur de la loi sur le libre choix des employés (EFCA), un projet de loi qui donnerait à une majorité de travailleurs, dans une usine ou un bureau, le droit de rejoindre le syndicat de leur choix par le biais d'un accord fondé sur l'obtention d'une majorité de signataires sur une pétition du syndicat. Cela fait de nombreuses années que les syndicats poussent — sans succès — à un tel accord.

Bien que l'EFCA présente de sérieux points faibles (par exemple, y figure l'interdiction de faire grève pendant les deux premières années de validité du contrat, tous les conflits étant renvoyés directement à un arbitrage contraignant), les employeurs ont clairement compris que le passage à l'EFCA ouvrirait la voie à une syndicalisation massive à travers le pays. C'est la raison pour laquelle la Chambre de

commerce américaine a déjà annoncé qu'elle prévoit de dépenser 200 millions de dollars pour faire obstacle à toute tentative de faire passer l'EFCA.

Pour leur part, les directions de l'AFL-CIO et de la coalition Change to Win font toutes deux activement campagne pour le passage de l'EFCA.

Elles ont dit à Obama qu'il est temps qu'il honore ce qu'il a promis aux syndicats lors de sa campagne électorale.

Elles prévoient une grande campagne de lobbying et une mobilisation massive pour obtenir d'Obama qu'il mette en œuvre l'EFCA dans les cent premiers jours de son mandat.

Mais Obama n'a parlé de l'EFCA dans aucun de ses discours récents. En fait, la seule déclaration à ce sujet a eu pour auteur son chef de cabinet, Rahm Emmanuel, qui, le 1<sup>er</sup> décembre, a déclaré au *Las Vegas Sun* que l'EFCA ne "*constituait pas une priorité*" pour la nouvelle administration et que, compte tenu de la crise économique actuelle, il se pourrait "*qu'il ne soit pas possible*" d'avancer vers son adoption dans un futur proche.

C'est là qu'intervient Hilda Solis. Selon Barbara O'Connor, directrice de l'Institut pour l'étude des médias et de la politique à l'université d'Etat de Sacramento, Solis "*va harceler les syndicats et obtenir d'eux, de force, des choses que, normalement, ils ne feraient pas*" (cité par le *San Francisco Chronicle* daté du 20 décembre).

Bien qu'elle n'ait pas mentionné l'EFCA, l'allusion est claire. Pour Obama, l'EFCA est une question qui "divise" à un moment où le "consensus national" est nécessaire avec le milieu des affaires pour mettre en place un plan "stimulant" l'économie.

La seule manière d'obtenir des syndicats qu'ils acceptent ce dont ils ne veulent pas — c'est-à-dire l'ajournement de la mise en œuvre de l'EFCA — est d'avoir quelqu'un dans le camp du mouvement ouvrier qui joue le jeu d'Obama.

Qu'Obama et Solis parviennent dans les faits à obtenir des syndicats qu'ils acceptent de renoncer et de différer la mise en œuvre de l'EFCA est cependant une autre affaire. Il est clair qu'une épreuve de force entre le mouvement ouvrier et d'importants secteurs

de la classe capitaliste est en préparation si les syndicats ne baissent pas leurs armes à propos de l'EFCA — et ils ne le doivent pas.

---

### UNE RÉSISTANCE CROISSANTE AUX ATTAQUES DU CAPITAL

---

Le 24 novembre, le conseil syndical de San Francisco (AFL-CIO) s'est prononcé par vote pour la constitution d'un comité de crise économique dont le but est de faire l'état de la crise actuelle et de fournir des solutions politiques et des recommandations à soumettre au conseil syndical, à la Fédération californienne du travail, ainsi qu'à la totalité du mouvement ouvrier américain.

La discussion de cette résolution lors de la réunion des délégués du 24 novembre a révélé l'ampleur de la colère dont sont saisis les membres des syndicats face aux attaques du capital contre les droits des travailleurs alors que Wall Street est renflouée et que les directeurs généraux des entreprises sont grassement indemnisés.

Howard Wallace, un des vice-présidents du conseil syndical, s'est adressé aux délégués pour dire qu' "*un rouleau compresseur se dirige vers nous, un rouleau compresseur visant à détruire des millions d'emplois, à détruire chaque droit et acquis obtenu par la classe ouvrière à travers ses syndicats*".

Wallace a ajouté :

*"Nous ne pouvons pas attendre que les responsables officiels du syndicat agissent. Il nous faut les pousser à agir. La victoire d'Obama nous a ouvert une porte, quels que soient tous les faucons et les gens de Wall Street qu'Obama nomme au gouvernement. Il s'agit d'une ouverture, car les gens ont envoyé un signal disant qu'ils veulent un changement réel. Maintenant, c'est à nous d'ouvrir tout à fait la porte à coups de pied pour obtenir certaines de nos revendications les plus pressantes comme la défense de nos retraites, la défense de nos emplois, l'obtention d'un système de protection santé fondé sur le salaire différé et la fin de la guerre en Irak."*

Wallace a conclu :

*"Il nous faut agir rapidement et mobiliser en masse les gens dans la rue. L'ou-*

*verture du 4 novembre peut ne pas durer longtemps. Il nous faut agir rapidement pour faire savoir à Obama que nous voulons des actes et que nous ne laisserons pas les patrons payer la crise sur le dos des travailleurs."*

Ce que Wallace a dit, c'est ce pour quoi agissent maintenant les syndicalistes et les militants à travers le pays. Il y a un sentiment grandissant que nous devons agir maintenant pour nos revendications spécifiques en tant que travailleurs — sans tenir compte des avertissements de ceux qui nous disent d'attendre qu'Obama fasse les choses à sa manière ou de lui donner 100 ou 1 000 jours pour agir. Non ! Avec la pression grandissante du capital sur Obama pour qu'il mette en œuvre le programme des patrons, il est temps, disent les gens, que nous mettions la pression sur Obama pour agir dans la bonne direction.

---

### LE MOUVEMENT OUVRIER POUR UN SYSTÈME D'ASSURANCE SANTÉ FONDÉ SUR LE SALAIRE DIFFÉRÉ (LABOR FOR SINGLE PAYER)

---

C'est ce qui se passe par exemple avec l'assurance santé fondée sur le salaire différé. Une nouvelle coalition — "Le mouvement ouvrier pour un système d'assurance santé fondé sur le salaire différé" — s'est constituée pour revendiquer une réelle réforme de l'assurance maladie excluant les compagnies d'assurances privées du système. Cette coalition a été lancée par le responsable national à l'organisation du Labor Party, Mark Dudzic, Nancy Wohlforth, membre de la direction nationale de l'AFL-CIO, Jerry Tucker, ancien membre de l'exécutif national du syndicat UAW, et Donna Dewitt, présidente de l'AFL-CIO pour la Caroline du Sud.

Alors que nous écrivons ces lignes, Obama et un certain nombre de sénateurs démocrates travaillent à une variante de la loi du Massachusetts qui préserverait le rôle des compagnies d'assurances privées et ferait obligation à ceux dont les employeurs ne fournissent pas d'assurance santé de souscrire à une assurance santé privée.

Une réunion de la coalition et de responsables syndicaux locaux et au niveau des

Etats va se tenir à Saint Louis les 10 et 11 janvier 2009. Des dirigeants syndicaux qui ont pris position pour un système fondé sur la solidarité, membres de la direction nationale de l'AFL-CIO et de 39 fédérations au niveau des Etats, ont annoncé leur présence.

Mais Andy Stern, président du syndicat des employés (SEIU) et organisateur de la coalition Change to Win qui a fait scission de l'AFL-CIO en 2005, s'oppose violemment à cette initiative. Stern soutient le "compromis" d'Obama — avant même les discussions sur les différentes options.

Stern a un passé désastreux en matière de réforme du système de protection maladie. En Californie, il a rompu avec la Fédération du travail de Californie (AFL-CIO) pour apporter son soutien, en alliance avec le gouverneur républicain Arnold Schwarzenegger et le secteur des assurances privées, à un projet de réforme fondé sur l'individualisation (6) du système de protection maladie. (Le président de la Fédération du travail de Californie, Art Pulaski, et l'AFL-CIO de Los Angeles ont manifesté devant la convention lors de laquelle Stern s'est allié avec Schwarzenegger pour promouvoir cette forme frauduleuse de réforme du système de protection maladie.)

Stern a donné au magazine *The Nation* une longue interview, dont des extraits sont reproduits dans sa livraison du 10 décembre. Voici la manière dont la rédaction résume le point de vue de Stern :

*« Stern ne pense pas qu'Obama soit redevable à Wall Street comme l'étaient les présidents précédents ou même comme le sont actuellement les sénateurs. Il a dit qu'Obama a "un système de responsabilité qui lui est propre" et il pense que dans l'actuel "moment de transformation", les progressistes doivent demander (lorsqu'on aborde les priorités nationales) : "Comment nous assurons-nous que ce que le président veut voir fait soit fait ?" »*

*Plus précisément, Stern pense : "Nous allons faire passer un système de protection santé universel — le plan Max Baucus est proche de ce que Kennedy a proposé." Tom Daschle (le nouveau secrétaire d'Etat à la Santé) comme homme de barre constitue "un signe incroyablement positif". »*

Ce plan Baucus-Daschle est bien sûr un plan "d'individualisation" qui laisse les compagnies d'assurances privées aux commandes et qui, de ce fait, ne constituera pas

un véritable plan de réforme du système de protection maladie.

Dans son interview avec la rédaction de *The Nation*, Stern est clair sur le fait qu'il continue à être fermement engagé en faveur de solutions "corporatistes" ou de type "partenariat capital-travail" à la crise. L'article de *The Nation* note :

*« Sur cet axe, Stern a discuté le type de réflexion stratégique qui signifierait que l'on établit une "différence entre indépendance et interdépendance." On ne peut pas aborder la situation actuelle uniquement sur la base des questions qui nous sont propres — il nous faut aborder toute une série de questions et travailler en commun. »*

Nous sommes au cœur du problème : il n'est pas possible que le mouvement ouvrier obtienne satisfaction à ses revendications en aidant Obama à obtenir ce que, lui, Obama, veut — au lieu de ce que le mouvement ouvrier veut. Il est impossible d'apporter une solution positive aux revendications des travailleurs dans le cadre d'un partenariat avec Wall Street et les patrons. Les travailleurs doivent rejeter cette idée d'"interdépendance" avec les patrons et les spéculateurs de Wall Street. Pour obtenir satisfaction à ses revendications, la classe ouvrière a besoin de préserver son indépendance et de combattre sur les questions qui lui sont propres. De ce point de vue, la conférence du "Mouvement ouvrier pour un système d'assurance santé fondé sur le salaire différé" de Saint Louis, mi-janvier, dix jours avant l'investiture d'Obama, montre la voie à tout le mouvement ouvrier.

---

## D'AUTRES SIGNES IMPORTANTS DE RÉSISTANCE

---

A la suite de l'élection du 4 novembre, l'état d'esprit des travailleurs bascule en

---

(6) Individualisation du système de protection maladie, "Individual Mandate" ou "Mandate Law" : le système dont il s'agit, à l'image de la loi du Massachusetts et de ce que propose Obama, n'est pas fondé sur la solidarité et le salaire différé. Il stipule que l'assurance maladie est obligatoire pour chaque personne qui doit souscrire une assurance. Ceux qui n'en auront pas les moyens devraient relever d'une assistance publique qui ne couvrirait qu'une partie réduite de la totalité des frais occasionnés en cas de maladie.

faveur de la prise en main de leurs propres affaires.

— A Chicago, 240 travailleurs syndiqués ont quitté le travail le 4 décembre à l'entreprise Republic Windows and Doors Co. Ils ont également occupé l'usine — ce qui n'avait pas été vu aux États-Unis depuis les grèves sur le tas des années 1936-1937 et qui ont mené à la formation du syndicat uni des travailleurs de l'automobile UAW.

Les travailleurs adhérents du syndicat uni des travailleurs de l'électricité (UE) ont combattu pour exiger leurs indemnités de licenciement, leurs arriérés de salaires et d'assurance maladie après l'annonce par l'entreprise qu'elle fermait l'usine en raison du fait que Bank of America, une des banques à avoir reçu des fonds fédéraux de renflouement, ne prêterait plus d'argent à l'entreprise.

La grève sur le tas a capté l'attention de tout le pays. Immédiatement, les hommes politiques ont demandé que Bank of America libère les fonds pour répondre aux revendications des travailleurs.

Barack Obama est lui-même intervenu pour soutenir les travailleurs — ce qui a lancé un signal au mouvement ouvrier américain : à savoir que si le mouvement ouvrier agit avec détermination, il peut contraindre Obama à répondre positivement en soutien à ses revendications.

Après dix jours de lutte intense, Bank of America a changé d'attitude et ouvert la ligne de crédit qui a permis à Republic de payer les 1,75 million de dollars aux travailleurs.

C'était une formidable victoire — même si les travailleurs n'ont pas réussi à conserver leurs emplois (une lutte qu'ils poursuivent). A travers une telle action décisive, les 240 travailleurs de l'entreprise Republic — principalement des Latino-Américains et des travailleurs noirs — ont redonné de l'énergie au mouvement ouvrier et montré que les travailleurs peuvent véritablement obtenir satisfaction sur leurs revendications.

— D'importants secteurs du mouvement pour les droits des travailleurs immigrés organisent une marche nationale à Washington le 21 janvier, au lendemain de l'investiture d'Obama, pour exiger un arrêt immédiat des rafles de la police de l'immigration et des expulsions. La marche natio-

nale sera accompagnée d'actions locales à travers le pays.

Les militants pour les droits des travailleurs immigrés insistent sur le fait que toutes les rafles et expulsions doivent immédiatement cesser et qu'une réforme de l'immigration juste, complète et détaillée doit être mise en œuvre. Le militant ouvrier David Bacon — faisant écho au point de vue de la large coalition de militants ouvriers et de militants de quartiers qui organise la marche du 21 janvier — en a appelé à Obama pour qu'il mette en œuvre les mesures suivantes durant ses 100 premiers jours aux affaires :

- Que le service des douanes et de l'immigration cesse de rechercher des infractions criminelles graves à la loi fédérale assorties d'incarcération dans des prisons privées lorsqu'un travailleur n'a pas de papiers ou un mauvais numéro de sécurité sociale.

- Cesser d'opérer des raids sur les lieux de travail, en particulier là où les travailleurs tentent d'organiser des syndicats ou de faire appliquer la législation sur les salaires et les heures de travail. Cela aiderait tous les travailleurs, pas seulement les travailleurs immigrés.

- Qu'il soit mis fin aux ratissages des quartiers, aux points de contrôle, aux barages routiers, où les fonctionnaires utilisent des mandats d'arrêt lancés contre une ou deux personnes pour en expulser ou en mettre en détention des dizaines d'autres. Qu'il soit mis fin à la campagne du gouvernement visant à abroger les franchises municipales (7) et que les interventions du service des douanes et de l'immigration soient placées sous le contrôle de la loi.

Une réforme juste et complète de la loi sur l'immigration, écrit Bacon, devrait prévoir de mettre fin aux programmes de "tra-

(7) Franchises municipales : expression choisie pour traduire "local sanctuary ordinances", c'est-à-dire un dispositif légal ou réglementaire stipulant que les autorités d'une localité ne coopéreront pas avec les autorités fédérales dans la chasse aux travailleurs sans papiers. Ainsi, les travailleurs immigrés peuvent dans ce cas travailler et envoyer leurs enfants à l'école dans la localité bénéficiant de ces dispositions sans avoir à faire preuve de leur citoyenneté américaine. Il est alors également interdit à la police municipale de participer à l'organisation de rafles ou d'expulsions. De telles dispositions existent à San Francisco, où elles sont actuellement menacées.

vailleurs invités” (8) (comme en 1964, lorsqu’il a été mis un terme au programme Bracero) (9), une loi octroyant des permis de résidence permanents (carte verte) aux travailleurs sans papiers, ainsi que l’octroi de ces papiers à ceux qui les attendent déjà à l’étranger. De plus, les dispositions prises par les employeurs qui font de la détention d’un emploi par les immigrés un délit devraient être abrogées.

— Les militants du combat de libération noire luttent pour un programme complet de reconstruction du golfe du Mexique. Ils exigent que les milliards de dollars qui sont encore destinés à renflouer les spéculateurs de Wall Street soient, à la place, utilisés à sauver la majorité de résidents noirs du golfe du Mexique. A ce jour, à La Nouvelle-Orléans, par exemple, seulement 56 % des hôpitaux, 43 % des centres d’assistance à l’enfance et 28,6 % des écoles fonctionnent en comparaison à la situation qui prévalait avant l’ouragan Katrina.

Les militants noirs font également largement écho à la plainte en justice déposée au nom des propriétaires noirs et des survivants de l’ouragan Katrina par le Fonds d’aide légale et d’éducation du NAACP, l’association National Fair Housing Alliance (Alliance nationale pour un logement correct) et le Greater New Orleans Fair Housing Action Center (Centre d’action pour un logement correct de La Nouvelle-Orléans et de sa région).

— A cela, il faut ajouter que d’importants secteurs du mouvement contre la guerre posent le problème de la nécessité de manifester en masse dans la rue pour exiger la fin des guerres en Irak et en Afghanistan.

Un appel important a été lancé par la coalition ANSWER, ainsi que par le Rassemblement national pour mettre fin à la guerre en Irak et en Afghanistan (“National Assembly to End the War in Iraq and Afghanistan”), à l’organisation d’une manifestation nationale contre la guerre le 21 mars, à Washington et San Francisco, pour marquer le sixième anniversaire de la guerre en Irak, pour exiger le rapatriement de toutes les troupes d’Irak et d’Afghanistan, et que tous les crédits de guerre soient réutilisés pour satisfaire les besoins humains.

L’appel lancé par le Rassemblement national dit notamment :

*« Ces actions sont nécessaires pour rappeler à la nation que les troupes militaires américaines doivent être rapatriées d’Afghanistan et d’Irak, et que le mouvement anti-guerre américain — défilant derrière une banderole proclamant “Out Now !” — intensifiera son combat pour y parvenir. »*

*Ces actions sont nécessaires pour assurer les peuples d’Irak, d’Afghanistan et des autres pays menacés par la politique expansionniste de Washington qu’ici, dans ce pays, des dizaines de millions de personnes soutiennent le droit de ces peuples à décider de leur destin en dehors de toute intervention et occupation américaines, et en dehors de toute guerre meurtrière. La loi internationale reconnaît le droit à l’autodétermination et nous exigeons que les Etats-Unis le respectent. Nous rejetons toute notion selon laquelle les Etats-Unis seraient le gendarme autoproclamé du monde.*

*Les actions de masse unies du 21 mars sont également nécessaires en cette période d’effondrement économique pour exiger des emplois pour tous, moratoire sur les saisies-expulsions, reconstruction des infrastructures en ruine, garantie d’un enseignement de qualité et couverture maladie pour tous, fin des rafles de la police de l’immigration et des expulsions, financement des programmes sociaux cruellement nécessaires. Tant que des milliers de milliards de dollars continueront à être dépensés pour des guerres, des occupations et le renflouement des banques et des cercles dirigeants des affaires, les besoins domestiques des Américains ne pourront jamais être satisfaits. »*

(8) Guest Worker Program : introduit plusieurs fois dans le passé et plus récemment par George W. Bush, ce système permet à des employeurs américains de financer l’immigration de travailleurs étrangers qui seront expulsés environ trois ans plus tard s’ils n’ont pas obtenu un visa de résident — la carte verte. Les travailleurs immigrés employés — principalement dans l’agriculture, l’hôtellerie et l’emballage — ne bénéficient d’aucun droit ouvrier. Les employeurs sont ainsi assurés que leurs employés ne constitueront pas de syndicat.

(9) Bracero Program : du mot espagnol *brazo*, signifiant bras. Programme de contrats de travail temporaire lancé en août 1942 à destination des travailleurs mexicains afin de faire face au manque de main-d’œuvre durant la Seconde Guerre mondiale, notamment dans l’agriculture et les infrastructures ferroviaires. Ce programme comprenait une épargne obligatoire soustraite du salaire que les travailleurs devaient recevoir à leur retour au Mexique. Des milliers l’attendent toujours.

---

**LE PEUPLE EXIGE LE CHANGEMENT,  
IL FAUT TOUT DE SUITE  
TENIR COMPTE  
DES EXIGENCES DU PEUPLE !**

---

Le 8 novembre, le comité national de Socialist Organizer a publié une autre déclaration à la suite de l'élection de Barack Obama, intitulée : *“Le peuple exige le changement, il faut tout de suite tenir compte des exigences du peuple !”*

Dans les derniers paragraphes, la déclaration observe qu'aucun changement n'est possible dans le cadre du plan de renflouement de Wall Street et que,

*“pour respecter le mandat de l'AFL-CIO (repris en grande partie par les syndicats de la coalition Change to Win), il faut mettre immédiatement un coup d'arrêt au plan de renflouement de Wall Street. Plus un sou aux spéculateurs et aux banquiers !”*

Cette déclaration se conclut par un paragraphe consacré à la nécessité de réaliser

*“l'unité pour arracher les mesures d'urgence nécessaires, afin de répondre aux besoins impérieux des travailleurs et de toutes les nationalités opprimées”.*

En voici le contenu :

*« En ce moment historique où notre pays est placé à un carrefour de son histoire, il est plus que jamais urgent d'œuvrer à la plus large unité d'action entre le mouvement ouvrier, les organisations noires et hispaniques, les mouvements sociaux de protestation et d'opposition à la guerre, pour arracher les mesures d'urgence nécessaires afin de répondre aux besoins impérieux des travailleurs et de toutes les nationalités opprimées.*

*On trouvera ci-dessous les huit revendications fondamentales qui, à notre avis, doivent figurer dans un plan d'urgence destiné à sauver les travailleurs — pas Wall Street :*

*1) Mettre un coup d'arrêt au plan de renflouement Paulson. Pas un sou de plus pour renflouer Wall Street. Ce sont les travailleurs qu'il faut sauver, maintenant.*

*2) Moratoire sur toutes les saisies de logements, les coupures de gaz, d'électricité, les expulsions et les augmentations de loyers.*

*3) Mise en œuvre d'un système d'assurance maladie universelle géré par un or-*

*ganisme unique, fondé sur le salaire différencié.*

*4) Adoption de la loi sur le “libre choix des employés” (EFCA), afin que chaque travailleur puisse être représenté par un syndicat.*

*5) Arrêt des licenciements dans l'industrie automobile et dans tous les autres secteurs d'activité du pays. Nationalisation des trois géants de l'automobile.*

*6) Arrêt des rafles et des reconduites à la frontière organisées par le service des douanes et de l'immigration (ICE).*

*7) Arrêt de tout financement des guerres menées par les Etats-Unis en Irak et en Afghanistan, et rapatriement immédiat des troupes. Réaffectation de tous les crédits de guerre à la satisfaction des besoins humains.*

*8) Mise en œuvre d'un vaste programme de reconstruction nationale et de travaux publics afin de reconstruire les écoles, les hôpitaux et les infrastructures délabrées de la nation, de redonner du travail à des millions de gens, de leur accorder un salaire leur permettant de subvenir à leurs besoins. Attribution de tous les fonds nécessaires à l'adoption d'un authentique programme de reconstruction sur la côte du golfe du Mexique. »*

Les membres et les partisans de Socialist Organizer ont largement fait circuler cette déclaration et collecté les signatures des syndicalistes et militants de tout le pays qui s'y sont associés. A ce jour, plus de 300 personnes — y compris des responsables syndicaux de haut niveau — se sont associées à cette déclaration.

Socialist Organizer lance cette campagne de signatures afin que s'exprime l'urgente nécessité de réaliser l'unité des travailleurs dans l'action et dans l'indépendance vis-à-vis des patrons et du gouvernement tant au niveau syndical qu'au niveau politique, en vue d'aider à construire un mouvement pour une politique ouvrière indépendante.

Plus que jamais, il est nécessaire que le mouvement ouvrier rompe avec le Parti démocrate et forme son propre parti fondé sur les syndicats et ouvert à tous les opprimés ; il s'agit là d'une question brûlante, au même titre que celle de bâtir un Parti noir de la reconstruction en liaison avec le combat pour un Labor Party.

Cette initiative d'une plate-forme en huit points constitue un pas vers la construction de cet instrument politique indépendant

pour les travailleurs et toutes les nationalités opprimées.

L'objectif est de gagner 500 signatures à la mi-janvier 2009 et d'envoyer cette déclaration ainsi que la liste des signataires aux dirigeants des syndicats ainsi qu'aux principaux militants et organisations de terrain des Etats-Unis, accompagnée d'un appel demandant qu'ils prennent la tête de la mobilisation pour soutenir les revendications énoncées dans ce plan d'urgence et de sauvetage des travailleurs.

La lettre de présentation posera également la question de la convocation d'une conférence d'urgence pour la défense des travailleurs, de débattre de la plate-forme

d'urgence et du plan d'action nécessaire pour sauver les emplois et les droits des travailleurs, leurs conditions de vie et de travail.

A l'heure où ces lignes sont écrites, ceux qui soutiennent cette campagne débattent déjà de la possibilité de rassembler les militants syndicalistes et des militants de terrain pour, ensemble, élaborer les grandes lignes d'une stratégie qui garantirait que le changement pour lequel le peuple a voté le 4 novembre soit mis en œuvre. Un nombre sans cesse croissant de travailleurs comprennent que c'est maintenant qu'il faut agir.

**Alan Benjamin**

## LA VERITE

### Bulletin d'abonnement

• Un an, 6 numéros : 28 euros. • Pli clos : 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

## Soutenez financièrement la IV<sup>e</sup> Internationale

Je soutiens financièrement la IV<sup>e</sup> Internationale, qui prépare son Septième Congrès mondial.

Versement exceptionnel de ..... euros.

Versement mensuel de ..... euros.

## Prenez connaissance de ses publications

Je demande à disposer du n° 63 de la revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale, *La Vérité*, qui publie la résolution générale du conseil général.

Je m'abonne à *La Lettre de La Vérité*, publication hebdomadaire du CCI.

## Rejoignez ses rangs !

Nom : .....

Prénom : .....

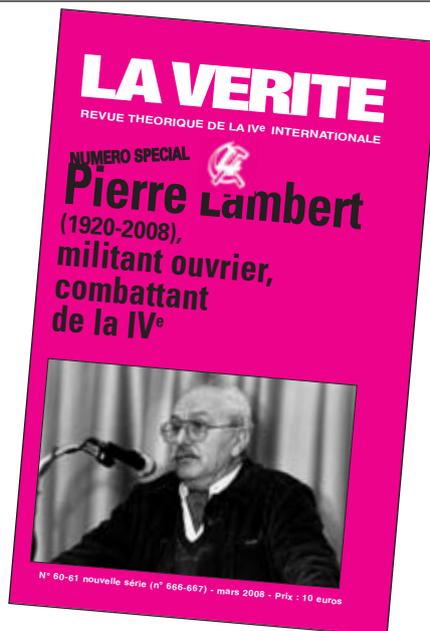
Adresse : .....

.....

Tél. : ..... E-mail : .....

Pour tout contact :

Secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris



# La classe ouvrière face à la désagrégation capitaliste...

## Présentation

Réuni en octobre 2008, le conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale a convoqué pour la fin 2009 le Septième Congrès de l'Internationale. Le dernier numéro de *La Vérité* a publié des documents préparatoires au congrès, ainsi que d'autres contributions traitant de la crise "financière", en réalité crise du capital.

Deux mois se sont écoulés. Dans tous les domaines s'approfondit la crise de décomposition de ce régime capitaliste failli, fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Chaque jour amène son lot d'annonces catastrophiques. Ainsi pour le seul 22 décembre :

— L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) rend publique une prévision de "20 à 25 millions" de chômeurs supplémentaires dans le monde d'ici à 2010, dont "8 à 10 millions" pour les seuls pays industrialisés.

— Un ministre du gouvernement britannique déclare : "Nous savons qu'il y aura un véritable bain de sang de suppressions d'emplois en janvier et février." *The Independent*, qui rapporte ces propos, évoque des dizaines de milliers d'emplois supprimés aussi bien dans le public que dans le privé.

— Corée du Sud : 19 000 suppressions d'emplois dans le service public.

— En Europe, en cette fin d'année 2008, la quasi-totalité des ouvriers des entreprises automobiles et de sous-traitance ont été placés en chômage technique obligé pour plusieurs semaines... dans l'attente angoissée de plans massifs de suppressions d'emplois au début de l'année 2009.

Et pendant ce temps... les gouvernements de toutes couleurs politiques dilapident des milliards de dollars dans de prétendus plans de relance, milliards de milliards qui se perdent dans les puits sans fond de la spéculation boursière...

Et pendant ce temps... les "dirigeants" des partis qui prétendent parler au nom de la classe ouvrière accompagnent les "plans de relance", parfois en les critiquant un peu à la marge. Pour eux, d'un véritable plan de sauvegarde de la classe ouvrière et de la démocratie, il ne saurait être question aussi longtemps qu'ils refusent de rompre le lien qui les unit au FMI, à la Banque mondiale, à la Réserve fédérale, à l'Union européenne. C'est-à-dire le lien qui les relie aux institutions politiques internationales dont la seule fonction est de préserver les intérêts d'une classe capitaliste faillie, corrompue, une bande de pillards prêts à détruire des pans entiers de l'humanité pour satisfaire leurs appétits de profit.

Aux Etats-Unis, le président sortant, George W. Bush, a conditionné "l'aide" à l'industrie automobile *au renoncement*, par les dirigeants du syndicat UAW, aux avantages et garanties conquis par la lutte de classe depuis des décennies (*lire l'article d'Alan Benjamin*).

Au même moment, le Pentagone (ministère des Armées aux Etats-Unis) publie un rapport envisageant que "la généralisation de la violence civile à l'intérieur des Etats-Unis pourrait contraindre le dispositif de défense à réorienter ses priorités pour défendre l'ordre intérieur", le Pentagone envisageant une "stratégie de choc" incluant l'usage "de la force militaire contre des groupes hostiles au plan intérieur".

Au même moment... la jeunesse de Grèce se soulève massivement contre la violence policière et le désastre social qui condamne toute une génération au chômage et à la misère.

C'est dans ce contexte — et en relation avec la préparation du Septième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale — que *La Vérité* a invité 14 militants de différents pays à livrer les informations relatives aux formes et aux conséquences de la crise dans leurs

pays et aux problèmes auxquels le mouvement ouvrier est confronté. Certains de ces militants appartiennent à la IV<sup>e</sup> Internationale, d'autres sont des militants ouvriers avec qui nous coopérons sur le terrain de l'indépendance de classe, et dont le point de vue ne reflète pas nécessairement les positions de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ainsi se prépare le Septième Congrès mondial, en relation avec l'ensemble des débats qui traversent le mouvement ouvrier à l'échelle internationale pour dégager les voies et les moyens d'une résistance efficace face à l'offensive destructrice sans précédent du capital. C'est le sens, donc, du dossier "Tribunes libres" que nous publions ici.

## ... en Azanie (Afrique du Sud)

Par Lybon Mabasa

---

### LA CRISE ÉCONOMIQUE

---

Aujourd'hui plus que jamais, le système capitaliste est confronté à sa plus grande crise à l'échelle mondiale. La vérité, c'est qu'elle mûrit depuis longtemps. A ceux qui pensaient que ce système était invincible et qu'il constituait une réponse aux problèmes économiques du monde, la crise actuelle cause une peine infinie et entraîne incertitude et angoisse. Le système capitaliste a créé le concept qu'il représente le développement humain le plus achevé dirigé par la puissance de pensée la plus raffinée au monde. Ce sont ces gens-là qui sont censés savoir ce qu'il faut faire devant n'importe quelle crise dans le monde. En ayant cela présent à l'esprit, on doit se demander si ce qui arrive actuellement à l'économie mondiale est une aberration et si l'on aurait pu l'éviter.

Nous avons vu des banques et des entreprises d'investissement imploser à travers les continents, et plus encore dans les économies les plus développées. La Bourse a plongé en engloutissant des milliards de dollars, des millions d'emplois ont été perdus dans le monde entier et un grand nombre de pays, dont les Etats-Unis, ont admis à contrecœur que leur économie était en récession. Il s'agit peut-être de la pire récession que l'on n'ait jamais connue, en particulier au moment où le capitalisme voulait nous faire croire qu'il avait toutes les réponses. En réalité, aucun pays n'est épargné par ces événements, même si certains, comme les dirigeants de l'Afrique du Sud, voudraient

que l'on pense le contraire. Une fois de plus, les capacités, l'intégrité et l'aptitude des dirigeants mondiaux ont fait l'objet d'un examen minutieux. Cela pose en fin de compte la question de la vraie crise à laquelle est confrontée l'humanité et rend palpable l'affirmation de Trotsky que c'est celle de la direction révolutionnaire du prolétariat.

En Afrique du Sud, la crise économique se préparait depuis longtemps, en particulier quand la politique favorable aux marchés et soumise à l'impérialisme mondial a continué à dévaster l'existence de la majorité noire qui pouvait espérer la rupture avec ce qui avait été l'odieux système de l'apartheid, qui avait exclu la majorité noire de tout rôle significatif dans l'économie, à part celui de fournir une main-d'œuvre bon marché au système capitaliste raciste. C'est le même système qui a imposé sans vergogne à la majorité noire d'honorer la dette odieuse de l'apartheid avec l'aide du gouvernement qui a été légitimé par la majorité noire, mais qui a choisi d'agir pour le compte des voleurs capitalistes.

Au cours des quatorze dernières années, les chiffres du chômage ont oscillé autour de 40 %, ce qui signifie que, parmi les Noirs, le pourcentage est sans doute bien plus élevé. La vérité, c'est que ces statistiques ne sont pas scientifiques et ne représentent guère la réalité de la situation à laquelle sont confrontés ceux qui vivent dans les townships et les zones rurales, où la misère est nettement perceptible. Le gouvernement a poursuivi sans relâche ses programmes de privatisation accélérée et du paiement du service de la dette de

l'apartheid tout en créant l'impression fautive que l'économie allait progresser. En réalité, c'est la misère qui a progressé dans des "*proportions inacceptables*", selon les termes mêmes du gouvernement, comme s'il existait des proportions de misère qui soient jugées bonnes !

Les dirigeants politiques expliquent que l'Afrique du Sud est demeurée relativement peu affectée par la crise financière mondiale, mais la réalité démontre le contraire. La crise de la production d'électricité a été la première à paralyser l'Afrique du Sud, et cela a provoqué non seulement la fermeture de beaucoup d'entreprises, mais aussi la perte de très nombreux emplois. Les industries de l'automobile et de la mine ont été affectées le plus durement, les obligeant à réduire les effectifs et fermer quelques-unes de leurs usines. Dans certains cas, le gouvernement est intervenu sous le prétexte de sauver l'économie, mais ce qu'il a fait en réalité, c'est renforcer les instruments d'exploitation tout en affichant le désintéret et le mépris le plus total envers les ouvriers, qui sont les créateurs des vraies richesses. Les prix des produits alimentaires et des autres produits de base ont atteint des sommets, obligeant les familles à se priver complètement de repas. Les fonds de pension et de prévoyance ont subi des baisses allant jusqu'à 40 %, obligeant de nombreux travailleurs à affronter un avenir incertain. Cela a eu également un effet désastreux sur le mouvement syndical, en particulier sur la COSATU, qui a accepté de négocier et qui, dans la plupart des cas, a passé des accords avec la direction sur des réductions de personnels. La COSATU a subi une perte énorme d'adhérents dans ses plus gros syndicats, tout particulièrement le syndicat des mineurs (National Union of Mineworkers - NUM) et le syndicat de la métallurgie (National Union of Metalworkers of South Africa - NUMSA).

Même avant que la crise et la récession consécutive n'aient affecté les Etats-Unis, les banques sud-africaines et les autres établissements financiers étaient déjà en crise, surtout parce qu'un grand nombre de travailleurs perdaient leur emploi et ne pouvaient plus honorer leurs obligations financières et leurs engagements. La loi sur le crédit national a été adoptée préten-

dument pour réguler tous les crédits, mais, en réalité, cette loi a été conçue pour empêcher les travailleurs pauvres d'obtenir de l'argent des banques et des autres institutions financières. Aujourd'hui, plus de 1 000 logements et plus de 7 000 véhicules sont saisis chaque mois, les ventes de véhicules neufs ont chuté de 30 %, le prix du platine a chuté de près des deux tiers et celui de l'or entre 30 et 40 %. C'est dans ce contexte que le gouvernement dirigé par l'ANC s'est présenté au FMI pour emprunter plus de 7 milliards de dollars pour augmenter la production d'électricité d'Eskom.

Tout cela intervient au moment où la direction politique du pays n'a pas accordé la priorité aux besoins du peuple. Les domaines qui ont le plus besoin de ressources, comme l'enseignement, la réforme agraire, la santé, le logement et les infrastructures, manquent toujours cruellement de financements parce que l'élite qui gouverne affirme ne pas disposer des ressources financières suffisantes. Les dirigeants politiques qui sont au pouvoir et ceux qui sont dans l'opposition se préoccupent de leur prétendue image publique, de la production de richesses personnelles et de leur bien-être individuel aux dépens de ceux qui ont souffert de l'horreur de l'apartheid pendant tant d'années.

Malgré les preuves évidentes qui démontrent qu'aucun pays développé doté d'une infrastructure développée n'a tiré de profit de la Coupe du monde de football, plus de 4 milliards de dollars ont été versés pour rénover les stades pour la Coupe du monde de 2010 et près de la même somme a été consacrée à la construction d'une ligne de chemin de fer en rapport avec la Coupe du monde, qui n'aura rien à voir avec les besoins de la majorité écrasante de notre peuple. Ce sera la ligne de chemin de fer des super-riches et de ceux qui pourront consacrer chaque jour des sommes incroyables pour prendre le train afin de se rendre à Pretoria ou à l'aéroport international de Tambo. Le gouvernement n'a pas fait grand-chose pour alléger les souffrances du peuple, mais il a fait beaucoup pour réparer les bourdes de ses bureaucrates et celles des institutions financières.

Dans l'affaire Eskom, dès 1998, le gouvernement avait reçu différents rap-

ports indiquant qu'au cours des dix années qui allaient suivre, la production d'électricité ne pourrait pas répondre à la demande et qu'il fallait de toute urgence augmenter la capacité de production et moderniser les installations. Pourtant, rien n'a été fait. Au contraire, le gouvernement "chantait pendant que Rome brûlait". Maintenant, pour répondre à ce qui est de toute évidence une crise d'une ampleur colossale, l'économie est de plus en plus soumise aux caprices des institutions du capital financier et de leurs ajustements structurels, qui vont de pair et qui exigent plus de privatisations.

Si certains éléments de la crise économique pourraient apparaître un peu différents de ce qui se passe dans d'autres pays, cela ne change pas le fait que c'est la nature du système capitaliste de chercher à créer le maximum de profit. En faisant ainsi, chaque capitaliste a besoin d'augmenter son profit, et plus de profit, cela signifie avoir plus de production en abaissant le "coût du travail".

En Afrique du Sud, une période d'intense spéculation a également vu le jour dans l'immobilier, où les propriétés ont changé de mains à une vitesse fulgurante, entraînant une surévaluation des valeurs immobilières, en particulier pour les étrangers dont les devises étaient plus fortes. Ce fut un eldorado pour les banques, qui ont élargi leur marché en faisant la promotion des subprimes et des crédits pour les voitures : on commence par payer une somme qui paraît raisonnable pour se retrouver bientôt dans une situation à laquelle il est impossible de faire face, avec des intérêts qui atteignent des sommets.

Alors que les salaires réels ont chuté et que le chômage a augmenté, ceux qui ont pu honorer leurs engagements ont été peu nombreux. Beaucoup se sont retrouvés à la rue et les banques qui avaient prêté plus qu'elles n'avaient commencé à faire pression pour obliger le gouvernement à intervenir, et c'est comme cela que la loi sur le crédit national a été élaborée.

Alors que, par le passé, en particulier chez les ouvriers et les jeunes, il aurait été

difficile d'expliquer et de démontrer les horreurs du système capitaliste, les événements de ces derniers mois ont montré clairement quel genre d'avenir le système capitaliste réserve pour chacun et le fait que ce système ne se préoccupe guère des travailleurs et des pauvres, et de leur bien-être.

Aux Etats-Unis, par exemple, le gouvernement n'avait pas de plan de renflouement pour le peuple de La Nouvelle-Orléans, qu'on a laissé mourir à la suite de la catastrophe de l'ouragan Katrina ; mais, pour les banques, l'action gouvernementale a été prompt et rapide, les institutions du capital financier devaient être sauvegardées et l'exploitation du peuple devait se poursuivre.

Aujourd'hui, la section azanienne de la IV<sup>e</sup> Internationale peut démontrer concrètement les effets de ce système sur les gens et nous pouvons mener nos campagnes dans le mouvement ouvrier, en particulier dans la COSATU, où les ravages sont toujours importants. Le mouvement ouvrier ne peut se construire que sur un programme d'indépendance par rapport au gouvernement et au grand capital, qui a démontré à de multiples reprises qu'il n'avait aucun égard pour les travailleurs. La COSATU doit se libérer de l'état de ses partenaires de l'Alliance, qui l'étranglent et qui se servent de la COSATU pour remporter les élections, mais n'ont pas de programme politique centré sur les intérêts des travailleurs. Au lendemain de chaque élection, les partenaires de la COSATU poursuivent dans la même voie et trahissent les travailleurs sans vergogne, on peut dire de même du grand capital qui n'est rien d'autre que le loup dans la bergerie.

Il revient au Socialist Party of Azania (SOPA), au sein duquel militent les camarades azaniens de la IV<sup>e</sup> Internationale, de fournir la direction nécessaire qui pourra démontrer que ce qui arrive aujourd'hui dans le monde est la conséquence logique du système capitaliste. Plus que jamais, de véritables acquis pourraient être arrachés et nous pouvons tous construire ce pour quoi nous nous battons.

## ... au Brésil

### Par Joao Penha

Les annonces de congés obligatoires s'accumulent et les licenciements commencent à tomber. Au mois d'octobre, l'industrie de Sao Paulo a supprimé 10 000 emplois, une chute de 0,41 %, la plus forte depuis 2003.

Dans la région de Campinas et Limeira, il y a déjà eu 4 364 licenciements. Bosch a licencié 80 travailleurs et informe que le nombre des licenciements peut atteindre les 600. L'entreprise d'électronique Foxcon a annoncé 1 000 licenciements en une seule semaine. Dans la ville de Rio Claro, également dans la région de Sao Paulo, 480 travailleurs d'une entreprise, Torque, ont été licenciés.

*“Ils ont dit qu'il était temps de diminuer les coûts pour que l'entreprise survive”*,

a dit un des travailleurs licenciés de la Syntax — entreprise qui monte des PC et des notebooks, et qui a licencié à Bahia 75 de ses 100 employés. Il est à remarquer qu'avec l'adoption par la Chambre des députés de la mesure provisoire 443 — *“pour répondre aux intérêts du capital”*, comme le dit le secrétaire général de la CUT, Quintino Severo —, le secteur de l'informatique a bénéficié des exonérations d'impôts sur les produits industriels, ce qui va coûter 164 millions de réals aux fonds publics (un euro correspond approximativement à 3 réals).

Les secteurs les plus touchés sont la construction civile, la métallurgie et les électrodomestiques.

Dans la construction civile, la situation devient catastrophique. Le secteur emploie, dans le pays, près de deux millions deux cent mille travailleurs. Dans une étude demandée par la Fondation Getulio Vargas, la prévision est que, dans l'année à venir, il y aura une réduction de près de 180 000 emplois. Nombre qui peut être sous-estimé, vu le rythme des licenciements à Sao Paulo. Le président du Syndicat des travailleurs de la construction civile de Sao Paulo, Antonio Ramalho, estime qu'un millier de travailleurs sont licenciés chaque jour.

Selon Joao Brandao, dirigeant du Syndicat des métallos de l'Amazonie, la situation s'aggrave aussi terriblement dans la région de Manaus. Les entreprises Sony et Evadin annoncent des charrettes de licenciements.

Une étude faite par la Fédération des industries de l'Etat de Sao Paulo (Fiesp) signale que 42 % des 658 industries de la région de Sao Paulo prévoient des réductions d'effectifs en 2009.

Marcio Pochmann, président de l'Ipea (institut de recherche économique appliquée) dit que la rapidité des effets de la crise au Brésil est surprenante et estime qu'en *“janvier, nous verrons les vrais ravages”*. Il prévoit au premier trimestre 2009 un produit intérieur brut égal à zéro :

*“Si cela se produit au quatrième trimestre, ce sera terrible.”*

---

### LE PIÈGE DU “CONSENSUS”

---

Le gouvernement a décidé d'accorder une aide à concurrence de 8 milliards de réals aux usines de montage automobile et encourage le recours aux congés anticipés, qui, comme chacun le sait, n'annoncent à terme que de nouveaux licenciements.

A ce moment, réapparaît l'idée des “chambres sectorielles” (dispositif visant à favoriser le “consensus” entre le gouvernement, les entreprises et les syndicats) dans les secteurs les plus frappés par la crise. Mais qu'est-ce que les entreprises vont demander, si ce n'est le “partage des pertes” ?

Lorsque ces “chambres sectorielles” ont existé, mises en place dans les années 1990 par Cardoso (ancien président pro-impérialiste de la République de centre-gauche) entre les usines de montage, le syndicat des métallos de San Bernardo et le gouvernement fédéral, les multinationales ont été exonérées d'impôts, en échange d'un prétendu maintien du niveau d'emploi (ce qui n'a pas empêché une mobilité de la main-d'œuvre précaire) et

d'une espèce de "trêve" dans les moyens de lutte comme la grève !

Au niveau mondial, cette politique de partenariat avec les patrons et les gouvernements pour faire face à la crise est impulsée par la Confédération syndicale internationale (CSI), à laquelle sont affiliées la Centrale unique des travailleurs (CUT), centrale majoritaire, et la Force syndicale et l'UGT, centrales minoritaires à caractère "jaune". Lors de la récente réunion du G 20, à Washington (15 novembre), la CSI a proposé un

*"plan coordonné de récupération de l'économie réelle, une régulation des marchés financiers et un nouveau système international de gouvernance économique".*

---

### **CE SONT LES TRAVAILLEURS QU'IL FAUT SAUVER, PAS LES BANQUES ET LES SPÉCULATEURS**

---

Le 3 décembre, des milliers de travailleurs ont manifesté à Brasilia avec la CUT et les autres centrales syndicales Force syndicale, UGT, CTB et CGTB. La masse de ceux qui ont manifesté avec la CUT ont voulu crier haut et fort les exigences adoptées le 6 novembre par l'exécutif national de la centrale syndicale, avec au centre l'exigence d'aucun licenciement : stabilité de l'emploi, ratification de la convention 158 de l'OIT (interdisant "*les licenciements non motivés*"), réduction de la durée hebdomadaire de travail à 40 heures sans réduction de salaire, indexation du salaire minimum, dès le réajustement de 2009, sur la hausse des prix alimentaires.

Ils exigeaient également l'arrêt des privatisations (Embrapa et Infraero) et de la mise aux enchères des réserves de pétrole, ainsi que l'abrogation des dispositions héritées du gouvernement Cardoso, de façon à ce que la richesse de la zone de "pré-sal" (1) soit exploitée pour le bénéfice de la nation.

Le retrait du projet de loi sur les fondations de droit privé, le respect des accords passés avec les fonctionnaires, l'application du minimum salarial national des professeurs et l'exigence de la réforme

agraire font partie de la plate-forme de la CUT.

Pour tous ceux qui manifestaient, la CUT doit exiger et obtenir du président Lula (Parti des travailleurs) qu'il prenne les mesures d'urgence pour défendre les travailleurs et défendre ainsi la nation face à la crise capitaliste mondiale !

---

### **IL EST TEMPS DE CHANGER DE POLITIQUE POUR PROTÉGER LA NATION ET LES TRAVAILLEURS !**

---

L'heure est venue d'exiger de Lula qu'il adopte la première mesure indispensable pour la défense des emplois ! Qu'il interdise aux patrons de faire des coupes claires au cours des mois prochains, période où la crise ne fera qu'empirer ! Il dispose des moyens pour cela : qu'il publie un décret ou une mesure provisoire (2) interdisant dans l'urgence les licenciements, garantissant l'emploi de millions de Brésiliennes et de Brésiliens !

Qu'il cesse de donner des milliards aux banques et aux grandes entreprises, il est temps de protéger la force de travail qui a construit ce pays !

C'est ce qu'ont dit les 83 militants venus de 13 États du Brésil pour participer le 15 novembre à la rencontre nationale de "*dialogue pétiste*", regroupant des militants de divers courants du Parti des travailleurs :

*« La crise mondiale à laquelle le système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production entraîne le pays et le monde est maintenant évidente.*

*Pas un sou pour la spéculation ! Les travailleurs et les nations ne doivent pas payer la crise !*

*Que ceux qui se sont toujours enrichis, les spéculateurs, ceux qui privatisent et dérèglementent, ceux qui se lancent maintenant dans le pillage de l'Etat pour sauver les banques en se protégeant derrière l'hypocrisie "néo-régulatrice", que ceux-là paient.*

*Dans ce contexte, nous réaffirmons notre combat pour "construire une société*

---

(1) Enormes réserves pétrolières en eaux profondes situées dans la zone maritime appartenant au Brésil.  
(2) Décret présidentiel.

té égalitaire, où il n'y aura ni exploités ni exploités" (manifeste de fondation du PT) (...).

*Plus que jamais, avec cette grande crise qui se déchaîne, nous avons décidé de rester unis. Nous avons constitué un cadre de liaison, un Forum de dialogue pétiiste. Nous avons décidé de lancer une publication bimensuelle qui paraîtra comme supplément du journal O Trabalho.*

*Nous nous regroupons pour développer la lutte aux côtés des organisations construites par les travailleurs : oui, il est temps de changer de politique pour protéger la nation et les travailleurs !*

*(...) Que l'on ne nous répète pas que la solution est dans le G 20 renforcé ou dans le FMI doté de pouvoirs nouveaux. Non, la solution n'est dans aucune nouvelle "gouvernance mondiale" !*

*Nous combattons pour :*

*– L'argent pour le peuple, pas pour la spéculation ! Toute entreprise en faillite doit être nationalisée !*

*– Aucun licenciement, stabilité de l'emploi !*

*– Aucune diminution du budget ! Défense des services publics et respect des accords signés avec les fonctionnaires !*

*– Fin du facteur de prévoyance ! Application du minimum salarial national des professeurs !*

*– Réforme agraire ! Attribution immédiate des terres aux paysans qui les occupent ! Aide aux petits producteurs, et non pas à l'agro-business !*

*– Il faut recalculer le salaire minimum, amputé par l'inflation des prix des produits alimentaires !*

*– Arrestation et châtement des tortionnaires de l'époque de la dictature militaire !*

*– Assez des "leçons particulières" du FMI. Comme le dit la Marche de la CUT : fin du "superavit primario" (3), abrogation de la loi de responsabilité fiscale (LRF) (4) !*

*– Le pétrole de la zone de "pré-sal" est à nous : avec la CUT, le Parti des travailleurs et la CNBB, soutien entier à la pétition de la Fédération des travailleurs du pétrole (FUP) pour la renationalisation du pétrole ; Lula a repoussé le délai réglementaire : avec le Comité de défense du pétrole de São Paulo, envoyons des motions pour la lutte ! »*

(3) Excédent fiscal avant paiement de la dette, mesure imposée par le FMI et mise en œuvre par le gouvernement pour garantir le paiement de la dette.

(4) Loi qui impose à tous les gouvernements des Etats du Brésil, ainsi qu'aux municipalités, de tailler dans les dépenses publiques afin de payer prioritairement les dettes que leur impose le désengagement croissant de l'Etat en matière de services publics, d'éducation, de santé, de dépenses sociales...

## ... au Burundi et dans l'Afrique des Grands Lacs

### Par Kageyi Méthode

Les événements en cours à l'échelle mondiale démontrent, s'il en était besoin, que l'impérialisme ne survit que par la destruction massive des forces productives.

Touché au cœur même de son centre international de domination, aux Etats-Unis, le capitalisme frappe la classe ouvrière et les masses laborieuses, aidé en cela par les appareils contre-révolutionnaires et les bureaucraties syndicales qui constituent les obstacles à l'issue positive aux questions brûlantes qui se posent les travailleurs et les nations à travers le monde.

Des secteurs entiers de l'industrie ferment les uns après les autres aux Etats-

Unis mêmes, en Europe, en Asie, etc., dans le même temps que des services publics sont démantelés et privatisés, réduisant les travailleurs au chômage et à la misère. Les institutions internationales, Banque mondiale, FMI, Union européenne, etc., donnent injonction aux gouvernements de renflouer les banques et les spéculateurs industriels, et spolient de cette manière les masses des fonds qui étaient destinés à la préservation et à la création des emplois, aux hôpitaux, à l'école publique, aux infrastructures, à la sécurité sociale, à la sécurité alimentaire, etc.

Ces institutions et les gouvernements tentent de sauver le système agonissant,

dont les convulsions deviennent de plus en plus violentes.

Tout le monde constate que les différentes thérapies de “relance” n’y font rien, les contradictions du système lui-même ont atteint le sommet.

Sur le continent africain, ces convulsions se traduisent sous forme de l’amplification du pillage des ressources naturelles et énergétiques, l’accélération du processus des privatisations et du remboursement de la dette externe, processus à la base de la dislocation des pays et des guerres prétendument ethniques.

La région des Grands Lacs, en particulier, est caractérisée par cette situation.

---

## 1. L'INTENSIFICATION DU PILLAGE

---

La République “démocratique” du Congo (RDC), qui a été qualifiée de “scandale géologique” compte tenu de ses gigantesques richesses minières pillées par les multinationales américaines, canadiennes et belges notamment, traverse une nouvelle phase de dislocation avec la guerre qui se développe dans le nord et dans le sud Kivu. Le sous-sol de ce pays regorge de multiples produits miniers : cuivre, cobalt, or, diamant, zinc, argent, cadmium, charbon, manganèse, étain, béryl, cassitérite, monazite, wolframite, germanium, colombo-tantalite (coltan), etc.

Pour le seul Katanga, les réserves des concessions cupro-cobaltifères en mines souterraines et à ciel ouvert de Kolwezi (Kamoto, Kov, Dima, Dikuluwe...) représentent une valeur de 95 milliards de dollars pour Tenke Fungurume et de 44 milliards de dollars pour les zones du sud (Lubumbashi et Kipushi) et du centre (Likasi, Kambove, Kakanda).

A ces réserves s’ajoutent celles du Kasai occidental et du Kasai oriental pour le diamant, et des deux Kivu (nord et sud) pour les minerais divers. Selon des données officielles, la RDC contient plus de la moitié des réserves de cobalt au monde, le tiers de celles du diamant et les trois quarts de coltan, un minerai rare qui sert à la fabrication des ordinateurs, des téléphones mobiles et d’autres appareils électroniques modernes.

Le ministre des Mines, Barthélemy Mumba Gama, a déclaré, en chœur avec la multinationale belge Forest (RFI, 9 décembre 2008) qui exploite les minerais du Katanga, que, dans la phase actuelle de la crise de l’économie de marché, face à la “dépréciation des cours des matières premières”, l’Etat congolais lui-même risquait de s’effondrer, puisque l’exploitation de ces mines lui procurait 49 % de son budget.

Dans les mines, plus de 200 000 emplois viennent d’être liquidés. Comme cela n’était pas assez, afin d’atteindre le “point d’achèvement” dans le cadre du régime PPTE, Kinshasa vient de privatiser la Société nationale d’électricité (SNEL), qui exporte l’électricité à partir des barrages d’Inga vers Luano et Kariba nord (Zambie), Kariba sud et Insukamini (Zimbabwe), Phokoje (Botswana) et Matimba (Afrique du sud). Ce qui constitue un facteur supplémentaire d’aggravation de la crise de dislocation de la RDC et de démantèlement des pays d’Afrique australe, au nom du remboursement de la dette externe de l’ex-Zaïre, dette héritée de Mobutu et de Kabila père et qui s’élève à plus de 10 milliards de dollars.

La bureaucratie chinoise également intervient en RDC pour nourrir la crise de démantèlement de ce pays au compte de l’impérialisme.

Dans ce cadre, le gouvernement congolais a mis à la disposition d’une joint-venture, détenue à 60 % par des entreprises chinoises et à 32 % par des sociétés congolaises, des gisements de cuivre de plus de 10 millions de tonnes et des gisements de cobalt de 600 000 tonnes, échangés contre un programme de développement des infrastructures.

Selon le document de création de ladite joint-venture, 66 % des bénéfices réalisés seront affectés au remboursement des investissements du projet et les 34 % restants serviront à la rétribution des actionnaires. Pendant la durée du projet, la joint-venture bénéficiera des avantages suivants :

“(…) L’exonération totale de tous les impôts, droits, taxes de douanes, redevances directes et indirectes, à l’intérieur ou à l’import et l’export, payables en RDC et ceux liés aux activités minières et au développement d’infrastructures.”

Le Burundi, sous l'égide de la Banque mondiale et du FMI, a entrepris un programme de destruction des services publics depuis les années 1990 qui a engendré la guerre de génocide et de décomposition de 1993.

La privatisation-liquidation a frappé l'essentiel des entreprises et services publics : logement, carburant, médicament, textile, filière café, filière thé, santé (régime d' "autonomie de gestion" des hôpitaux et des centres de santé)...

Pendant que les masses vivent dans des conditions de pauvreté inouïes (crises alimentaires, salaires de misère, inaccessibilité des soins de santé...) et dans cette nouvelle phase de la crise du capitalisme, les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, Union européenne), sans états d'âme, enjoignent au gouvernement de parachever les privatisations afin que le Burundi atteigne le *point d'achèvement* en ce qui concerne l'*allègement* de la dette externe.

En fait, comme résidus des services publics, il ne restait plus que la Régideso (eau et électricité), la Susumo (sucre) et l'Onatel (télécommunications).

Il convient par ailleurs de rappeler que l'accord d'Arusha (28 août 2008), sur lequel se greffent tous les accords qui ont suivi et qui consacre la dislocation *ethnique* des institutions, indique :

*"La privatisation doit rester à l'ordre du jour des réformes économiques, afin de réduire le poids des entreprises économiques (...). Le non-paiement de la dette de ces créanciers (Banque mondiale, BAD, FIDA) compliquerait davantage la situation (...). La mise en œuvre de l'ensemble des réformes et des programmes contenus dans l'accord nécessite un soutien financier des bailleurs de fonds."*

Notons que le cadre étatique burundais est aujourd'hui disloqué avec une économie contrôlée par le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne et un budget (loi de finances) de l'année 2009 constitué à 52 % par des apports extérieurs.

Il s'agit ainsi de livrer tout ce qui reste du secteur public, pour, à l'échelle du pays, contribuer à sauver le capitalisme, système qui a failli depuis plus d'un siècle.

Les institutions financières internationales visent, en outre, l'énorme champ de nickel (dont les gisements représentent le vingtième des réserves mondiales) qui s'étend du sud-est jusqu'au nord-est du pays, et l'immense bassin pétrolier de la plaine de l'Imbo et du lac Tanganyika.

Par ailleurs, le mini-sommet de Bujumbura (4 décembre 2008) — au terme duquel le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, et le président du Palipehutu-Fnl (rébellion hutu), Agathon Rwaso, ont signé une déclaration conjointe au sujet du partage du pouvoir, en présence du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies et du président de la commission de l'Union africaine, le président Yoweri Museveni, de l'Ouganda, en même temps président de l'Initiative régionale pour la paix au Burundi — a signalé ce qui doit aiguillonner la politique du gouvernement : intégrer la Palipehutu-Fnl dans les institutions en lui accordant 33 postes en dehors du Sénat et de l'Assemblée nationale, et parachever les privatisations (déclaration à la presse le 6 décembre 2008).

Ainsi, l'Ouganda, qui a bénéficié de l'initiative PPTE après avoir tout bradé avec une dette externe devenue plus lourde et une population devenue encore plus pauvre qu'avant, serait le modèle !

Notons en passant que le Palipehutu-Fnl a toujours revendiqué la moitié des ministères (et les plus importants), ainsi que la direction de l'Onatel, de la Régideso et de la Sosumo, entreprises publiques qui doivent être livrées aux multinationales dans le cadre du remboursement de la dette externe et pour atteindre le *point d'achèvement* de l'initiative PPTE.

---

## 2. LES MENACES D'UN NOUVEAU CHAOS SANGLANT GÉNÉRALISÉ DANS LA RÉGION

---

L'article "*Plan de paix*" : *guerres et privatisations dans la région des Grands Lacs*" publié dans *La Vérité*, n° 31 nouvelle série (n° 637), d'octobre 2002, avait montré comment le processus des privatisations et de remboursement de la dette

externe est à l'origine de la dislocation du Rwanda et du génocide anti-Tutsis et contre les Hutus "modérés" en 1994.

On note que la dette externe du Rwanda, qui était de 1,6 milliard de dollars en 2003, le pays ayant franchi le *point d'achèvement* en avril 2005 sous le régime PPTE, a été ramenée à 1,5321 dollars la même année.

En 1994, l'opération française "Turquoise" a permis l'aménagement d'un couloir pour l'évacuation des anciennes Forces armées rwandaises et des milices hutus Interahamwe, acteurs du génocide, vers le Zaïre, actuelle RDC.

Ainsi, les résidus de l'armée de Habyarimana et de ces milices se sont restructurés et regroupés pour constituer les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR).

Les génocides et les guerres "ethniques" cycliques ont toujours caractérisé la sous-région. Durant ces quinze dernières années, le conflit "*ethnique*" meurtrier de 1993 au Burundi aura été le prélude au génocide rwandais de 1994 et aux guerres "ethniques" du Zaïre-RDC. Dans ce dernier pays, les guerres ont toujours démarré par l'est, Kivu nord et Kivu sud, provinces où se trouvent basées les FDLR et les troupes du Congrès national pour la démocratie et le progrès (CNDP) du général Laurent Nkunda, qui entend défendre les communautés tutsis contre les milices Maï maï, les FDLR, etc., et "*refonder l'Etat congolais*".

Alors que le gouvernement de Kinshasa déclare vouloir ramener la paix dans le cadre du programme Amani (paix) avec toutes les factions armées de la RDC, le CNDP rejette ce cadre et veut négocier avec le gouvernement Kabila, ce qu'il obtient (négociations de Nairobi entamées le 8 décembre 2008) avec la médiation de l'ancien président nigérian, Olusegun Obasanjo, émissaire du secrétaire général de l'ONU et un des initiateurs du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), un des sobriquets du programme d'ajustement structurel (PAS) qu'il faut ajouter au Cadre stratégique de la lutte contre la pauvreté (CSLP), aux PPTE... Mais pour Obasanjo, la "*refondation de l'Etat congolais*" se situe en dehors du cadre desdites négociations.

En fait, les guerres dans les Grands Lacs ont pour fondement le pillage des richesses de la région par les multinationales et par les armées gouvernementales et milices interposées, les privatisations, la destruction des services publics, la violation des conventions de l'OIT..., et visent à la balkanisation des Etats en autant de comptoirs, comme cela se dessine déjà en RDC.

La RDC, précisément, compte plus ou moins 20 groupes armés, qui, avec les Forces armées de la RDC (FARDC), font et contrôlent le commerce des minerais, en particulier le coltan, en provenance de l'est de la RDC, pour le compte des multinationales (HP, Motorola, Dell, NEC, Nokia, Hitachi, Siemens, etc.) sous l'égide de la Banque mondiale.

Par exemple, le CNDP, dans les zones qu'il occupe (Rutshuru, Massisi...), contrôle la cassitérite (étain), l'or et le coltan, tandis que les FDLR ont la mainmise sur ces mêmes minerais dans les territoires de Shabunda, Mwenga, Wahungu, Uvira et Fizi.

On sait que le Rwanda et la RDC s'accusent mutuellement de soutenir l'un le CNDP tutsi et l'autre les FDLR (hutus). Mais comme les FDLR sont sur un sol étranger, les ministres des Affaires étrangères du Rwanda et de la RDC avaient adopté à Goma (capitale du nord Kivu) un plan de démilitarisation des FDLR qui devrait être mis en exécution dès le début du mois de janvier 2009.

Selon le *Potentiel* (8 décembre 2008), le lieutenant-colonel Garambe, l'un des dirigeants des FDLR, a fait comprendre que

*"l'usage de la force pour nous faire partir de la RDC préconisé à la rencontre de Goma entre les gouvernements congolais et rwandais est hâtif et ne ferait que raviver l'insécurité dans la région. On ne répond pas à l'insécurité par l'insécurité. En cas d'attaque, on se défendra. Nous sommes des militaires, nous avons des armes."*

Dans toutes les situations de guerre, les troupes onusiennes (Minuar au Rwanda, Onub, puis Binub au Burundi et Monuc au Congo avec le plus gros contingent — 17 000 hommes dans ce dernier pays — au monde) ont toujours accompagné les massacres et les pillages.

On sait donc généralement que l'impérialisme américain a mis en place la United States Africa Command (Africom) pour assurer le pillage de richesses et de ressources du continent africain et protéger les régimes politiques en présence.

---

### 3. LE COMBAT POUR LE SAUVETAGE DES MASSES

---

Dans cette situation, les masses ne disposent pas d'instruments indépendants pour résister à cette entreprise de démolition sociale, économique et politique qui est à l'origine des guerres.

La plupart des directions des différentes centrales syndicales sont inféodées aux régimes sous forme d'ONG.

Au Burundi, les travailleurs cherchent confusément les moyens de survivre et de défendre leurs droits comme dans les secteurs de l'éducation et de la santé, en particulier.

Les luttes des travailleurs sont centrées notamment sur la défense des statuts et des conventions de l'OIT, et cela de manière éclatée.

Alors que la répression s'abat sur les responsables syndicaux (emprisonnement du vice-président du syndicat des travailleurs non magistrats du ministère de la Justice, licenciement de cadres syndicaux de la même organisation), la direction de la centrale COSYBU y répond par le silence.

Devant la grève générale dans l'unité des médecins et des infirmiers avec leurs

syndicats déclenchée le 24 novembre 2008 pour exiger un statut spécial contre la dislocation des services de santé, le gouvernement et tous les partis institutionnels brandissent, comme condition de la recevabilité de la revendication, l'atteinte du "point d'achèvement" dans le cadre du régime PPTE de la Banque mondiale, en fait pour en finir avec l'existence même des services publics.

Dans cette situation, la responsabilité de la IV<sup>e</sup> Internationale est plus que croissante.

L'enjeu pour la survie des travailleurs et du peuple, c'est la bataille pour la rupture avec les injonctions dévastatrices des institutions financières internationales et de l'impérialisme, pour la souveraineté nationale et pour assurer la souveraineté du peuple sur les richesses et les ressources nationales.

La section agit à travers le PTD, son bulletin et des déclarations de presse, par la discussion et par l'organisation autour des revendications immédiates et des revendications transitoires, pour la libération immédiate du responsable syndical incarcéré, la réintégration immédiate, à leur poste de travail, des cadres syndicaux licenciés, le respect des conventions de l'OIT, la défense des libertés d'organisation, le rapatriement des troupes et le retrait des troupes étrangères, l'annulation de la dette externe, l'arrêt des privatisations et la reconstruction des services publics, la nationalisation sans indemnité ni possibilité de rachat des ressources et richesses du pays, et la mainmise de l'Etat sur le commerce extérieur.

## ... en Chine

Par Chen Chao-Lin

Le 2 décembre 2008, l'organe officiel du Parti communiste chinois, *Le Quotidien du peuple*, interroge : "Quel effet produit sur la Chine la crise financière internationale qui continue à s'étendre en profondeur et qui sévit actuellement à travers le monde ?", et répond :

"La crise s'est déjà étendue jusqu'à l'économie réelle, ce qui fait que la

*demande des marchés extérieurs de la Chine s'est sensiblement affaiblie. Ce sont les entreprises de la Chine orientale, surtout les entreprises privées qui sont les plus touchées, car leur degré de dépendance à l'exportation est relativement élevé.*"

Le ministre des Ressources humaines, Yin Weimin, constate :

*“En octobre, le chômage a commencé à témoigner de l’impact en Chine des changements dans la situation internationale.”*

C’est le moins que l’on puisse dire. Au cours des sept premiers mois de l’année 2008, avant même l’explosion de la crise, 3 631 entreprises d’exportation de jouets ont d’ores et déjà fermé leur porte, soit plus de la moitié du secteur concerné.

Un camarade du Guangdong explique :

*« Une grave récession est en train de frapper la Chine. Nous avons vu les conséquences de la crise financière dès cette année, mais malheureusement ce sera bien pire l’an prochain. De nombreuses entreprises ont d’ores et déjà fait faillite, en particulier dans notre province de Guangdong, des entreprises privées pour l’essentiel. Quand les entreprises font faillite, le patron déplace ses biens ailleurs, et parfois quitte le pays purement et simplement, pour que les salariés ne puissent pas réclamer les salaires qui leur sont dus. De nombreux “travailleurs migrants” sont déjà confrontés au chômage et beaucoup ont commencé à retourner dans leur région d’origine. L’an prochain, cela va encore s’aggraver, d’autant qu’une nouvelle génération de travailleurs diplômés va sortir des universités et aura certainement beaucoup de mal à trouver du travail. Les effets néfastes de cette crise économique commencent donc à peine à se manifester, et, en 2009, le plus grand choc est encore à venir. Quand l’économie se porte bien, les conflits entre le capital et le travail peuvent apparaître moins ouvertement. Ce n’est plus le cas. Tous les problèmes accumulés vont émerger avec force. »*

D’ores et déjà, des centaines de milliers de travailleurs migrants, des millions peut-être, sont déjà directement frappés. Dans la zone économique spéciale de Shenzhen, l’une des premières ouvertes au début des réformes en 1980, et qui fut présentée comme un des modèles de l’ouverture de la Chine au marché mondial, un militant qui agit pour aider à la constitution d’organisations de défense des travailleurs rapporte :

*“La situation est très difficile pour les travailleurs migrants. Au début du mois de décembre j’étais à Shenzhen. La situation en ville semble inchangée, mais la zone industrielle est totalement désertée, du fait de l’exode de masse des travailleurs migrants en vue de la Fête du*

*Printemps. Ils rentrent chez eux. Dans une usine, ils ont expliqué que seuls 20 des 500 travailleurs étaient restés, simplement pour veiller à ce que les machines ne soient pas enlevées en leur absence. Tous les autres sont déjà rentrés chez eux.”*

L’exode des travailleurs migrants évoqué s’étend bien au-delà de Shenzhen, c’est d’ores et déjà un phénomène de masse à l’échelle du pays. Selon *Le Quotidien du peuple*, 300 000 travailleurs migrants du Jiangxi sont déjà repartis. Dans la région de Chongqing, 100 000 sont rentrés chez eux. La province du Hubei en enregistrait 300 000 en septembre-octobre, et en prévoit un million d’ici à février. A Wenzhou, une ville de la province côtière du Zhejiang tournée vers les exportations, environ 20 % des travailleurs ont perdu leur emploi. Dans la province du Shandong, on recense 680 000 chômeurs “officiels” pour les neuf premiers mois de l’année 2008. Pour mesurer ce qui est en jeu avec ce retour forcé vers les campagnes des travailleurs migrants, il faut indiquer qu’on chiffre officiellement en Chine le nombre de travailleurs migrants à 226 millions.

Les fermetures brutales d’entreprises liées aux multinationales expriment la véritable nature du prétendu miracle économique chinois dont on a rebattu les oreilles des travailleurs du monde entier durant des années.

Le développement économique chinois était présenté comme la “preuve” que le capitalisme pouvait encore développer l’économie, et par conséquent offrir un avenir à l’humanité. D’autres voix — parmi lesquelles celles de la IV<sup>e</sup> Internationale — avaient alerté : il ne faut pas confondre transfert momentané de capitaux à la recherche de “coûts du travail” toujours plus bas et construction d’une économie nationale développant les forces productives de manière ordonnée.

Aujourd’hui, les faits sont là. Les multinationales étrangères, en majorité américaines, ont commencé à retirer leurs capitaux en relation avec le développement de la crise du système capitaliste, et ce processus s’accélère. Ainsi, du jour au lendemain, des dizaines et des centaines de milliers d’ouvriers se retrouvent sans travail devant des usines fermées.

Ce qui fut présenté comme la “croissance économique chinoise” résulte de l’alliance entre les gouvernements capitalistes du monde entier, les multinationales, en particulier les multinationales américaines, d’une part, et les sommets dirigeants du gouvernement et du Parti communiste chinois, d’autre part. Cette alliance a permis une surexploitation de la classe ouvrière chinoise, reliée à une destruction massive du travail salarié et des emplois productifs à l’échelle internationale par des délocalisations successives. La capacité de cette alliance à imposer cette surexploitation est reliée au fait que la classe ouvrière chinoise est privée des libertés fondamentales pour lesquelles le mouvement ouvrier international combat depuis son origine : droit à l’organisation, droit de grève, libertés syndicales, droit à la libre négociation. Cela a permis aux capitaux cherchant à s’investir dans des conditions marquées par la pression des marchés spéculatifs à l’échelle internationale de se diriger vers la Chine. Mais cette période s’achève. Selon Hu Jintao, le président de la République populaire de Chine, *“l’avantage compétitif de la Chine est en train de disparaître graduellement”*. Et Zhang Ping, président de la Commission nationale de la réforme et du développement national, alerte :

*“Les coupes excessives dans la production et les fermetures d’entreprises causeront un chômage de masse qui pourra conduire à l’instabilité.”*

Inquiétude confortée par le fait que la Banque mondiale prévoit que la croissance chinoise sera nettement en dessous des 8 % du PIB, niveau minimum nécessaire pour absorber chaque année l’arrivée de nouvelles générations sur le marché du travail et pour que l’emploi soit maintenu à un niveau suffisant, évitant le basculement dans l’instabilité sociale généralisée.

L’association des entreprises en “joint-venture” de Dongguan explique :

*“Dans le sud de la Chine, 2,7 millions d’ouvriers d’usine, au bas mot, pourraient perdre leur emploi, car la crise économique mondiale a fait chuter la demande en matériaux électroniques, en jouets et en vêtements. La région a connu une expansion forte ces dernières années, fondée sur la fourniture au monde entier de biens de consommation à bas prix, mais la hausse des coûts de production et*

*la baisse de la demande américaine et européenne ont brutalement stoppé le boom. A présent, 9 000 des 45 000 usines des villes de Gugangzou, Dongguan et Shenzhen devraient fermer d’ici le Nouvel An chinois, fin janvier”* (Strait Times, 24 octobre).

Avec les fermetures d’usines qui se multiplient, le gouvernement central craint donc l’explosion sociale. On ne compte plus les déclarations de dirigeants manifestant leurs craintes que le ralentissement des exportations n’amène le pays au bord d’une l’explosion.

Ils ne sont pas les seuls à être inquiets. L’*International Herald Tribune* affirme :

*“La crise représente un péril politique pour les dirigeants chinois.”*

Ce n’est pas la collaboration avec les cercles dirigeants de Pékin qui est en cause. Les organes du capital étranger s’inquiètent de ce que la classe ouvrière chinoise, forte de 300 millions d’hommes et de femmes (intégrant l’immense masse des travailleurs migrants), se trouve poussée à agir par une nécessité incontournable. Un militant estime :

*“Les problèmes sociaux se sont accumulés au cours des trente dernières années, en particulier en ce qui concerne les problèmes de la santé, de l’éducation et du logement. Aussi, aujourd’hui, avec le chômage, pour les travailleurs chinois, la première des priorités est le combat pour leur survie, pour leur existence propre. C’est cela qui est en jeu.”*

Le risque que cette “nécessité incontournable de lutter pour la survie” n’aboutisse à un embrasement généralisé et ne déstabilise l’ensemble de l’ordre dans la région inquiète tous les cercles dirigeants, tant en Chine qu’à l’échelle internationale.

Le secrétaire d’Etat américain au Trésor, Henri Paulson, se félicite :

*“L’engagement de la Chine nous a aidés à faire face à la crise actuelle. Nous apprécions le rôle responsable que la Chine a joué lors de cette tourmente.”*

Au moment même où la crise du capitalisme provoque l’instabilité sur la terre entière, et particulièrement en Chine, Paulson manifeste ensuite dans cette déclaration son “intérêt pour une Chine stable, prospère et pacifique”. Et pour cause, la “croissance chinoise” a eu égale-

ment des conséquences internationales sur le plan monétaire. Le capitalisme américain ne survit que grâce à sa dette extérieure financée par les autres pays, en particulier les pays d'Asie, essentiellement la Chine, le Japon, la Corée. Les relations d'interdépendance entre la Chine et le marché mondial ont considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, singulièrement depuis l'accord passé entre les Etats-Unis et la Chine en 2000 et la ratification de cet accord par l'OMC le 11 septembre 2001. En conséquence, outre la peur déjà évoquée devant l'émergence au grand jour de l'action de 300 millions d'ouvriers chinois, l'impérialisme américain s'inquiète de ce que l'effondrement du système financier chinois entraînerait une nouvelle accélération de la débâcle mondiale. Pour autant, la crise du capitalisme international ne laisse d'autre choix aux cercles dirigeants américains que de continuer à accentuer leur pression pour remettre en cause tous les éléments de protection de la Chine, et, par là, avancer vers... sa dislocation.

Car avec la crise, le déficit américain par rapport à la Chine s'est accru en octobre, pour atteindre sur ce seul mois 27,8 milliards de dollars (21,88 milliards d'euros). C'est le plus fort déficit commercial jamais enregistré sur un mois par les Etats-Unis vis-à-vis d'un seul pays. En conséquence, après avoir salué le mouvement de réévaluation de yuan enclenché en juillet, Paulson souhaite que ce mouvement ne s'inverse pas. De son côté, Frank Vargo, vice-président de l'association nationale américaine des entrepreneurs, indique :

*“Nous sommes assez déprimés par le mouvement du yuan. Il est resté stable pendant des mois, et maintenant il repart dans le mauvais sens” (Associated Press, 3 décembre).*

Début décembre, la monnaie chinoise est tombée à son plus bas niveau depuis cinq mois. Les autorités américaines déclarent redouter que le gouvernement chinois laisse filer la monnaie pour conforter son industrie nationale.

Il est donc certain que l'administration américaine va exercer une pression formidable sur le gouvernement chinois pour qu'il accélère encore l'ouverture à la pénétration capitaliste. Cela prendra no-

tamment la forme d'une offensive redoublée pour exiger la convertibilité du yuan et la remise en cause totale du monopole du commerce extérieur. La pression va s'exercer pour un démantèlement des protections de la Chine qui sont reliées à l'existence de l'Etat fondé sur l'expropriation du capital en 1949.

(Un débat se mène en Chine même sur les raisons de la situation présente et l'origine de la politique d'ouverture : les problèmes ont-ils commencé en 2000 avec l'accord entre la Chine et l'OMC, ou en 1992 avec les discours de Deng Xiaoping sur “*l'économie socialiste de marché*” ? Ou encore au début des réformes en 1978 ? Faut-il rechercher des causes plus anciennes, remontant aux conditions de la révolution de 1949 ? Car l'expropriation du capital et l'instauration de la propriété sociale en 1949, qui sont un fait, signifient-elles pour autant que la classe ouvrière ait été un jour maître du pays ? Ou bien la classe ouvrière, dominante sur le plan économique, n'a-t-elle pas été dès l'origine expropriée politiquement du pouvoir par les dirigeants du PCC ? C'est un débat qui émerge et devra se poursuivre.)

Telle est la situation dans laquelle le gouvernement a été amené à adopter un plan de relance de 4 000 milliards de yuans (environ 415 milliards d'euros), qui devraient être investis dans les infrastructures et la protection sociale d'ici à la fin 2010. Pour l'essentiel, il s'agirait de construire des voies ferrées et des autoroutes, des aéroports et des immeubles, et de développer les équipements en eau et électricité à la campagne. La construction de logements bon marché et la reconstruction du Sichuan après le tremblement de terre en mai dernier sont également annoncées.

Il me semble qu'il y a une différence entre ce plan et ceux annoncés par les gouvernements dans les pays capitalistes, qui versent à fond perdu des sommes colossales aux banques, et par là sur le marché spéculatif.

Mais comme l'indique un militant :

*“Je voudrais dire une chose : le gouvernement a dégagé 4 000 milliards de yuans récemment pour développer à nouveau la consommation locale, mais en fait tout va aux investissements d'in-*

*frastructures, moins de 1 % étant réservé au développement de la sécurité sociale et du niveau de vie des salariés. Je dois dire que je le regrette.”*

La principale conquête de la révolution chinoise, n'est-ce pas précisément la constitution de cette classe ouvrière forte de 300 millions de membres ? N'est-ce pas la force de travail sur la base de laquelle sont construites toutes les richesses de la propriété sociale ? N'est-ce pas la question du droit au travail, du respect des droits de la classe ouvrière qui est d'ores et déjà au cœur de toutes les mobilisations ouvrières en Chine ?

Il semble y avoir une contradiction. Le gouvernement déclare que son plan vise à protéger l'emploi afin d'éviter l'explosion sociale. Mais, dans le même temps, le gouvernement ordonne de bloquer les salaires et de se servir dans les fonds de protection sociale. Ainsi, selon *Le Quotidien du peuple* (21 novembre), le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale “a demandé à différentes municipalités de surseoir temporairement aux augmentations du salaire minimum applicables aux entreprises : il leur a aussi demandé d'abaisser les taux des cotisations d'assurance maladie, d'accidents du travail et de chômage pour une durée indéterminée”. Dans la province du Hubei, par exemple, on a recommandé aux entreprises d'Etat des secteurs de la finance, du pétrole, de l'énergie et des télécommunications de réduire les salaires plutôt que les emplois... Et pour “stabiliser l'emploi”, les administrations du ministère dans certaines provinces acceptent ou bien recommandent que des dispositions de la loi sur le contrat de travail soient contournées pour faciliter les licenciements. Ainsi, la première mesure prise par les autorités est donc de permettre aux entreprises de licencier plus facilement et de sous-payer les travailleurs.

Un militant du sud du pays s'interroge :

*“Comment tout cela peut-il amener à la stabilité ? Depuis des années, tout le monde sait que les chiffres des conflits et incidents de masse sont importants. Mais ceux-ci viennent de connaître une brusque accélération. Dans une ville du Guangdong, 16 000 procédures de conflits du travail ont été déposées auprès du comité d'arbitrage. Et cela*

*pour le seul mois de novembre. Au total, 60 000 personnes ont eu recours à la commission d'arbitrage, soit le nombre total de recours des deux années précédentes cumulées. En d'autres termes, le nombre de personnes qui s'adressent à la commission d'arbitrage est en pleine croissance.”*

Multiplication par 24, donc, pour une seule ville, des recours à la commission d'arbitrage. Dans le même temps, une modification s'opère dans le caractère des conflits. Ainsi, la caractéristique de la grève des chauffeurs de taxi de Chongqing est que des négociations ont eu lieu directement entre les autorités et les délégués des chauffeurs, que ces négociations ont été retransmises en direct sur la chaîne de télévision municipale et qu'il y a eu engagement de satisfaire les revendications. Contrairement au gouvernement du Guizhou, qui a insulté et interdit de grève les chauffeurs de taxi, il semble que le maire de Chongqing, Bo Xilai, qui est membre du bureau politique du PC chinois, ait décidé d'adapter son attitude à une situation qui pouvait rapidement dégénérer et exploser. Cette grève a donc ceci de particulier que, pour la première fois, les autorités ont été obligées, après 48 heures de grève seulement, de céder, mais surtout de reconnaître qu'elles négociaient avec les travailleurs, et par là de reconnaître que les travailleurs sont légitimement en droit de défendre leurs droits d'une manière indépendante, de choisir ceux qui les représentent pour négocier leurs demandes et revendications.

Telle est la situation dans laquelle se mène le débat se mène en Chine même : comment apprécier le plan du gouvernement chinois ? Comment les travailleurs chinois peuvent-ils défendre leurs droits, et par là défendre le travail en Chine et la Chine tout entière ? Car c'est bien là l'enjeu. La crise mondiale accélère tous les processus. Au moment où des millions de travailleurs migrants sont refoulés des côtes vers les régions intérieures du pays et les campagnes, la question de la “réforme rurale” resurgit avec force. Le comité central du PCC a adopté le 12 octobre dernier un texte qui devrait jeter les bases d'un début de “privatisation” de la terre. Or le régime actuel de la propriété de la terre est issu de la révolution de 1949. La terre “est propriété d'Etat, c'est-à-dire

propriété du peuple tout entier”, selon les termes de la Constitution chinoise (1). (La Constitution chinoise fait de la terre une propriété d’Etat dans les villes et une propriété collective des paysans à la campagne.)

Alors, cette réforme agraire adoptée par le comité central du PCC (on ne sait quand le gouvernement et peut-être l’Assemblée nationale populaire doivent encore en discuter) ouvre-t-elle la voie à la privatisation de la terre ? Pour sa part, le journal américain *The Christian Science Monitor* se plaint le 28 octobre :

*“M. Hu, abattez cette muraille ! Le dirigeant chinois Hu Jintao n’a jamais été aussi près d’abattre cette grande muraille qui protège un vestige essentiel du communisme : la propriété d’Etat de toutes les terres. Mais il s’est arrêté net au moment de choisir la propriété privée.”*

On retrouve là la question centrale qui est posée pour le pays. Dans quelle voie s’orienter ?

Il y a deux ans, 17 anciens hauts cadres du Parti communiste chinois, dans une lettre ouverte à Hu Jintao et au comité central, affirmaient :

*“Notre cadre économique institutionnel, qui s’appuie sur la propriété d’Etat, peut-il résister à l’épreuve du temps ?”*

Cette lettre publique interrogeait :

*“Est-il possible que nous ayons pris la mauvaise voie qui nous conduira ailleurs ?”*

Avec la crise mondiale, cette question de la subordination ou non à l’économie de marché se trouve posée avec plus de force encore.

Un militant explique à ce propos :

*“L’une des choses qui a attiré mon attention est celle de la propriété sociale en Chine. Mais la propriété sociale en Chine aujourd’hui est vraiment différente de ce qu’elle était il y a 30 ans. Il faut dire que la propriété sociale, ce n’est pas*

*la même chose que la propriété du parti. Mais le Parti communiste lui-même est-il le même que le Parti communiste d’avant ? C’est une grande question. Et elle nous ramène à celle de la place de la lutte des travailleurs dans cette lutte entre le capital et le travail à l’échelle internationale. Les problèmes sociaux dans les années précédentes ont pu être masqués en partie par le développement économique rapide. Le développement de la production a été possible par le travail, le sang et la sueur des travailleurs migrants, mais ils n’en ont tiré aucun bénéfice. Aujourd’hui, avec la crise, tous les problèmes accumulés depuis des années, que ce soit pour le logement, la santé, le travail, vont réémerger avec force.”*

Une chose est certaine. La question posée de manière pratique par le mouvement des travailleurs chinois est celle du droit à la négociation collective, du droit de grève, du droit d’organisation. Comme l’explique un camarade du Hunan :

*“Ce sont là des questions communes aux travailleurs du monde entier. La conscience de la classe ouvrière chinoise est en train de se réveiller. Je pense que c’est en relation avec les contradictions qui commencent à apparaître. Même si cela prendra du temps, la classe ouvrière chinoise devra développer cette conscience, au cours de sa résistance. Cela est absolument indispensable, car sans conscience de classe, il n’est pas possible de combattre la classe capitaliste. C’est la chose la plus importante pour le mouvement ouvrier.”*

*Il faudra bien que, par-delà les difficultés, ce débat soit organisé en commun à l’échelle internationale avec les ouvriers du monde entier.”*

(1) En juin 1950, est promulguée la loi sur la réforme agraire, qui permet de confisquer la terre des grands propriétaires et de la redistribuer aux 300 millions de paysans pauvres et moyens. En moins de trois ans, près de 50 % des terres vont changer de mains.

## ... en France

### Par Daniel Shapira

Le 15 décembre, le ministre de l'Éducation, Darcos, annonce le report d'un an de son projet de réforme des lycées, marquant par là le premier vrai recul du gouvernement depuis l'élection de Sarkozy à la présidence la République, en mai 2007. Pourtant, cinq jours auparavant, le ministre fanfaronnait en déclarant ne pas vouloir céder sur sa contre-réforme :

*“Je ne suis pas ministre de l'hésitation nationale.”*

Sur quoi pensait encore pouvoir s'appuyer le ministre le 10 décembre ? Il le résumait ainsi en affirmant que cette contre-réforme avait été

*“faite dans l'intérêt des élèves avec accord des organisations syndicales à l'origine et sur les conseils des représentants des lycéens”.*

Il est effectif que sa réforme — qui recoupe dans son contenu toutes les contre-réformes menées ailleurs en Europe, en Grèce comme au Portugal — visant à barrer tout espoir à la jeunesse en tentant de remettre en cause le diplôme symbole du baccalauréat, qui clôt l'enseignement secondaire et donne accès à l'Université, avait été préparée par la signature d'un “protocole d'accord” entre le gouvernement et le dirigeants des principaux syndicats d'enseignants (à l'exception du syndicat Force ouvrière). Ce protocole était intitulé “16 points de convergence”.

Mais alors, que s'est-il passé entre le 10 et le 15 décembre ? La jeunesse lycéenne, nourrie par les images venant de Grèce, a commencé à descendre massivement dans la rue. De jour en jour, les manifestations, de plus en plus nombreuses, touchaient de grandes comme de toutes petites villes. Ce mouvement s'appuyait sur la mobilisation massive des enseignants, qui, le 20 novembre, avait vu 500 000 enseignants en grève, et plus généralement sur une intense lutte de classe (voir plus loin). Une caractéristique résumée ainsi par un journal de la bourgeoisie la veille du recul du ministère :

*“Les manifestations lycéennes qui explosent, un peu partout en France, ne sont pas dirigées par une main invisible — socialiste, trotskyste ou anarchiste. Elles démarrent sans logique apparente (...). Elles s'étendent, à la surprise des organisations lycéennes ou étudiantes de gauche, qui auraient préféré un mouvement de masse en janvier, pour gâcher la rentrée présidentielle ! Mais les bases filent entre les doigts des militants, pleines de sève et parfois de violence, sans que nul ne puisse les discipliner (...). C'est cela qui inquiète en haut lieu et qui tourmente Xavier Darcos, le ministre de l'Éducation” (Le Journal du dimanche, 14 décembre).*

Et derrière la jeunesse lycéenne, il y a les parents, il y a toute la classe ouvrière. Un fait est significatif. Dans la ville d'Amiens, des lycéens qui occupaient leur lycée ont été évacués par la police. Leurs parents se sont aussitôt rassemblés en criant :

*“Rendez-nous nos enfants ! On ne veut pas de bavure comme en Grèce. Enlevez vos casques, ce ne sont que nos enfants !”*

C'est cette situation qui permet de comprendre les termes utilisés par le ministre Darcos annonçant son recul, lundi matin 11 décembre :

*“Il préférerait reporter la réforme du lycée, afin de ne pas courir le risque de voir cette réforme constituer l'étincelle qui mette le feu aux poudres.”*

Le président Sarkozy avait déjà exprimé cette préoccupation gouvernementale en répondant quelques jours auparavant à un élu UMP (le parti de droite majoritaire au Parlement), qui voulait une amnistie fiscale pour les spéculateurs ayant perdu en Bourse :

*“Les Français adorent quand je suis avec Carla dans le carrosse. Mais en même temps, ils ont guillotiné le roi. C'est un pays régicide. Au nom d'une mesure symbolique, ils peuvent renverser le pays, regardez ce qui se passe en Grèce.”*

Un spectre hante bien les sommets de la bourgeoisie française, celui du surgisse-

ment d'une vague révolutionnaire en France.

---

## UNE SITUATION PRÉRÉVOLUTIONNAIRE

---

Près de deux mois auparavant, la direction nationale de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale avait caractérisé ainsi la situation dans une résolution :

*« Nous sommes entrés dans une situation politique que l'on peut qualifier de prérévolutionnaire. Le seul facteur qui empêche, pour l'heure, le passage à une situation révolutionnaire — où, pour reprendre la formule de Lénine, "en bas", on ne veut plus être gouverné comme avant, et "en haut", on ne peut plus gouverner comme avant —, c'est le soutien apporté par les appareils au régime en crise de décomposition. »*

**En bas...** Une vague sans précédent de destruction des emplois s'est abattue sur toute la France. Ainsi, le 8 décembre, à Peugeot Sochaux,

*"la plus grande usine de France (13 000 salariés) a plongé dans une longue hibernation de quatre semaines. Durant quatre semaines, PSA Sochaux vivra au ralenti pour cause de chômage partiel (...). A l'exception de la guerre, jamais la grande maison sochaliennaise n'avait fermé ses portes pour une si longue période" (Le Parisien, 9 décembre).*

Cette annonce symbolise l'effondrement de toute la production industrielle. *Le Monde* (13 décembre) écrit pour sa part :

*"La crise à laquelle doivent faire face les constructeurs automobiles est non seulement unique dans l'histoire de l'industrie, mais elle risque de durer longtemps",*

citant ensuite le P-DG du groupe Renault-Nissan, Carlos Ghosn :

*"2009, c'est l'année de tous les dangers, de toutes les possibilités. Personne ne sortira indemne de cette crise."*

Derrière l'industrie automobile, il y a les milliers de sous-traitants et les équipementiers. Ainsi l'équipementier Faurecia, filiale de PSA-Peugeot-Citroën, a annoncé le 11 décembre un plan massif de suppression de 1 215 emplois dans sa branche de fabrication de sièges, soit près du quart

des effectifs. Si l'on ne prend que les principaux plans de licenciements annoncés dans la dernière période, pas une branche n'y échappe :

— automobile : **Renault**, près de 5 000 "départs volontaires" programmés d'ici à la mi-2009. Chômage partiel dans les usines. **PSA**, chômage partiel dans les usines, et plan de suppression de 3 550 postes. **Molex**, fermeture du site de Villemur-sur-Tarn, 300 emplois supprimés. **Toyota**, chômage partiel. **General Motors**, chômage partiel à Strasbourg. **Ford**, chômage partiel à Blanquefort. **Goodyear**, chômage technique à Amiens. **Michelin**, chômage technique à Roanne. **Lohr**, au moins une centaine d'emplois supprimés chez ce sous-traitant. **Manitou**, chômage technique chez le constructeur d'engins de Loire-Atlantique. **Key Plastics**, 300 suppressions d'emplois.

— banques : **Natixis**, réduction de 15 % des effectifs, un plan qui s'ajoute aux 850 suppressions d'emplois déjà programmées sur 22 000. **Caisse d'épargne**, 4 500 emplois supprimés d'ici à 2012. **Crédit agricole**, 500 emplois supprimés...

— construction : **Nexity**, 500 emplois supprimés. **Kaufman & Broad**, 166 emplois supprimés. **Orpi**, 50 agences immobilières vont fermer...

— pharmacie : **Sanofi-Aventis**, 927 postes supprimés. **NBO**, faillite du groupe (spécialisé dans la visite médicale), 755 licenciements. **Schering Plough**, 330 suppressions de postes...

— alimentation : **Amora**, fermeture de trois sites de production, dont celui de son usine historique de Dijon, avec la suppression de 296 emplois. **Jean Caby**, 350 emplois supprimés.

— vente à distance : à **la CAMIF**, le groupe a déposé le bilan fin octobre. Près de 1 000 licenciements. **La Redoute**, 672 emplois supprimés.

— électronique : **Sony**, l'usine de Dax va fermer, une autre usine dans les Landes avec ses 312 salariés va également fermer. **NXP France** : 450 suppressions de postes sur 1 100. **Tyco Electronics**, 620 emplois supprimés. **Hewlett Packard**, 580 emplois supprimés.

Ce véritable effondrement de la production industrielle concentre toute l'of-

fensive engagée avec les contre-réformes dans tous les domaines (santé, logement, réforme de l'Etat, des universités, etc.).

Et depuis des mois, les manifestations des salariés des entreprises liquidées se succèdent, comme, sur d'autres plans, des grèves unies dans des secteurs particuliers (hôpitaux de l'Assistance publique de Paris, enseignants...).

**En haut...** Avant même le recul du gouvernement sur sa contre-réforme des lycées, pas un jour ne s'est passé ces dernières semaines sans un nouveau déchirement au sommet de l'Etat et à l'intérieur du parti de l'UMP.

Quant aux partis prétendant parler au nom de la classe ouvrière et de la démocratie, leur crise a atteint un point majeur à l'occasion de leurs congrès respectifs.

Le PS est divisé en deux blocs à peu près équivalents, qui s'organisent chacun de leur côté.

Quant au PCF, qui, il y a 20 ou 30 ans, contrôlait encore les secteurs essentiels de la classe ouvrière, sa crise ne fait que s'approfondir. Ramené à 1,93 % des voix lors de l'élection présidentielle de 2007, il vient de voir son ancien secrétaire général, Robert Hue, le quitter. Ces convulsions et soubresauts de leur crise n'ont qu'une racine : la soumission aux institutions de l'Union européenne des directions de ces deux partis.

---

### QUE RESTE-T-IL À SARKOZY ?

---

Depuis son élection en 2007, Sarkozy a multiplié les tentatives de marche à l'union nationale sous toutes les formes : tables rondes, commission pour préparer l'ouverture de La Poste à la privatisation, où ont accepté de siéger les dirigeants de toutes les fédérations syndicales de postiers et les partis politiques du PCF et du PS, commissions et protocoles d'accord pour tenter d'organiser les contre-réformes à l'école...

Un élément majeur de toute sa politique est le plan de sauvetage des banquiers et spéculateurs, à qui il a offert 360 milliards d'euros (plus de 400 à l'heure actuelle). Or le PS s'est abstenu au Parlement dans le vote sur ce plan. Quant

au PCF, s'il a voté contre, il n'en exige nullement le retrait (voir le document annexe où s'exprime la politique du POI). Et en complément de ce plan, Sarkozy a proposé que se constitue un "*fonds d'investissement*", avec, pour le gérer, "*un comité d'orientation comprenant des représentants des syndicats*".

---

### UNE SITUATION QUI NE TIENT QU'À UN FIL

---

Le recul du gouvernement sur sa contre-réforme des lycées va marquer un tournant de la situation politique en France. Après des mois et des mois de journées de dislocation entreprise par entreprise, les confédérations syndicales viennent de décider d'appeler, le 29 janvier 2009, à une journée de grèves et de manifestations.

Cet appel, qui — quelles que soient les intentions des dirigeants et malgré le flou de certaines formulations — place les confédérations face au gouvernement Sarkozy alors que ce dernier prétend les intégrer dans un comité chargé de gérer les fonds d'investissements, est ressenti par les travailleurs comme une modification et un appel commun à la grève public-privé, ouvrant la possibilité d'agir pour la grève générale interprofessionnelle. Si les dirigeants ont été amenés à formuler cette proposition, c'est probablement, pour certains d'entre eux, parce qu'ils mesurent le risque de perdre tout contrôle de la situation s'ils ne font rien. En effet, depuis des semaines et des semaines, le pays est marqué par une série de conflits de classe, où les masses expriment par la grève la volonté de résistance et de combat : grève nationale massive des postiers le 23 septembre, la plus importante depuis 1974 ; grève et montée nationale dans le secteur de la santé privée le 30 septembre ; 25 000 fonctionnaires dans une manifestation syndicale à Paris le 23 octobre ; un demi-million d'enseignants en grève le 20 novembre ; d'innombrables grèves dans les entreprises touchées par les licenciements ; montée à Paris, au ministère, des employés de la CAMIF, une entreprise de province ; le 12 novembre, grève natio-

nale dans l'unité des fédérations des employés de la Sécurité sociale. Autant de conflits qui, combinés avec la résistance de nombreux cadres syndicaux à tous les niveaux, ont interdit au gouvernement d'aller jusqu'au bout de sa politique d'intégration des organisations syndicales à ses différentes commissions.

---

### L'APPEL POUR UNE MARCHÉ UNIE POUR INTERDIRE LES LICENCIEMENTS

---

C'est dans cette situation qu'une conférence nationale de délégués pour l'unité

s'est tenue le 7 décembre dernier à l'initiative du Parti ouvrier indépendant (POI). De cette conférence est issu un appel signé par les 328 participants, qui étaient loin d'être tous membres du POI, puisque, parmi eux, sont intervenus notamment des militants du PCF, des délégués syndicaux de différentes origines, tous animés, par-delà leurs nuances et leurs différences, par la volonté d'œuvrer ensemble pour aider à la réalisation de l'unité.

Le POI a décidé d'engager toutes ses forces dans l'organisation de la signature et du groupement autour de cet appel. Les militants du courant trotskyste à l'intérieur du POI prendront toute leur place dans cette bataille (*lire en annexe l'appel de la conférence du 7 décembre*).

## ... en Hongrie

### Par Somi Judit

La Hongrie est l'un des pays de l'Union européenne les plus frappés par la crise — puisqu'il est proche de la faillite. C'est pourquoi l'Union européenne et le FMI ont agi si vite et ont proposé un crédit de 25 milliards, crédit qui transforme pratiquement le pays en une colonie. La bourgeoisie hongroise a réagi aussi rapidement : neuf organisations patronales ont récemment construit une "coalition réformiste" avec le mot d'ordre suivant : "Sans unité de tous, la Hongrie passe à la périphérie de l'Europe." On connaît bien cette unité, qui signifie : les exploités doivent subir les exigences des exploités.

Dans leurs propositions, on peut lire : diminution des dépenses publiques, diminution et transformation du système social, poursuite de la dérégulation, réforme de la santé et de l'assurance sociale, durcissement des conditions pour obtenir une pension alimentaire et des allocations de chômage, blocage des salaires, réduction des services publics, etc. — dans la direction de la convergence européenne. Ils demandent aussi une garantie importante apportée par l'Etat, donc par les travailleurs, aux banques "pour assurer les crédits des entreprises afin de normaliser la situation du marché". En revanche, ils n'ont pas proposé que les entreprises mul-

tionales contribuent aussi à l'impôt... Vodafone, Audi ne paient rien, Coca-Cola et Suzuki paient autour de 1 % (selon les données de 2006).

Rien de neuf sous le soleil : l'Union européenne et le gouvernement (1), bras dessus, bras dessous, sont prêts à répondre aux volontés du capital et la politique néolibérale poursuit sur sa voie sans hésitation. Les salaires et les allocations familiales sont déjà gelés, les pensions sont déjà limitées. La production est déjà ralentie. Chez Michelin, une pause de quinze jours est organisée et les intérimaires sont déjà renvoyés. D'octobre à début décembre, 10 000 travailleurs (dont 1 200 de Suzuki) sont déjà mis à la rue, on parle de plusieurs centaines de milliers de licenciements pour 2009. 700 000 personnes déjà, dont parmi elles plusieurs centaines de milliers d'enfants, continuent à plonger dans la misère absolue (sur une population de 10 millions d'habitants). "Le système de municipalités atomisées en 3 200 mini-Etats ne fait du bien à personne", donc il faut le réformer, avancer

---

(1) Le gouvernement hongrois est composé en partie d'anciens dignitaires du régime d'avant 1989. Il est dirigé par Ferenc Gyurcsany (MSzP, Parti socialiste) et soutenu par le parti libéral.

vers la régionalisation ; le système de retraite ne convient pas aux temps modernes, son changement ne peut plus attendre...

La paysannerie n'est pas épargnée. Les villages meurent, car les cultivateurs et éleveurs n'arrivent plus à vivre de leur travail. Les jeunes quittent la campagne, où il n'y a plus de services publics, plus de bureaux de poste, plus de trains, et où les écoles sont regroupées... Leurs parents n'arrivent plus à se procurer les machines pour cultiver la terre, même pour produire la nourriture pour les animaux. On trouve de plus en plus de petites annonces dans lesquelles les paysans mettent en vente tout ce qu'ils possèdent.

Le gouvernement va utiliser un autre instrument : l'amnistie fiscale. Ce qui signifie que celui qui a de l'argent "provenant de", "déposé à", "trouvé", etc., à l'étranger peut le rapatrier sans examen de la part des autorités, mais avec seulement l'obligation de verser une petite contribution. Vive la fraude fiscale et les gangsters ! Pour la population, on nous dit que,

*"pour l'instant, il n'est pas possible de diminuer les contributions, seulement de diminuer la charge de travail (...), mais il est prévu que le service public soit pris en charge par les entrepreneurs".*

Diminuer la charge de travail signifie que les patrons verseront moins aux caisses de l'assurance sociale, le service public pris en charge par les entrepreneurs signifie probablement la privatisation et que rien ne sera plus gratuit. Le Premier ministre a fait appel aussi à l'"unité de la nation contre la crise" (d'où vient cette idée ? Plusieurs chefs d'Etat répètent la même chose !).

On dirait que cette crise est arrivée à temps, car, en terrifiant les travailleurs, maintenant on peut tout justifier.

On voit qu'en Hongrie, il se passe exactement la même chose que dans les Etats membres de l'Union. Toutefois, en Hongrie, on ne réalise pas encore que la politique néolibérale (détestée) est le résultat de la mise en œuvre de la politique de l'Union européenne (ses traités et institutions) et que les gouvernements (maintenant socialiste, avant conservateur) appliquent ses diktats. En Hongrie, il y a toujours des illusions : il est peut-être de notoriété publique

que le père Noël n'existe pas, mais on attend quand même sa fête et ses cadeaux ! Après le choc provoqué par les mesures gouvernementales rapidement mises en œuvre, certains commencent à s'interroger. Le SZEF (forum collaborateur de syndicats [2]) a mis son veto au gel des subventions aux services publics et à l'annulation du 13e mois de salaire. Le SZEF a construit un comité de grève, a organisé une manifestation et, avec les autres syndicats, il envisage la grève générale. Les travailleurs de l'aéroport de Budapest demandent de meilleures conditions du travail et le paiement des allocations restantes. Le chemin de fer s'apprête aussi à la grève, puisque le 58<sup>e</sup> entretien de réconciliation avec la direction s'est terminé sans succès. Les enseignants ont manifesté eux aussi. Le MSZOSZ (fédération nationale des syndicats) a déclaré :

*"Si nous n'avons pas de résultat (c'est-à-dire une amélioration de la situation des travailleurs) pendant les entretiens avec le gouvernement, nous comptons sur tous les moyens légaux de pression."*

A Ózd, région frappée par la fermeture des usines et des mines, les jeunes manifesteront, ils ne veulent plus, encore et toujours, se serrer la ceinture.

La Cour constitutionnelle vient de supprimer "le droit d'accord" des syndicats pour les négociations tripartites concernant les lois pas encore entrées en vigueur, ce qui signifie qu'ils n'auront plus le droit de les remettre en cause, mais seulement de "donner leur avis". La seule organisation politique de la classe ouvrière qui émet une protestation, c'est Munkáspárt 2006 (3), qui déclare :

*"On refuse la politique extrême néolibérale de remise en cause du droit de grève ; il est injuste que les propriétaires (des moyens de production) veulent réaliser de plus en plus de profits, même pour le secteur de l'énergie (électricité) ; tous les travailleurs méritent le même salaire pour le même travail, indépendamment de leur pays d'origine."*

La jeunesse s'organise aussi. L'organisation FIBU-MIK, récemment construite,

(2) Forum commun des grandes fédérations des syndicats.

(3) Le Parti ouvrier hongrois 2006, parti se réclamant du socialisme, a demandé son affiliation au Parti de la gauche européenne (PGE).

a fait appel à ceux qui sont sans travail. Elle demande que

*“tous les chômeurs fassent l’enregistrement à l’Office. Parce que depuis les changements politiques, un million et demi d’employés ont été radiés, mais beaucoup, qui se considèrent malchanceux, ne font plus l’enregistrement. Il est nécessaire de protester de cette manière aussi contre la société bourgeoise hypocrite, les statistiques mensongères, contre les conditions de travail de pire en pire, le travail au noir ; il faut revendiquer le Code du travail en faveur des travailleurs et leur droit de se syndiquer librement.”*

Le Réseau démocratique (de la jeune gauche) a manifesté devant le bâtiment de l’Alliance des banques : assez de la barbarie des banques !

En Hongrie, on commence seulement à comprendre la vraie nature de cette situation. Le caractère de la crise (celle du capitalisme) n’est pas une évidence, tout comme la vraie politique de l’Union européenne et les restrictions qu’elle impose. Nous sommes confrontés à un second problème : les travailleurs ont perdu confiance dans les organisations politiques (dans les partis de gauche aussi). Le troisième problème est que la “gauche” est très divisée, elle propose peu d’initiatives et elles ont peu d’écho. Le quatrième problème se concentre dans le rapport entre les travailleurs et les syndicats, même les gens de gauche ne leur accordent pas beaucoup de crédit. Il est vrai qu’ils sont très liés aux partis (officiellement aussi), ils ne sont pas indépendants, et, de plus, ils s’opposent entre eux. On ne dira rien de leurs directions, politiquement mortes... Il y a encore un autre problème : les vraies organisations ouvrières sont financièrement indépendantes, mais elles ont des adhérents très pauvres et n’ont donc que très peu de moyen de fonctionnement.

Donc il faut absolument que la IV<sup>e</sup> Internationale continue l’agitation, la propagande et l’organisation (par courrier électronique, mais aussi en multipliant les rencontres) en Hongrie. Il faut continuer à chercher nos alliés potentiels, il faut les encourager à réaliser l’unité d’abord sur une question particulière ou sur une seule action, pour que nous puissions enfin parvenir à une unité d’action. Il faudrait aussi réapprendre les moyens de la lutte : de-

puis deux décennies, les travailleurs hongrois ne connaissent plus l’existence de l’occupation des usines, des piquets de grève, etc.

Pour l’instant, il faut défendre le “programme minimum”. Pour cela, il faut aller à la rencontre des travailleurs, dans la classe ouvrière, pas dans le cercle des “révolutionnaires de salon” prétendument communistes, mais en réalité qui appartiennent à la petite bourgeoisie (ils sont nombreux). Il faut expliquer ce que signifie la renationalisation, les grands travaux publics, etc., mais aussi les formes d’organisation : comment construire un comité de grève, comment obtenir la permission pour une manifestation, comment rédiger des tracts, etc. Il est nécessaire de soutenir chaque pas, chaque action qui permet d’améliorer la situation des travailleurs. Il faut essayer de réaliser l’unité du mouvement ouvrier (les syndicats rivaux, les deux partis communistes, parce que le différend n’existe que dans leurs directions). Dans les “mouvements sociaux” (forums sociaux, Attac, autour du trimestriel *Eszmélet*, etc.), il y a également des militants avec qui il nous faut ouvrir la discussion. Il faut expliquer la situation dans les pays de l’ouest de l’Europe, il y a encore beaucoup d’illusions, il est nécessaire de poursuivre la comparaison des politiques de l’Union européenne dans des autres pays. Nous ne laisserons pas opposer les travailleurs de l’Ouest et de l’Est. Les informations concernant les autres continents sont particulièrement importantes, elles montrent l’exemple. Le mouvement ouvrier d’Amérique latine, d’Asie, d’Afrique est à égalité, et s’il y a lieu il pourrait devenir l’élément décisif pour la planète entière. Avec la crise, il y a un danger réel que l’extrême droite reprenne de la force (les organisations paramilitaires anticommunistes, antisémites, antiziganes se forment publiquement, les attentats “ethniques” se multiplient). Contre cette force, il faut s’unir aussi. Cependant, il faut refuser également les tentatives “pour l’unité dans l’intérêt du pays” de la fausse gauche, qui veut seulement reconstruire son capital politique perdu.

L’unité, mais justement pour les intérêts des travailleurs!

## ... en Inde

### Par C. K. Sanyal

L'Inde est un pays à la fois très vaste et très peuplé. Toutes ses différences culturelles, linguistiques, régionales et ethniques résultent de sa longue histoire, qui a vu se succéder des régimes différents, le pays restant partagé entre des gouvernements distincts même pendant la période de la colonisation britannique. L'existence de ces formes très variées de gouvernement et de conditions géographiques diverses a fait que les populations laborieuses se sont développées dans des contextes très différents d'habitat et de moyens de subsistance. Il s'en est suivi une difficulté à les mobiliser sur une cause commune, aussi bien dans le passé contre la domination coloniale et l'exploitation des propriétaires fonciers que contre la répression étatique, l'interdiction des droits de l'homme et de la démocratie durant la période qui a suivi l'indépendance, ou, aujourd'hui, contre la mainmise sur les ressources naturelles et l'expulsion des travailleurs de ce qui constitue leur moyen de subsistance pendant la période de mondialisation capitaliste.

Il est très important de prendre en compte ce contexte historique pour comprendre les divergences essentielles qui existent parmi les populations laborieuses d'un Etat à l'autre, alors qu'elles ont toutes en commun d'être les victimes de l'exploitation. Le chauvinisme, le communautarisme, le régionalisme, le sectarisme, etc., résultent de ce système social qui conduit à l'atomisation de la classe ouvrière, ce que mettent à profit les privilégiés.

Le pays est composé de 28 Etats et de 9 territoires fédéraux, dirigés respectivement par des gouvernements d'Etat et un gouvernement central élu. L'assemblée législative centrale est le Parlement et les assemblées législatives d'Etat s'appellent Assemblées. Des partis politiques différents peuvent être élus au gouvernement central et aux gouvernements des Etats, mais tous sont régis par la Constitution de l'Inde. Ensuite, il peut exister des lois et règlements d'Etat et des corpus de lois

communs au niveau de l'Assemblée d'Etat et du Parlement fédéral. C'est le "Chief Minister" (chef du gouvernement de l'Etat) qui dirige l'Etat et le Premier ministre est le chef du gouvernement central.

Ces cinq dernières années, trois nouveaux Etats se sont créés en se séparant d'anciens Etats existants, et, actuellement, la question de la formation de trois nouveaux Etats est posée.

En 1947, la nation a été divisée en deux : l'Inde, d'un côté, le Pakistan, de l'autre ; puis, lorsque le Bangladesh a été formé à partir du Pakistan en 1971, cela n'a résolu aucun des problèmes sociaux, économiques ou politiques dans l'intérêt de la classe ouvrière et des populations laborieuses, cela n'a fait qu'aggraver la situation de tension et de guerre, qui a été mise à profit par les dirigeants des pays respectifs et les impérialismes fauteurs de guerres. Pour entretenir un marché pour les équipements militaires et les armes, on maintient la tension entre l'Inde et le Pakistan concernant des problèmes de frontière, le problème du Cachemire et le problème du terrorisme, et les budgets militaires des deux pays continuent de croître de façon disproportionnée. En Inde, depuis 2000, les crédits militaires ont augmenté en moyenne de 12 à 15 % chaque année, alors que les deux pays sont pratiquement au bas de l'échelle mondiale pour le développement. Il est inquiétant de constater qu'en Inde, le pourcentage du revenu des impôts consacrés au service de la dette est passé de 51 % à 74 % depuis 1997.

Grâce à des alliances entre partis politiques, quelquefois pendant les campagnes électorales, mais surtout après que les différents partis gagnent des sièges, c'est le groupe majoritaire qui dirige le gouvernement. C'est devenu une pratique courante, puisque aucun des partis n'a été capable d'obtenir à lui seul la majorité absolue aux élections. Le (Parti du) Congrès et le BJP sont deux principaux partis nationaux. Actuellement, le Congrès et ses par-

tis alliés sous le nom de UAP (Alliance progressive unie) avec le docteur Monoham Singh comme Premier ministre, dirige le gouvernement central. L'alliance des partis dirigée par le BJP s'appelle NDA (Alliance nationale démocratique) ; elle est actuellement dans l'opposition au niveau national. Au niveau des États, c'est l'une ou l'autre de ces deux coalitions qui est au pouvoir, sauf au Bengale-Occidental, au Kerala, au Tripura et dans l'Uttar Pradesh.

Au Bengale-Occidental, depuis 1977, c'est le CPI (M) (Parti communiste indien [marxiste]), dirigeant un front de gauche, qui a été au pouvoir sans interruption. Au Kerala et au Tripura aussi, le front de gauche est au pouvoir. Dans l'Uttar Pradesh, c'est le BSP, parti régional formé sur une base de caste, qui est au pouvoir. En Inde, il n'y a pas moins de 300 partis qui se présentent aux élections ; la plupart sont des partis régionaux. Les deux Partis communistes et d'autres partis de gauche dans le front de gauche, comme le RSP Revolutionary Socialist Party (Parti socialiste révolutionnaire), le FB Forward Bloc, etc., présentent des programmes politiques qui, sur le papier, sont différents, mais, en réalité, ils s'alignent sur le Parti communiste Indien (M). Chose plus intéressante : le front de gauche dirigé par le Parti communiste indien (M) a fait cause commune avec la coalition UPA au Parlement pendant quatre ans et demi. Récemment, ils ont protesté contre l'accord sur le nucléaire signé par le gouvernement UPA avec les États-Unis, ils ont retiré leur soutien et ont voté contre l'UPA pour renverser le ministère, qui, grâce à quelques manœuvres, a pu être sauvé par le Parti du Congrès.

En Inde, il n'existe pas de parti conservateur, libéral ou social-démocrate. En revanche, les partis de gauche dans ce pays sont essentiellement des factions ou des projections du Parti communiste. Ils suivent une ligne totalitaire et défendent le stalinisme. Bien sûr, il existe un très petit nombre de partis se réclamant du socialisme qui ne souscrivent pas au stalinisme, mais leur influence sur la politique de gauche est tout à fait négligeable.

Il n'existe pas en Inde de parti ouvrier qui puisse mettre en avant une autre orientation, celle du marxisme. On peut dire

que les 300 partis, qu'ils soient régionaux, établis sur une base de caste ou de religion, et les factions du Parti communiste, le Parti du Congrès et le BJP sont engagés dans des processus électoraux pour se partager le pouvoir soit au niveau des États, soit au niveau central. Bien que tous ces partis s'alignent pour se partager le gâteau du pouvoir, ils n'ont pratiquement aucun programme politique pour s'opposer à l'attaque actuelle du capital. Ainsi, il est inévitable que le Parti du Congrès et le BJP passent des accords à Delhi et avec le Parti communiste indien (M) à Calcutta (Calcutta), et aussi avec d'autres partis régionaux.

L'économie politique de l'Inde moderne reste donc ainsi entièrement aux mains des grandes entreprises, des bureaucrates et des directions des grands syndicats, qui se soumettent aux consignes des partis politiques comme l'INTUC, le CITU, l'AITU, le BMS. Les citoyens ordinaires, les salariés des secteurs inorganisés, les ouvriers sous contrat ou en contrat précaire, les salariés dans des secteurs d'activité où il n'existe pas de syndicats ou les indépendants, les groupes d'entraide, les paysans et les travailleurs agricoles, les saisonniers, les pêcheurs, les travailleurs forestiers, les femmes travailleuses, les femmes au foyer, les consommateurs, les étudiants, etc., n'ont pas de moyen de se faire entendre et ne sont pas représentés dans la politique en Inde.

L'existence du suffrage universel en Inde est sans aucun doute un moyen pour que tous les citoyens exercent leurs droits démocratiques et élisent leurs représentants. Mais il reste à savoir si une masse d'électeurs illettrés, plongés dans la misère, peuvent mettre à profit le pouvoir qui leur a été donné par la Constitution. De toute évidence, en Inde, argent et manœuvres d'intimidation gangrènent les élections. Votes sous un faux nom, menaces sur les électeurs, détournement d'urnes, affrontements armés lors des élections, électeurs soudoyés, toutes ces manœuvres sont utilisées sans vergogne, ce qui vide le droit de vote de son sens.

Voyons maintenant où en est l'Inde actuellement en ce qui concerne la pauvreté, la faim et l'éducation. Selon l'indicateur de la faim dans le monde, 31 000 000 personnes en Inde n'ont pas

assez à manger. Une autre étude, conduite au niveau national, établit que 69 000 000 personnes en Inde ne disposent que d'un cinquième de dollar par jour pour toutes leurs dépenses, y compris la nourriture. Une autre étude conduite par un organisme britannique, Save the Children ("Sauvez les enfants"), a rendu public le fait que le nombre de morts tant parmi les nouveau-nés que parmi les mères était le plus élevé au monde, ce qui témoigne des très mauvaises conditions économiques et sanitaires.

En ce qui concerne l'éducation, l'Inde fait aussi piètre figure. Une personne illettrée sur trois dans le monde est indienne. Seulement un peu plus de 50 % des enfants entre 6 et 14 ans sont inscrits à l'école et seuls 60 % d'entre eux suivent les cours.

La triste situation de l'économie et de l'instruction est bien sûr mise à profit par les partis électoralistes établis, et, de ce point de vue, le Bengale-Occidental est en pointe. Le totalitarisme imposé par l'Etat et le parti au Bengale-Occidental rend impossible toute opposition et réduit ainsi à néant le principe de la démocratie.

Nous avons déjà expliqué que les dirigeants en Inde sont du même avis même s'ils appartiennent à des familles politiques différentes. Cette identité d'opinion sur la déréglementation et la politique d'ouverture des marchés, encouragées par la mondialisation capitaliste, est bien montrée par l'exemple qui suit — parmi beaucoup d'autres.

La loi sur les zones économiques spéciales (zones franches - ZES) a été adoptée à l'unanimité au Parlement le 10 mai 2005 sans aucune voix contre. Ce qui est plus surprenant, c'est que la proposition de loi sur les ZES au Bengale-Occidental a été déposée par le Parti communiste indien (M) dans l'Assemblée de l'Etat et a également été adoptée sans opposition en 2003. Tout le monde sait que les ZES ne peuvent que causer des pertes de revenu pour le gouvernement, une perte de terre agricoles, l'expulsion des pauvres qui y habitent, la perte de leur emploi pour les ouvriers agricoles, la création d'emplois précaires et la non-application du Code du travail en vigueur dans le pays. Pourtant, on s'aperçoit que, non seulement tous les

partis de gouvernement saluent unanimement l'arrivée des ZES, mais les dirigeants des Etats, y compris ceux contrôlés par le PC indien (marxiste), rivalisent entre eux pour faire des offres juteuses aux investisseurs aux dépens de la propriété d'Etat. Des demandes d'approbation de permis d'installer des ZES dans les Etats s'accumulent devant le gouvernement central. Et c'est seulement dans des cas limités, comme à Kalinganagar, dans l'Orissa, Khammam, dans l'Andhra, ou à Singur et Nandigram, dans le Bengale-Occidental, que des populations expulsées sur le plan local ont pu organiser une résistance active au prix de nombreux morts. En relation avec cela, il est important de noter que les luttes courageuses à Singur et Nandigram ont révélé à tous la face capitaliste du Parti communiste indien (M) et ont fait passer le message contre la position tenue par les partis de gauche selon laquelle il n'existe pas d'alternative. Ils ont aussi réussi à attirer le soutien au combat de beaucoup de groupes et de partis politiques et d'intellectuels. Cependant, aucun des partis dirigeants n'a encore changé de position, pas même les partis de gauche.

D'un côté, l'Inde a un taux de croissance du produit intérieur brut très élevé (environ 9 %), de l'autre, l'inflation a aussi atteint son plus haut niveau. De plus, la croissance du PIB n'a pas réduit les problèmes des inégalités et de la faim, ni ceux du chômage. Dans le seul Bengale-Occidental, on enregistre 7 millions de chômeurs. Ces 18 dernières années, on a perdu 80 000 emplois de fonctionnaires et la perte des emplois dans le privé se chiffre à 1 270 000. Durant la même période, 29 000 petites entreprises et entreprises agricoles ont fermé, avec, à la clé, une perte de 4 000 000 d'emplois supplémentaires. De plus, l'Etat du Bengale-Occidental souffre d'un déficit concernant certaines récoltes.

L'ensemble de la population fait l'amère expérience d'une croissance qui ne crée pas d'emplois, de la crise alimentaire, de la précarisation de l'emploi et des moyens de subsistance, de l'absence d'application du Code du travail, de la fermeture des petites et moyennes entreprises, de la chute des actions, des inégalités croissantes et de la famine, du

déséquilibre du budget de l'Etat, de la croissance de la dette externe, de la corruption galopante, etc. Et, finalement, en voyant que les gens résistent à ceux qui veulent accaparer leur terre, elle se demande comment le Parti communiste indien (M) peut faire coïncider sa position avec la philosophie marxiste. Le « Chief Minister » (chef du gouvernement de l'Etat) du Bengale-Occidental et dirigeant du PCI (M), Buddhadeh Bhattacharya, et les autres membres du bureau politique de ce parti ont déclaré de façon tout à fait claire que, pour que la révolution prolétarienne ait lieu dans un pays comme l'Inde, la condition première était que le capita-

lisme se développe pleinement. Selon eux, l'exploitation capitaliste et l'expulsion des paysans des terres qui les font vivre sont une condition préalable pour la révolution prolétarienne.

Il semble que le docteur Singh au gouvernement central, Buddhadeh au Bengale-Occidental et Modi au Gujarat (1), qui appartiennent à trois familles politiques différentes, semblent destinés à suivre une seule et même orientation, celle du prétendu développement capitaliste.

(1) Dirigeant du BJP, le parti hindouiste. Chief Minister du Gujarat, il a été associé aux pogromes qui coûtèrent la vie à 2 000 musulmans indiens.

## ... en Inde

### Par N. Vasudevan

La crise financière mondiale et la récession auxquelles personne ne s'attendait, et qui frappent depuis octobre 2008, ont touché l'Inde de multiples façons. Depuis 2005, le PIB augmentait régulièrement à l'allure de 9 %.

Il n'y a pas que le PIB qui est affecté. Les conditions d'existence déjà difficiles de l'homme de la rue, ainsi que son avenir sont désormais menacés.

Selon les prédictions des experts, il est probable qu'en 2008-2009 la croissance du PIB n'excède pas 7 %. En Inde, la crise économique mondiale a sérieusement frappé la quasi-totalité des secteurs, dont le secteur manufacturier, l'immobilier, l'aviation commerciale, le secteur de l'information et de la technologie, le secteur hospitalier et les exportations. A l'heure actuelle, aucun secteur n'est épargné. On s'attend à une croissance du PIB de 3,9 % en 2009-2010.

La compagnie aérienne privée Jet Air a été la première à annoncer d'un jour à l'autre la suppression de 2 900 postes parmi son personnel navigant, ce qui a révélé la réalité de la crise mondiale au public indien. Les jeunes pilotes et le personnel navigant commercial qui avaient dépensé une fortune pour obtenir leur licence et une formation leur permettant

d'accéder à l'aviation vont de désillusion en désillusion.

L'Alliance progressiste unifiée (United Progressive Alliance – UPA), la coalition gouvernementale à l'échelle fédérale dirigée par le Parti du Congrès, s'était d'abord vanté du fait que la crise aux Etats-Unis n'affecterait pas l'Inde dans la mesure où celle-ci avait toujours réussi à réguler son économie et avait pris les mesures nécessaires pour sauvegarder les bases de son secteur d'affaires, mais aussi parce que le fort ancrage national de l'économie la protégerait des pressions extérieures.

Experts et analystes du milieu des affaires et de l'économie indienne n'ont cessé de prédire un avenir allant d'un tableau d'opportunités peint en rose jusqu'aux catastrophes les plus sombres dans un futur proche.

On nous a d'abord dit que la crise se limitait aux secteurs financiers. Alors que les grandes banques et les institutions financières comme Lehman Brothers et AIG, ainsi que beaucoup d'autres, faisaient banqueroute aux Etats-Unis, l'onde de choc a frappé la Bourse indienne, la plongeant dans les ténèbres.

Les investissements étrangers directs en Inde ont commencé à chuter. Les spé-

culateurs des Etats-Unis et des pays d'Europe occidentale qui avaient investi en Inde lors du boom de la Bourse indienne ont fini par retirer leur argent par désespoir. La panique a conduit l'indice boursier indien Sensex, qui atteignait les 20 000 points début octobre, à s'effondrer à 10 000 points en décembre 2008.

La décision prise par les institutions financières de tout mettre en œuvre pour protéger leur position financière, reliée à leur décision de fermer immédiatement le robinet du crédit, a immédiatement affecté le marché de l'immobilier. Les nouveaux projets ont été bloqués.

Le ralentissement économique a sérieusement affecté le marché immobilier. Les prix ont chuté de 30 à 40 % et, pour autant, personne n'achète. Dans la mesure où les travailleurs de la construction appartiennent au secteur non syndicalisé, nous ne disposons d'aucune estimation du nombre d'emplois supprimés.

Selon les calculs les plus optimistes, le ralentissement économique doit être à l'origine de la perte d'environ deux millions d'emplois en Inde.

La Banque fédérale a pris plusieurs mesures visant à renforcer les marchés financiers. Par ailleurs, la première semaine de décembre, le gouvernement indien a annoncé qu'avant avril prochain il engagerait des dépenses additionnelles consacrées aux infrastructures et qu'à cette fin un ensemble de mesures d'incitation fiscale à hauteur de 4 milliards de dollar était prévu afin de stimuler le marché. Certaines de ces infrastructures sont indispensables à la tenue des Jeux du Commonwealth en 2010, en Inde. Avec les mesures d'incitation fiscale, une réduction de 4 % des impôts indirects a également été annoncée.

Cette réduction des impôts indirects dégagerait 2 milliards de dollars supplémentaires en faveur de l'industrie afin de donner un coup de fouet aux exportations. Telles sont les mesures de sauvetage prises jusqu'à maintenant en Inde.

Le gouvernement fédéral a réduit les taxes pour l'industrie manufacturière et sur le kérosène. Mais ni l'industrie manufacturière ni l'aviation civile n'ont répercuté cette baisse sur les consommateurs. Ainsi, seule l'industrie a bénéficié de la baisse.

Les produits les plus exportés d'Inde sont les pierres précieuses, les bijoux, le textile et les produits pétroliers.

La part prise par l'exportation de produits manufacturés est négligeable. Cependant, tout retard pris, dans ce secteur, sur les exportations affecte sérieusement la survie d'une industrie déjà précaire, ainsi que les travailleurs qui y sont employés.

La crise américaine a eu un impact direct sur l'emploi dans le secteur informatique, le télé-secrétariat, ainsi que les centres d'appel. Une estimation optimiste montre qu'au moins un demi-million d'emplois ont été supprimés dans ce secteur depuis octobre et que d'autres suppressions d'emplois sont à prévoir. Les salaires étaient relativement plus élevés dans ces secteurs. Les propriétaires des entreprises négocient désormais des réductions de salaires. On connaît également des tentatives de réductions de salaires dans l'aviation civile.

De la même manière, l'industrie automobile florissante en Inde connaît un fort ralentissement.

La production a été réduite de moitié. L'exportation d'automobiles et de pièces de rechange a été sérieusement touchée.

Une usine italienne produisant des pièces de rechange a décidé de fermer en licenciant 300 ouvriers à Noida, près de New Delhi. Les travailleurs ayant perdu leur emploi ont pénétré de force dans l'usine, et lorsque le directeur italien a tenté de justifier la décision de la direction, cela a donné lieu à une éruption de violence qui a coûté la vie du directeur et à ses deux collègues.

Tata Motors a fermé des usines dans les villes de Jamshedpur et Pune, jetant à la rue des milliers de travailleurs. Les compagnies de construction automobile étrangères ont réduit leur production en raison du fait qu'il n'y avait pratiquement plus de commandes, notamment à l'exportation.

Les raisons que l'on donne pour expliquer cet effondrement sont l'accumulation des stocks et les investissements dans des projets d'extension.

La tragédie à laquelle l'Inde est confrontée est double. Parallèlement à la

crise économique et à la récession qui a commencé, l'Inde est confrontée à des problèmes de sécurité découlant des attaques terroristes qui ont joué un rôle majeur en affectant l'industrie. Les attentats réguliers à la bombe tuant des innocents ont touché le secteur du tourisme, qui emploie 6,8 millions de personnes.

Depuis janvier 2008, pratiquement chaque mois, il y a eu des attentats faisant des victimes innocentes dans les destinations fréquentées par les touristes ou les hommes d'affaires telles que Amritsar, Jaipur, Varanasi, Hyderabad, Bangalore, Ahmedabad et Bombay. Le ralentissement du tourisme a touché les secteurs du voyage et des transports, les secteurs des résidences de vacances et de l'hôtellerie, qui connaissent une baisse de 40 %.

Se saisissant de l'affaire du terrorisme, le gouvernement indien a fait passer, la semaine dernière, une loi sur la prévention des activités illégales et a créé une agence nationale d'investigation à l'image du FBI américain.

Face à la crise économique, les partis au pouvoir ou ceux de l'opposition restent muets. Il n'y a là rien de surprenant dans la mesure où la quasi-totalité des principaux partis politiques d'Inde partagent le pouvoir dans un des Etats dont le pays est composé.

En fait, cela signifie qu'en réalité, il n'y a pas de parti d'opposition. L'opposition vient des secteurs où les partis ne sont pas au pouvoir. Les partis de gauche et les syndicats ne manquent pas de se manifester à l'occasion des manquements du gouvernement fédéral.

Le gouvernement fédéral a suivi une politique économique néo-libérale. A un moment ou un autre, les partis d'opposition ont suivi une politique identique ou soutenu des mesures néo-libérales du gouvernement fédéral. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas de mouvement organisé s'opposant aux suppressions d'emplois et aux réductions de salaires. Les syndicats constituant des appendices des partis politiques, la classe ouvrière n'a pas été en mesure de s'élever en opposition à l'offensive du capital. A travers les institutions financières du secteur privé, les banques, les compagnies d'investissements, les industries manufacturières, les

compagnies multinationales et transnationales n'ont pu résister à la tempête venue des Etats-Unis. Les banques du secteur public, les compagnies d'assurances et les centres de production en Inde ne se sont pas encore écroulés, bien que ces secteurs souffrent également d'une crise systémique.

En fait, la crise fournit une occasion de comprendre le caractère vide du système capitaliste, sa profonde incapacité à fournir une solution à la population et à ses besoins. La faillite et la barbarie dont témoigne la plus grande puissance économique, les Etats-Unis, établissent clairement, d'une manière compréhensible, que le socialisme constitue la seule alternative permettant de garantir la justice sociale à la multitude à l'échelle planétaire. La théorie de la gouvernance mondiale du capital dont on nous a tant rebattu les oreilles est en lambeaux.

Il y a dix ans, ces questions étaient en discussion en raison de la crise financière asiatique. Pour surmonter la crise financière asiatique, le FMI et la Banque mondiale ont débloqué des fonds. Le FMI avait ouvertement admis qu'il n'avait aucune responsabilité sociale. Ce qui est maintenant devenu clair, c'est que le FMI et la Banque mondiale ont misérablement failli en sauvant les capitalistes et leurs gouvernements à cause de l'énorme crise dans la citadelle du capitalisme lui-même.

Tous les discours sur les marchés qui se corrigeaient eux-mêmes sont réduits à néant. Les capitalistes demandant à être sauvés par la trésorerie publique ont montré combien ils étaient pathétiques. Ceux qui s'opposaient à toute forme de régulation et d'intervention gouvernementale dans les affaires implorèrent désormais le gouvernement d'injecter des liquidités afin qu'ils puissent continuer à spéculer et préserver leur richesse au détriment des travailleurs.

On a dit qu'en Inde, les librairies avaient connu une hausse de 80 % des ventes de littérature marxiste et le *Manifeste communiste* connaît un grand succès. C'est une indication réconfortante que le remède à la crise mondiale prend la bonne direction — le socialisme.

## ... en Italie

### Par Lorenzo Varaldo

---

#### DES MILLIONS DE TRAVAILLEURS SANS TRAVAIL, "UNE AVALANCHE EST EN TRAIN DE SURVENIR" (EPIFANI, CGIL)

---

La "crise" de ces derniers mois s'est combinée en Italie à la situation déjà dramatique des deux années écoulées. Déjà, avant l'été, les statistiques rapportaient qu'un tiers des familles italiennes ne parvenaient pas à "boucler le mois". Il s'agissait des dernières semaines du gouvernement Prodi, un gouvernement soutenu pendant deux ans par tous les partis qui se réclament des intérêts des travailleurs, du Parti démocrate au Parti de la refondation communiste et au PdCI jusqu'à Sinistra Critica, un gouvernement qui avait appliqué fidèlement la politique de l'Union européenne et avait voté la guerre, les privatisations et les pires budgets contre les travailleurs. C'est l'application de cette politique qui a porté à nouveau au pouvoir le gouvernement Berlusconi et la droite aux élections d'avril 2008.

Dès sa constitution, le gouvernement Berlusconi a engagé un plan d'attaques sans précédent : suppression de 140 000 postes dans l'enseignement, privatisation de dizaines d'hôpitaux, réduction des budgets de la santé, réductions budgétaires drastiques dans les régions et les communes... Et, dans le même temps, il a décidé de remettre en cause les conventions collectives (contrat national) et a lancé un projet de "réforme" de la Constitution pour aboutir au "fédéralisme", c'est-à-dire à un pas de plus vers la division du pays et la création de "20 petites Italies".

La "crise" de l'été est donc survenue dans cette situation déjà très grave.

Dans le seul Piémont, on estime que "400 000 familles ont été touchées par la crise des prêts (subprimes)", ce qui a amené de très nombreuses familles à devoir renoncer à leur logement, à le vendre et à chercher un appartement plus petit.

Selon le *Volontario Vincenziano*, il y a eu à Turin une augmentation vertigineuse des sans-abri.

*"Il n'était jamais arrivé, dans le passé, que les mères fassent la queue rue de Nizza, le soir, pour prendre des paniers-repas, même pour leurs fils (...). Nous nous sommes presque demandé si les paroisses regardaient... Ensuite, nous avons pris des contacts : les demandes d'aide leur ont à tous été refusées. Ici, c'est vraiment le dernier degré. Du reste, que peut faire une jeune femme seule qui gagne 500 euros en faisant des ménages dans une coopérative où certains s'enrichissent sur le dos des pauvres ?"*  
(*La Stampa*, 12 novembre).

De son côté, Caritas (le Secours catholique) renchérit :

*"Plus d'un Italien sur quatre vit sous le seuil de pauvreté."*

Pendant ce temps, les entreprises, spécialement les petites et moyennes, ferment par dizaines, en laissant sur le pavé des millions de familles. Rien qu'à Turin, depuis cet été, 250 petites et moyennes entreprises ont déjà fermé et 250 autres sont en liquidation.

Toujours à Turin, Michelin (600 travailleurs) a fermé complètement, ainsi que Dayco, pendant que Fiat envoie de nouveau 52 000 travailleurs de la sous-traitance dans toute l'Italie à la "caisse d'intégration" (1) et que Telcom annonce encore 400 licenciements...

Dans la seule zone de Turin, "on prévoit 40 000 emplois perdus du fait de la crise" (*La Stampa*). Le cas de Motorola est significatif. L'entreprise s'est installée à Turin avec un groupe d'entreprises de "haute technologie" et de recherche. Il s'agissait d'une opération dans le cadre de la politique du maire de Turin (Parti démocrate), Chiamparino, qui, depuis quelques années, a fait de la propagande pour "transformer Turin en ville du tertiaire, de la recherche, et non plus de la production". Voilà le résultat : la crise a frappé en premier lieu et précisément ce secteur

---

(1) Caisse d'assurance chômage.

Le secrétaire de la CGIL, Epifani, annonce que le nombre de travailleurs précaires qui perdront leur travail dans les mois à venir "sera de 400 000". Entre-temps, les statistiques annoncent que 180 000 travailleurs de plus ont été indemnisés par la "caisse d'intégration" dans les derniers mois, mais le même secrétaire de la CGIL dénonce le fait que cette caisse est en train d'épuiser son budget, parce que, dans la dernière période, elle a secouru 25 % d'entreprises supplémentaires. Entre-temps toujours, le secrétaire de la CISL, Bonanni, annonce que "900 000 emplois sont en jeu". *La Stampa* titre : "L'automobile s'écroule, en novembre 29,46 % de ventes en moins." Et c'est sur cette base que le directeur de Fiat, Marchionne, a déclaré aux journaux que la vente de Fiat redevient une possibilité.

---

### UN PLAN DE SAUVETAGE POUR LES BANQUES

---

Face à cette situation dramatique, le gouvernement s'est immédiatement aligné sur les directives de l'Union européenne : de l'argent pour les banques, pour les spéculateurs, mais aucun retrait des plans de suppression de postes dans l'enseignement, de coupes dans les régions et les communes, de fermetures d'hôpitaux. Aucune interdiction des licenciements, aucune augmentation des salaires.

Le 19 novembre, *La Stampa* titrait : "Pour les banques, 15 milliards disponibles." Le plan global, toujours selon ce journal, prévoit une intervention de 80 milliards d'euros, à répartir entre la baisse des taxes et des contributions des entreprises, les aides aux banques, les infrastructures et les aides aux familles. Quelques semaines plus tard, le plan "pour les familles" était annoncé avec une très grande propagande médiatique : les familles les plus pauvres, qui ont vraiment des salaires de misère (les retraités à 300 euros par mois, les précaires à 500 euros par mois...) auront une "social card" avec laquelle ils pourront dépenser 40 euros par mois pour l'alimentation ! Il s'agit là d'aumône, de charité pour des familles qui ne peuvent pas se soigner, se vêtir, payer les emprunts.

Mais tandis qu'on alloue ce milliard et demi pour la "social card", des dizaines de milliards sont réservés pour les allègements fiscaux des entreprises (les chiffres donnés par les journaux vont de 10-15 milliards jusqu'à 40, et il est difficile de connaître avec exactitude à combien se montent ces chiffres).

---

### LA CLASSE OUVRIÈRE ITALIENNE EXISTE, S'ORGANISE ET DÉFEND SON UNITÉ

---

La réaction de la classe ouvrière et des travailleurs face à cette crise a été immédiate. Dans toutes les entreprises frappées ont immédiatement surgi les grèves, les manifestations, les meetings... En septembre a éclaté la mobilisation dans l'enseignement, avec des millions d'enseignants, de lycéens et d'étudiants, de parents, de citoyens qui sont descendus dans la rue dans toutes les villes contre les coupes du gouvernement et contre son projet de privatisation complète de l'école et de l'Université. Poussés par cette mobilisation, les syndicats CGIL-CISL-UIL ont appelé le 30 octobre à une grève, qui s'est d'ailleurs révélée la plus grande grève de l'école publique de l'histoire de la République. Des millions de citoyens ont envahi toutes les villes, du nord au sud. A Rome, les autorités ont dû autoriser au moins trois cortèges, non prévus, en plus du cortège principal, pour permettre à la marée énorme de participants de défiler d'une façon ou d'une autre. Dans le même temps, à Milan, 200 000 personnes ont manifesté, à Turin 100 000, à Cagliari 20 000, à Palerme 50 000, à Bologne 30 000... et ainsi dans toutes les villes du pays, même les plus petites, du nord au sud.

Mais l'enseignement n'a pas été le seul secteur de la mobilisation. Poussée par la position de la FIOM (fédération des ouvriers de l'industrie métallurgique) et par les prises de position d'autres fédérations (chimie, fonction publique) contre la destruction du contrat national (2), contre l'accord que la Confindustria veut signer

---

(2) Il existe un contrat national par branche d'activité. Ces contrats confèrent les mêmes droits aux travailleurs du nord et du sud de l'Italie. Ils constituent une conquête principale pour la classe ouvrière italienne.

avec les syndicats pour faire un pas décisif dans cette direction, la CGIL a appelé à une grève générale “contre la crise” le 12 décembre : 200 000 travailleurs ont manifesté à Bologne, manifestation où s’est exprimé le dirigeant de la CGIL, Epifani, 50 000 à Turin, 30 000 à Rome... Dans toute l’Italie sont descendus dans la rue un million et demi de travailleurs. A Turin, un secrétaire national de la CGIL a ouvert ainsi son discours :

*“Ce que je peux assurer, c’est que la CGIL se battra jusqu’au bout pour que les travailleurs ne paient pas cette crise.”*

Il s’agit donc d’une énorme volonté de résister, de se mobiliser, de se battre.

La CGIL, nous l’avons vu, a appelé à la grève générale. L’an passé, elle s’était assise à la table des négociations pour le “nouveau” modèle contractuel, qui, en fait, est un pas important vers la destruction du contrat national. En novembre, la CISL et l’UIL ont signé un premier accord avec la Confindustria. La CGIL a abandonné la négociation et s’est engagée dans la grève. Il s’agit certainement d’un point d’appui important, comme l’unité réalisée sur l’école le 30 octobre par les confédérations CGIL-CISL-UIL.

Certes, les dirigeants de CGIL demandent une “vraie” concertation, un vrai “pacte pour sauver le pays”, mais, pour l’instant, le fait que la CGIL ait quitté la table des négociations sur la “modernisation du contrat national” et ait appelé à la grève générale le 12 décembre constitue un point d’appui considérable. Cette position est le résultat de la volonté des masses de se défendre, de défendre l’unité du pays, les contrats nationaux, les conquêtes nationales, et donc, avant tout, leurs syndicats.

Tout ce que l’on peut dire, c’est que rien n’est joué.

D’un côté, certainement, les dirigeants ne veulent pas mettre en difficulté le gouvernement parce que cela ouvrirait une crise institutionnelle sans précédent. De l’autre, les mêmes dirigeants (au moins pour ceux de la CGIL, mais dans certains secteurs également ceux de la CISL-UIL) sont amenés à rompre ou au minimum à prendre position contre le gouvernement, en mobilisant et en faisant grève. Il faut

ainsi noter que, par exemple, à Casale — province d’Alessandria —, CGIL-CISL-UIL ont fait une grève générale unie, et à Turin CGIL-CISL-UIL ont pris une position commune contre les licenciements. Ou bien encore que FIM-CISL — métallurgistes — a pris position, avec la FIOM, contre le “nouveau” modèle contractuel. Le secteur des transports (bus, trains) a fait grève par exemple, en novembre, dans l’unité de CGIL-CISL-UIL.

---

### LES APPAREILS DES PARTIS DE “GAUCHE” SE PARTAGENT LES RÔLES

---

Dans cette situation, la politique des appareils des partis qui se réclament des intérêts des travailleurs se résume, à l’inverse, à accompagner les plans du gouvernement et-ou de couverture, ce qui prend de plus en plus la forme de la destruction du mouvement ouvrier organisé.

Le Parti démocrate de Veltroni (3), qui soutient ouvertement l’Union européenne et qui, pendant l’été, était intervenu directement au côtés d’Epifani pour stopper la grève des travailleurs d’Alitalia et sauver le gouvernement, s’exprime clairement : *“Les dépenses publiques doivent être réduites, sans hésitation”*, déclare Veltroni lui-même face aux 2 millions qui manifestent à Rome le 26 septembre, précisément contre la politique de coupes du gouvernement. Et dans le même temps, il annonce :

*“Les coupes dans l’enseignement doivent être seulement de 6 milliards, pas de 8.”*

Sur tous les terrains, le Parti démocrate montre sa disponibilité *“à collaborer avec le gouvernement”*. Dans les régions et dans les communes qu’il administre, le même parti de Veltroni applique fidèlement toutes les coupes. Le Parti de la refondation communiste et le PdCI, après avoir soutenu le gouvernement Prodi pendant deux ans, “ont rompu” avec le Parti démocrate... Mais, dans les faits, ils gouvernent avec ce parti dans les communes et dans les régions où est appliquée la

---

(3) Président du Parti démocrate.

politique de Berlusconi dictée par Bruxelles.

Ces deux partis, exclus avec pertes et fracas du Parlement lors des dernières élections, cherchent par tous les moyens à “reconquérir” leur base, ils vont dans toutes les réunions de prétendus mouvements, adoptent des mots d’ordre “extrêmes”, apparemment en “rupture” avec les politiques du gouvernement et du Parti démocrate. Mais cette démarche apparaît de plus en plus comme une “caricature” pour reconquérir une certaine crédibilité. Car, dans les faits, non seulement ils sont responsables de la situation dans laquelle les travailleurs se trouvent parce qu’ils ont soutenu Prodi, mais ils revendiquent encore aujourd’hui ce choix comme “juste”. Ce serait Prodi qui n’aurait “pas respecté” le programme (programme qui, soit dit en passant, prévoyait dès le début l’application stricte des directives de l’Union européenne, l’application du pacte de stabilité, les privatisations, une nouvelle attaque contre les retraites...).

En aucune façon le Parti de la refondation communiste et le PdCI ne s’expriment contre l’Union européenne. Ils ne demandent pas l’abrogation des traités, ne font pas référence aux directives européennes. Et, dans cette logique, ils ne lancent aucun mot d’ordre pour la défense de l’unité de la République ou contre la “réforme” de la Constitution.

Il y a enfin Sinistra Critica (organisation affiliée au Secrétariat unifié). Elle aussi a soutenu le gouvernement Prodi. Après avoir voté 23 fois la confiance au Sénat avec le sénateur Turigliatto, Sinistra Critica est sortie du Parti de la refondation communiste pour donner naissance à la “Nouvelle Gauche anticapitaliste”. Ici aussi, on entend des mots d’ordre apparemment extrêmes. Toutefois, Sinistra Critica se garde bien de mettre en cause l’Union européenne, après l’avoir soutenue avec le gouvernement Prodi. Le rôle de cette organisation se voit très nettement dans la division et l’émiettement qu’elle organise scientifiquement dans la classe ouvrière.

Par exemple, Sinistra Critica collecte des signatures pour une loi d’initiative populaire, qui, derrière des mots d’ordre extrêmes, propose d’instituer un salaire

interprofessionnel minimum de 1 300 euros. Précisément au moment où la Confindustria, le gouvernement et l’Union européenne sont engagés dans la destruction du contrat national, Sinistra Critica propose donc quelque chose qui va en ce sens : un salaire pour tous (“interprofessionnel”), “minimum”, qui tendrait dans les faits à marginaliser (sinon à éliminer) le contrat national. En second lieu, il est proposé un “salaire social” pour toutes les périodes de chômage. Ainsi, pendant que l’Union européenne et tous les gouvernements proposent un salaire social pour les périodes de chômage, salaire lié au fait de se rendre disponible pour toute activité, quelles que soient les conditions, même en dessous des limites contractuelles, au risque de perdre le droit à ce salaire, Sinistra Critica propose quelque chose de similaire, en acceptant ainsi les licenciements, les “périodes de non-travail”, la “formation tout au long de la vie”, et en portant un autre coup au contrat national. Bref, il s’agit précisément de la logique qu’elle dit combattre avec un langage “radical”, la logique de l’Union européenne.

Mais ce n’est pas tout. Elle va plus loin. Sinistra Critica organise la destruction des syndicats, et en particulier de la CGIL ; dans un document intitulé “*La question syndicale*”, on peut lire :

*“On confirme (...) que la CGIL n’est pas utilisable pour répondre aux exigences des travailleurs (...). Le travail à l’intérieur de ses structures sera donc finalisé non pas pour répondre à une impossible reconquête ni à une cohérente action de classe, mais pour maintenir un contact utile avec les vastes secteurs de masse qui s’organisent en son sein (...), et, d’un autre côté, pour œuvrer à des ruptures d’organisation de masse en direction de la construction d’un syndicat de masse, démocratique et de classe.”*

Des millions de travailleurs s’adressent à la CGIL pour se défendre des attaques et Sinistra Critica déclare que la CGIL est “inutilisable”. Sinistra Critica est donc pour la destruction de la CGIL, volonté à peine voilée par les habituels grands discours sur le “syndicat de classe”. Et, sur cette base, Sinistra Critica soutient les Cobas, les coordinations, le “mouvement”, en incitant les travailleurs, dans

toutes les réunions et les assemblées, à se couper des syndicats, à ne pas se tourner vers les dirigeants et à ne pas se battre pour l'unité. Il s'agit ni plus de ni moins d'organiser la décomposition de la classe ouvrière. Dans les faits, c'est là aussi la politique du Parti communiste des travailleurs, une autre formation d'extrême gauche sortie du Parti de la refondation communiste.

---

### CE QUI EST JEU : L'UNITÉ DE LA NATION

---

Tous les partis de "gauche" s'insèrent donc parfaitement dans le processus de démembrement et de dislocation de la République et de l'unité du pays, soit parce qu'ils soutiennent ouvertement l'Union européenne et les projets de "fédéralisme" du gouvernement (Parti démocrate), soit parce qu'ils en appliquent la politique dans les régions et dans les communes, et ne se battent ni contre la division du pays ni pour la rupture avec l'Union européenne (le Parti de la refondation communiste et le PdCI). Soit encore parce qu'ils travaillent dans les faits pour la destruction des contrats nationaux et des syndicats, en premier lieu de la CGIL, c'est-à-dire de ce qui fonde, dans les faits, l'unité de la classe ouvrière italienne, la seule qui peut nous préserver de la dislocation de la nation (Sinistra Critica et PCdL).

Le processus de destruction de l'unité du pays marque en effet aujourd'hui un saut qualitatif au moment où Chiamparino, maire de Turin, formule pour la première fois et directement l'exigence d'en finir avec les partis organisés sur une base nationale, et ainsi propose de fonder le "Parti démocrate du Nord".

Pour Chiamparino, il s'agit de passer aux actes en détruisant le Parti démocrate comme parti national et en ouvrant la voie à des accords, y compris avec la Ligue (la Lega du Nord de Bossi). Chiamparino déclare :

*"Nous devons construire un parti doté d'autonomie pour concurrencer la Ligue sur le terrain où elle fait le plein de votes : le populisme. Si nous réussissons à passer ainsi, alors oui, un discours*

*d'alliance avec les membres de la Ligue est possible."*

Chiamparino ne fait que pousser à l'extrême les conséquences d'une tendance de toute la politique italienne depuis quinze ans : suivre la Ligue sur le terrain de la division du pays. Mais, jusqu'à présent, cela s'est réalisé au prétexte du "fédéralisme", dans le cadre de partis nationaux, au moins formellement en opposition à la Ligue (nous le répétons, formellement). Aujourd'hui, il faut dire clairement que répondre à la Ligue sur le terrain de la Ligue, c'est pousser à fond les processus de division de la République. Et pour cela, il y a des disponibilités à des alliances avec la Ligue même.

Le jour suivant, Chiamparino précise que ce qui est demandé est une autonomie politique totale "*sur des alliances politiques locales, les programmes, les candidatures et l'organisation de parti*". Dans les faits, donc, un vrai parti indépendant du Nord.

Tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, se situent sur ce terrain n'ouvrent-ils pas dans les faits la perspective des "20 petites Italies opposées entre elles", qu'on insère dans la tendance mondiale à la destruction des nations et à la guerre ?

Le contrat national, c'est l'unité de la classe ouvrière du nord au sud du pays. La défense du contrat national et celle de l'unité de l'Italie sont étroitement liées.

---

### CONSTRUIRE LA SECTION ITALIENNE, INTERVENIR DANS LA LUTTE DES CLASSES, NOUS REGROUPER POUR UN PARTI INDÉPENDANT QUI ROMPE AVEC L'UNION EUROPÉENNE

---

Dans cette situation, notre politique est orientée sur deux directions. D'un côté, il y a l'intervention directe dans la bataille de classe, à partir de l'école où nous jouons un rôle important et reconnu au niveau national, rôle qui a beaucoup aidé la construction de l'unité pour la grève du 30 octobre. Notre intervention a lieu aussi dans les syndicats, contre la destruction du contrat national, pour la défense des

conquêtes, pour la défense de l'indépendance des organisations.

Sur un plan politique, la question se concentre autour de deux questions : quel plan pour sauver le pays, les travailleurs, la population ? Et qui représente les travailleurs dans cette situation ?

Nous disons : les travailleurs, la population ont besoin d'un plan d'"urgence", un plan pour le retrait de toutes les coupes, pour l'interdiction de tous les licenciements, pour la défense des hôpitaux, pour l'abrogation de toutes les réformes destructives, à commencer par celles sur les retraites et le travail qui ont mené à la précarité et à la pauvreté des millions de personnes, avec une perspective de salaires et de retraites d'un montant de 500 à 600 euro par mois. Nous avons besoin d'arrêter le processus de démembrement de la République, et donc de défendre les contrats nationaux, l'école nationale, revenir à une santé nationale... Mais un tel plan est, évidemment, en contradiction avec l'Union européenne.

D'autre part, nous remarquons que tous les partis qui disent parler au nom des travailleurs appliquent ou couvrent (après l'avoir appliquée) une politique qui nous porte au désastre. Ce qui manque en Italie, n'est-ce donc pas un vrai parti des travailleurs indépendant ?

Voilà deux ans et demi, en présentant à Turin la liste "Démocratie et services publics, unité de la République, non à l'Union européenne", nous avons fait un premier pas pour ouvrir cette discussion et commencer à regrouper les personnes, les

militants, les travailleurs qui cherchent une issue et qui se posent le problème d'une représentation indépendante de la classe ouvrière et des travailleurs. Sur cette voie, la section italienne de la IV<sup>e</sup> Internationale est aujourd'hui amenée à poser d'une façon plus ouverte et directe la question du parti et des pas en avant à faire pour avancer dans cette direction, bien conscients qu'un parti ne se proclame pas du jour au lendemain. Mais il est nécessaire d'élargir le regroupement et la discussion sur cette question, en définissant les formes d'organisation transitoires qui puissent nous permettre de faire des pas en avant.

C'est dans ce contexte que, le 13 décembre, s'est réunie à Turin l'assemblée générale du "Comité national démocratie et services publics, unité de la République, non à l'Union européenne", dans le cadre de la préparation de la conférence européenne des 7 et 8 février 2009.

Plus que jamais, dans ce processus de transition vers le parti des travailleurs et devant un grand nombre de personnes qui cherchent une voie et se retrouvent sans aucune représentation politique (en particulier après l'expérience du gouvernement Prodi, les positions du Parti démocrate, la défaite du Parti de la refondation communiste, du PdCI, la politique de Sinistra Critica), la question essentielle qui est posée, c'est celle de la construction de la section italienne, qui, aujourd'hui, se concentre dans une campagne de présentation et de formation de la IV<sup>e</sup> Internationale autour de la préparation du Septième Congrès mondial.

## ... au Mexique

Par Luis Vasquez

---

### AU BORD DE LA DISLOCATION

---

Quatorze années d'application du traité de libre commerce avec les Etats-Unis et le Canada (TLCAN) ont eu pour effet le démantèlement de l'industrie nationale et d'un secteur de l'agriculture. Cet affaiblis-

sement de l'économie a engendré un énorme développement de l'émigration vers les Etats-Unis. Pendant les six années du gouvernement de Vicente Fox (2000-2006), un demi-million de personnes par an ont réussi à traverser la frontière "sans-papiers", parmi les dizaines et dizaines de milliers qui ont essayé de le faire, ce qui équivaut à 3 millions de migrants. Le

nombre actuel de Mexicains “sans-papiers” aux Etats-Unis atteint déjà 7 à 8 millions. Une autre conséquence du TLCAN est l’énorme développement de la prétendue “économie informelle” (des millions de Mexicains vendent dans la rue toutes sortes de babioles) et le boom du narcotrafic et des “cartels” de la drogue.

Avec l’éclatement de la crise économique mondiale et la politique d’abandon total des intérêts nationaux menée par le PRI-PAN (1), l’affaiblissement économique du pays tend à se transformer en une véritable implosion économique et sociale. Du point de vue de l’équilibre de la balance commerciale, pendant ces quatorze années de TLCAN, le pays a dépendu, pour l’essentiel, d’une exploitation irrationnelle de sa richesse pétrolière, des fonds envoyés par les millions d’émigrés aux Etats-Unis, du tourisme et de l’industrie des *maquiladoras* (zones franches).

Cependant, en l’espace de quelques mois, le prix du pétrole mexicain (partie intégrante de la spéculation mondiale sur les hydrocarbures) a chuté de 130 dollars à 31,97 dollars (chiffre du 5 décembre 2008), c’est-à-dire une perte de 100 dollars, et ce n’est pas fini. Le budget fédéral pour l’année 2008 — qui dépend à 40 % des revenus pétroliers — est basé sur un calcul avec un prix du baril à 48 dollars, c’est-à-dire 17 dollars au-dessus du prix du marché au cours de ce dernier mois de l’année 2008. D’autre part, les fonds envoyés par les migrants au courant du mois d’août ont baissé de 12 % et l’on prévoit que la baisse atteindra 15 à 20 % à la fin de l’année. En ce qui concerne le tourisme, des signes de baisse d’activité se font sentir, en raison de la crise aux Etats-Unis et du développement de la violence criminelle liée au narcotrafic (2) dans le pays. De même, les entreprises *maquiladoras* commencent à quitter le pays à la recherche de salaires encore plus bas que ceux du Mexique.

Pour autant, ces conditions de catastrophe économique n’arrêtent pas le régime du PRI-PAN dans la poursuite de sa politique de livraison des intérêts économiques nationaux aux mains des entreprises impérialistes. Les Chambres de députés illégitimes ont voté 7 projets de loi (3) en novembre dernier, sans aller

jusqu’au bout dans la livraison de PEMEX aux entreprises impérialistes — étant donné la forte résistance du peuple mexicain —, mais ouvrant de larges brèches pour le développement de la privatisation de l’entreprise pétrolière. Il s’agit d’un véritable coup contre la souveraineté nationale. D’autres coups durs, contre la nation et les conquêtes des masses travailleuses, ont été portés par le gouvernement de Felipe Calderon tout le long de l’année 2008 : l’ouverture totale du marché des céréales aux entreprises des Etats-Unis et du Canada, comme l’exige le TLCAN, le démantèlement des retraites par répartition et basées sur la solidarité de l’Institut de la Sécurité sociale (ISSSTE) pour les fonctionnaires, une contre-réforme de l’éducation (l’ACE, ou Alliance pour la qualité de l’enseignement), qui cherche à fermer les écoles normales, impulse le “salaire au mérite” qui détruit les traitements, amène à la dislocation des conventions collectives nationales et permet l’entrée du capital dans les écoles primaires. Aujourd’hui, le gouvernement Calderon prépare une contre-réforme du travail — dont l’application est déjà commencée en pratique avec le syndicat des mines —, qui signifie la destruction des syndicats qui résistent à la

(1) Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui s’est constitué en 1929 et qui a détenu la présidence du gouvernement du pays jusqu’en 2000, année où celle-ci lui a été reprise par le PAN. Le PRI a été constitué par les dirigeants bourgeois de la révolution démocratique et paysanne qu’a connue le pays dans la première décennie du XXe siècle, révolution qui est restée inachevée. Le Parti d’action nationale (PAN), parti catholique, s’est constitué en 1939 en réaction contre la nationalisation du pétrole mise en œuvre par Lazaro Cardenas en 1938. Aujourd’hui, PRI et PAN développent pour l’essentiel la même politique de soumission à l’impérialisme.

(2) En deux années de gouvernement de Felipe Calderon, gouvernement issu de la fraude électorale en 2006, on atteint à ce jour 7 000 *assassinats de la part des bandes liées à la drogue*. Il s’agit pour une bonne part des mafieux eux-mêmes, mais aussi de soldats, de policiers, de chefs de police et de personnes innocentes. A cela s’ajoutent les personnes séquestrées (avec demande de rançon) et assassinées, y compris parmi les enfants de l’oligarchie mexicaine.

(3) Nous trouvons, parmi ces initiatives, l’autorisation d’entrée du secteur privé dans l’exploitation et la production des hydrocarbures, la légalisation des contrats dits de “services multiples” qui fonctionnaient jusqu’à maintenant en marge de la Constitution.

“nouvelle politique du travail” et la destruction des conventions collectives, c’est-à-dire la négation des conventions 89 et 98 de l’OIT.

Pour 2009, les perspectives sont encore plus brutales. Les experts parlent d’une croissance de 0,4 % et López Obrador signale qu’elle sera de 0 %, c’est-à-dire qu’il n’y aura pas la moindre croissance. Une croissance de 0,4 % signifie que ne seront créés que quelques milliers d’emplois par rapport à un besoin de 1,2 million d’emplois pour la nouvelle génération qui arrive l’année prochaine sur le marché du travail. La jeunesse sera donc jetée dans l’économie informelle, dans la criminalité, dans la misère. Les banques étrangères (4) (95 % du système bancaire et financier sont entre les mains d’entreprises étrangères) ont accumulé un “portefeuille de dettes arrivées à échéance” qui est en cours d’explosion en raison de la crise et de la spéculation, de telle sorte qu’on parle déjà d’un “nouveau sauvetage” des spéculateurs comme celui qui a été réalisé par le gouvernement du PRI en 1994 (5).

En ce moment même, le nouveau directeur de la Banque du commerce extérieur, banque d’Etat, dit avoir à sa disposition environ 15 milliards de dollars pour sauver dans l’immédiat les entreprises privées (comprenez étrangères). Il faut ajouter que la Banque du Mexique a mis à disposition des spéculateurs (les quatre ou cinq banques les plus importantes du pays) 14 milliards de dollars — 17 % des réserves internationales de la nation, accumulées ces dernières années grâce à l’exploitation pétrolière — dans les jours et les semaines qui ont suivi le 4 octobre 2008, au nom de la défense du peso mexicain, ce qui n’a bien sûr pas empêché une dévaluation de plus de 25 % du peso en quelques jours. Le pays est donc au bord d’une catastrophe sans précédent.

---

**LA POPULATION LABORIEUSE  
RÉSISTE, LE PEUPLE DIT :  
LA PATRIE N’EST PAS À VENDRE,  
LA PATRIE EST À DÉFENDRE !**

---

La résistance de la population laborieuse s’est manifestée tout au long de ces

dernières années. Rappelons les mobilisations de plus d’un million de personnes contre la fraude électorale en 2006, mouvement qui a été à l’origine de la création de la Convention nationale démocratique. Cette année même, en 2008, nous avons assisté à des mobilisations de dizaines de milliers de personnes à l’appel de López Obrador pour la défense du pétrole. Nous avons connu également les luttes des professeurs de l’enseignement primaire et d’autres fonctionnaires publics pour la défense du régime solidaire de retraites. Ces dernières semaines, nous avons assisté à des grèves, des manifestations, des occupations de bâtiments publics par de nouveaux contingents de professeurs pour la défense de l’enseignement public, contre l’ACE. Le syndicat des mines est sur le pied de guerre. Trois centres miniers sont en grève depuis plus d’un an, non pas à cause d’un “radicalisme infantile”, mais parce que c’est l’existence de la convention collective et du syndicat qui est en jeu. Au sein même de PEMEX, des techniciens et des professionnels du pétrole ont engagé un combat pour la liberté syndicale et pour la défense de l’entreprise nationale. Ce combat a entraîné la répression, avec des licenciements pour beaucoup d’entre eux.

Ces luttes des travailleurs ont abouti jusqu’à maintenant à arrêter, dans une certaine mesure, l’offensive du régime. Le mouvement national pour la défense du pétrole sur l’initiative de López Obrador et des organisations qui l’ont soutenu — dont la nôtre — a empêché les projets de privatisation d’aller à leur terme. En ce qui concerne le système individualisé de retraites, seulement 14 % des travailleurs liés à l’ISSSTE l’ont accepté, ce qui entraîne la non-viabilité financière de ce système. C’est un échec du gouvernement Calderon. Par rapport à l’ACE, le mouve-

(4) En novembre 2008, la banque espagnole Santander a imputé à ses clients en possession d’une carte de crédit classique un intérêt de 100,99 %. Un pourcentage comparable — selon un journaliste de *La Jornada* — à l’inflation accumulée au Mexique depuis dix ans et neuf mois. De novembre 2007 à novembre 2008, les taux d’intérêt ont augmenté de plus de 79 %. Les autres banques encaissent des intérêts proches de ceux de la banque Santander.

(5) Le coût du sauvetage en 1994 a été d’environ 100 milliards de dollars (1 100 milliards de pesos mexicains).

ment des enseignants a obligé plusieurs gouverneurs du pays à réviser ou à la rejeter. C'est encore un échec du gouvernement usurpateur. Le combat pour l'abrogation de toutes les mesures destructrices de la nation et des droits des travailleurs doit continuer, et il va continuer. Mais la pression de l'impérialisme et de l'oligarchie "sécessionniste" va s'accroître pour que toutes les contre-réformes aillent jusqu'à leur terme.

---

### LE RÔLE DU PRD ET SA DÉCOMPOSITION

---

Pour de larges secteurs de la population, le rôle joué par la direction officielle du PRD (6) apparaît aujourd'hui clairement. Les sénateurs et les députés qui appartiennent au courant du président de ce parti, Jesús Ortega, ont voté en faveur des projets de privatisation de PEMEX. Ces voix du PRD n'étaient pas nécessaires au PRI-PAN pour avoir — avec leurs petits partis satellites — la majorité dans les chambres illégitimes. Le vote des partisans d'Ortega cherchait à donner une légitimité au gouvernement et un soutien politique à sa politique de renonciation à la souveraineté nationale. Cela a accéléré la crise de décomposition de ce parti, qui avait attiré à lui 15 millions de personnes lors de l'élection de 2006, avec la candidature de López Obrador et sa position de résistance à la politique sécessionniste du régime. Dans différents Etats du pays, le mécontentement des militants et de la base électorale arrive à un tel degré qu'ils proposent la désaffiliation massive et refusent de voter pour ce parti l'année prochaine, lors des élections intermédiaires.

Les différents "courants" du PRD, qui, avec des nuances, soutiennent et s'appuient sur López Obrador, tentent de contenir cependant ce processus de désaffiliation et de rupture. Les deux autres petits partis qui ont constitué le Front ample progressiste (FAP) avec le PRD lors de l'élection de 2006 essaient de capitaliser le processus de rupture qui se développe au sein de la base militante, mais surtout dans la base électorale du PRD.

De son côté, Obrador réorganise le Mouvement national pour la défense du

pétrole en le transformant, en réponse aux conséquences de la crise économique, en un Mouvement pour la défense du pétrole, de l'économie populaire et de la souveraineté nationale.

Il a déclaré que c'est la défense de l'économie populaire, dévastée par la crise, qui est fondamentale en ce moment, et pas les élections intermédiaires de 2009. Cependant, il garde en même temps le silence sur la crise profonde qui secoue son parti, sur les positions politiques prises par Jesús Ortega et ses partisans, et sur la lutte qui se déroule à l'intérieur de ce parti autour des candidatures et des postes éligibles l'année prochaine.

L'aspiration à rompre avec le PRD, la nécessité de le faire et de former un parti qui défende le pétrole et l'économie populaire, c'est-à-dire les salaires, l'emploi, le prix des ressources énergétiques, apparaît de plus en plus clairement dans l'esprit de dizaines de milliers de partisans d'Obrador. Naturellement, une autre couche nourrie par les courants du PRD qui s'appuient sur Obrador pense qu'il est possible de "reconstruire" le PRD avec l'expulsion de Jesús Ortega et de ses partisans.

Un parti où cohabitent ceux qui appuient la privatisation de PEMEX et ceux qui ont voté contre les projets de privatisation ne peut bien sûr finir que par se décomposer et appuyer la politique du régime, c'est-à-dire les intérêts des entreprises impérialistes.

---

### POUR UNE REPRÉSENTATION POLITIQUE DE TOUS CEUX QUI DÉFENDENT LA SOUVERAINETÉ NATIONALE ET LES DROITS DE LA POPULATION LABORIEUSE

---

C'est dans ces conditions que l'organisation trotskyste, dans une initiative de

---

(6) Le Parti de la révolution démocratique (PRD) a été fondé par C. Cárdenas, fils du président Lázaro Cárdenas, pour dévier le mouvement de résistance qui se dressait contre la fraude électorale perpétrée par le régime en 1988. Se sont unis au PRD les groupes qui provenaient de l'ancien parti stalinien mexicain et des groupes provenant du maoïsme, en plus de secteurs mécontents du PRI. Pour des

front unique avec des dirigeants syndicaux et des travailleurs, s'adresse par une lettre ouverte (7) à López Obrador, aux sénateurs et aux députés qui ont voté contre les projets de privatisation du pétrole dans les chambres illégitimes. Cette lettre affirme :

*“Tous ceux qui sont favorables à la privatisation sont représentés politiquement par le PAN et le PRI, ainsi que par les députés et les sénateurs qui ont voté en faveur de la privatisation de PEMEX. En revanche, il n’y a pas de représentation politique de tous ceux qui défendent le caractère national de l’entreprise de pétrole, de nous tous qui avons manifesté contre toute forme de privatisation du pétrole et pour la défense de la souveraineté nationale, des droits du travail et des droits sociaux de la population laborieuse des villes et des campagnes.”*

Nous nous adressons à López Obrador parce que nous considérons que le chemin le plus économique, pour construire ce parti de masses que réclame le peuple, serait que ce dirigeant, rompant avec le PRD, ouvre un large dialogue sur le parti dont la nation et la population laborieuse ont besoin en faisant appel aux millions de travailleurs des villes et des campagnes qui placent en lui leurs illusions.

Nous cherchons en même temps à nourrir ce besoin au sein des masses travailleuses et à faire des pas pratiques vers ce parti qui ne peut être pour nous, qu'un parti de classe, un parti indépendant. Nous organisons le 15 février 2009 une initiative de front unique, une conférence nationale pour discuter de quel parti ont besoin la nation mexicaine et la population laborieuse du Mexique. Nous remettrons ce jour à López Obrador les milliers de

signatures qui auront été recueillies. Nous publions un bulletin de discussion politique.

Nous expliquons que le parti dont la nation et la population laborieuse ont besoin est un parti pour combattre pour l'abrogation des contre-réformes sur le pétrole, un parti pour combattre pour la renationalisation de la banque et de toutes les entreprises privatisées par les derniers gouvernements du régime du PRI-PAN, un parti pour défendre les salaires et l'emploi qui sont en cours de destruction, un parti pour combattre pour l'abrogation du TLCAN, instrument supra-constitutionnel et destructeur de la nation, un parti qui formule la nécessité d'une Assemblée constituante souveraine. Nous ne posons pas comme condition, pour organiser le débat, l'accord avec le programme que nous proposons comme Parti des travailleurs démocratique indépendant (PTDI), organisation en cours de formation. Nous soutenons les déclarations d'Obrador. En ce moment, l'essentiel est la défense de la souveraineté nationale, du pétrole et de l'économie populaire. Quel parti peut le mener à bien et être conséquent avec ces objectifs ?

---

couches importantes de la population, le PRD est apparu à ce moment comme le parti de la “gauche”, comme un parti pour le changement, parti nationaliste bourgeois. Dès le début, cependant, la légalisation du PRD a été le produit d'un compromis non écrit de C. Cárdenas avec le gouvernement imposé par la fraude, le gouvernement Salinas de Gortari : arrêter le mouvement de résistance contre la fraude en échange de la légalisation du parti.

(7) Cette lettre est soutenue par des dirigeants mineurs, des conducteurs de la Exruta-100, des dirigeants des organisations paysannes, des délégués syndicaux, des travailleurs.

## ... au Pakistan

### Par Samina

L'économie pakistanaise est maintenant en chute libre. L'inflation atteint un niveau sans précédent. Le commerce extérieur est en déficit. Tous les indicateurs macro-économiques sont dans le rouge. Tout cela prouve que le capitalisme pakistanais déliquescence est mortellement atteint. L'économie est au bord d'une

récession brutale qu'accentue la crise mondiale. La décomposition va bien au-delà des dépassements budgétaires et des déficits des comptes courants. L'économie du Pakistan est frappée de plein fouet par l'inflation galopante mondiale des prix du pétrole et des ressources alimentaires. Elle est également confrontée à

l'insuffisance énergétique, la fuite des capitaux, la stagnation des exportations, la chute des réserves de change, à une dévaluation accélérée de sa monnaie et au déclin des investissements. Une fois de plus, ce sont les masses laborieuses déjà paupérisées du Pakistan qui vont supporter le poids de cette crise du capitalisme.

Selon les rapports officiels du Programme alimentaire mondial, plus de la moitié des 170 millions de Pakistanais ont déjà des problèmes pour se nourrir du fait d'une hausse des prix brutale. Selon ces rapports, dès le mois de mars, le nombre de ceux qui sont "sous-alimentés" était passé de 60 à 70 millions. Depuis la mise en place du gouvernement conduit par le Pakistan Peoples Party (PPP), l'insécurité alimentaire a pris des proportions épouvantables.

Le rapport note :

*"Il a un gouffre entre l'augmentation des prix et celle des salaires... Le pouvoir d'achat des plus pauvres a diminué de pratiquement 60 %."*

Selon l'UNICEF, 200 000 enfants meurent chaque année de dysenterie, diarrhée, typhoïde et gastro-entérite par manque d'eau potable. Parmi les 137 pays les plus pauvres de la planète, le Pakistan se trouve au 134<sup>e</sup> rang pour le pourcentage du produit intérieur brut consacré à l'éducation et au 137<sup>e</sup> rang pour celui de la santé ! Et pourtant, le Pakistan est au 11<sup>e</sup> rang des pays importateurs d'armement et d'armes de destruction massive.

Cette crise socio-économique sévère a des conséquences profondes, tant sur l'Etat que sur la situation politique. L'augmentation des actes de violence, de guerre civile et des attentats à la bombe ravage le tissu social du Pakistan. La décomposition accélérée des institutions de l'Etat se reflète dans l'instabilité de la société.

La situation économique et l'injustice prévalant dans le monde du travail contribuent à affaiblir la classe ouvrière. Outre que le chômage a atteint un niveau très élevé, le Code du travail existant ne s'applique qu'à 25 % de la main-d'œuvre. Les travailleurs de l'agriculture, tout comme ceux de la production de tapis, des mines et du secteur informel en sont écartés. En fait, moins de 3,5 % de toute la population laborieuse peuvent se syndiquer. Il

n'y a que 6 751 sections syndicales enregistrées.

C'est le produit de l'ordonnance sur les relations industrielles de 2001 sur les licenciements, qui donne le droit aux employeurs ou au gouvernement de licencier un travailleur sans aucune justification. Les clauses de l'ordonnance de 2002 ont imposé des restrictions à l'activité syndicale dans les chemins de fer et les banques, où les organisations syndicales sont de fait pratiquement interdites.

Le nouveau gouvernement avait annoncé après le départ du général Moucharaff qu'il retirerait l'ordonnance de 2002 et par là lèverait l'interdiction de construire des syndicats ; le salaire minimum devait atteindre 6 000 roupies (soit 85 euros). Or, à l'opposé de cela, il vient de faire voter une nouvelle ordonnance par l'Assemblée nationale, une ordonnance de 2008 appelée Industrial Relation Act (IRA) restreignant encore les libertés des travailleurs et leurs syndicats. Cette ordonnance, adoptée en procédure rapide, est encore plus défavorable aux travailleurs.

Le gouvernement prétend que l'interdiction des syndicats a été levée. Mais, en fait, 70 % des travailleurs pakistanais n'ont toujours pas le droit de s'organiser syndicalement. Ce qui va à l'encontre les conventions 98 et 87 de l'OIT. Nous avons établi la liste des secteurs où la loi autorisant les syndicats ne s'applique pas, et le nombre de travailleurs concernés : les services des gouvernements (provinciaux) : 1 214 600 ; le gouvernement fédéral : 306 434 ; l'agriculture (les eaux et forêts, chasse et pêche) : 20 250 000 ; les travailleurs indépendants : 5 650 000 ; les hôpitaux de dispensaires publics : 180 000 ; les établissements d'enseignement (enseignants) : 653 295 ; les zones économiques spéciales et les secteurs publics spéciaux qui ont trait à cette catégorie : 25 800 ; les documents de la sécurité pakistanaise : 591 ; la compagnie pakistanaise d'impression des documents de la sécurité : 2 517 ; l'usine Wah Ordinance : 30 000 ; le conseil pakistanais de la recherche scientifique et industrielle : 630 ; les autorités chargées du logement des personnels de la défense : 6 340 ; la cellule logistique nationale : 7 000 ; les services civils de la défense : chiffres non disponibles ; le secteur gou-

vernemental des télécommunications : 10 000 ; les personnels de gardiennage et de sécurité : 14 870 ; autres : 1 000 000. Soit au total : 29 352 781.

Ainsi, sur 45 millions de travailleurs, près de 30 millions n'ont pas le droit de se syndiquer. Et même pour ceux qui en avaient le droit, avec cette nouvelle loi, cela devient plus difficile. Pour ne prendre qu'un exemple, les travailleurs de l'Autorité pakistanaise des télécommunications et ceux de la Compagnie nationale de télécommunication avaient davantage de droits avec l'ordonnance de 2002.

En violation de la convention 144 de l'OIT, cette loi a été promulguée sans aucune négociation avec les organisations ouvrières et patronales.

Avec cette loi, le gouvernement va écraser les juridictions du travail (conseils de prud'hommes) en donnant un avantage supplémentaire aux représentants de son parti pour qu'il préside la Commission nationale des relations employeurs employés. En désignant les juges des prud'hommes, il veut transformer les conseils de prud'hommes en tribunaux politiques.

Il est très difficile maintenant d'organiser un syndicat et les syndicats n'ont pas le droit de négocier collectivement. Le patron peut mettre sur pied un accord individuel avec les travailleurs. Il ne peut y avoir de négociation de conventions collectives. On ne peut signer collectivement au nom des travailleurs un accord avec le patron. Les conventions collectives sont virtuellement interdites.

Selon les termes de l'ordonnance 2008 (IRA), les travailleurs en contrat précaire n'ont pas le statut d'employés.

Il existe près de 7 000 syndicats au Pakistan. Selon cette loi, deux syndicats peuvent former une confédération, ce qui va augmenter le nombre des confédérations au Pakistan. La loi encourage les confédérations au niveau provincial.

Cette loi abolit le choix par élections entre deux confédérations, ce qui favorise les syndicats jaunes. Par ailleurs, deux petits syndicats peuvent s'opposer à la construction d'un troisième syndicat.

Les syndicats qui n'obtiennent pas 15 % des suffrages seront interdits, ce qui encourage les syndicats jaunes.

Selon cette loi, lorsqu'il y a malgré tout une convention collective, sa durée ne peut excéder deux ans, ce qui empêche les syndicats de passer des accords au nom des travailleurs.

Les sanctions pour infraction à la loi ne sont pas mentionnées, c'est pourquoi les patrons soutiennent cette loi.

C'est dans ces conditions qu'au moment où l'unité même du Pakistan est menacée par les conflits et la dégradation des conditions de vie ouvrière, des délégués de toutes les régions du pays, représentant tous les syndicats de la All Pakistan Trade Union Federation (APTUF), se retrouvent les 29 et 30 décembre 2008 à Lahore. Se réunissant ensemble, venus du Pendjab, du Sind, du Balûchistân, de la province des frontières du Nord-Ouest, parlant différentes langues, ils affirmeront : nous sommes tous membres du même syndicat. L'unité de la classe ouvrière est un facteur essentiel de maintien de l'unité du pays.

Ce congrès syndical, congrès ouvrier qui unifiera le combat pour l'abolition de l'Industrial Relation Act, est également placé sous le signe de la lutte pour la paix. L'APTUF a lancé un appel en direction de toutes les organisations ouvrières et démocratiques du Pakistan :

*“Les travailleurs du Pakistan ont besoin de la paix, la paix a besoin de l'action de la classe ouvrière.”*

Cet appel, qui a reçu de nombreux soutiens dans toutes les régions du pays et dans de nombreux syndicats, mais également à l'échelle du sous-continent indien et plus largement encore à l'échelle internationale, affirme :

*“Aucun travailleur, paysan, jeune, aucune femme ne peut accepter cette situation. Tous ceux qui vivent et se battent au Pakistan, quels que soient les problèmes auxquels ils sont confrontés et quelles que soient les différences entre eux, ont la capacité de résoudre par eux-mêmes et ensemble les problèmes. Ce ne sont pas les peuples du Pakistan qui veulent la guerre. La violence qui sévit aujourd'hui dans tout le pays ne plonge pas ses racines au sein du Pakistan. Elle vient d'ailleurs. Le peuple du Pakistan veut la paix au Pakistan. Il veut la paix à ses frontières.”*

## ... en Roumanie

### Par Florin Constantin

*“Une crise économique sans précédent dans la période d’après-guerre” : c’est-ce que les médias du monde entier prédisent presque à l’unanimité quand ils font leurs analyses économiques et financières. Peu à peu, les télévisions et les radios, la presse écrite et les sites Internet d’informations roumains ont repris ces analyses, en essayant de les appliquer à la situation du pays. “Il y aura toujours de la croissance dans notre pays, affirment les spécialistes en économie, mais il y aura des effets dans les secteurs qui exportent.” C’est-à-dire qu’en Roumanie, nous n’aurons qu’une crise partielle, donc il n’y a pas de raisons de s’alarmer.*

Quelques jours après, au sud de la péninsule balkanique, dans la Grèce voisine, la jeunesse et la classe ouvrière se dressaient contre 20 années d’application des contre-réformes destructrices de l’Union européenne.

Malgré les propos rassurants de la presse roumaine, certains chiffres publiés par la presse sont très inquiétants. Durant le seul mois d’octobre, la crise a fait 50 000 chômeurs, affirme le président du Conseil national des petites et moyennes entreprises, Ovidiu Nicolescu, dans *Cotidianul* (23 novembre) (1). Et seulement dans les petites et moyennes entreprises, qui ne sont pas parmi les grands exportateurs. Il faut ajouter qu’en Roumanie, le mois d’octobre a été le premier mois où les banques ont commencé vraiment à serrer la vis des crédits... En octobre, le gouvernement mesurait tellement mal l’étendue et la profondeur de la crise qu’il annonçait publiquement et pompeusement que les profits boursiers ne seront pas taxés en 2009 (2)...

Au moment de la rédaction de cet article, les chiffres pour novembre n’ont pas encore été publiés. Il n’existe que des estimations et des chiffres locaux, présentés par les entreprises qui mettent au chômage technique ou qui licencient tout simplement. Ainsi, Dacia, après avoir annoncé le dépassement du seuil des 100 000 modèles Logan vendus en

France, a envoyé des milliers de salariés au chômage technique pour plusieurs semaines (avec 85 % du salaire payé par l’employeur, conformément à la loi roumaine). L’entreprise a annoncé la suppression de 620 postes temporaires. ArcelorMittal, à Galati, a procédé de la même façon et envisage maintenant une nouvelle série de licenciements. Déjà, depuis sa privatisation, l’entreprise a réduit de moitié ses effectifs. Les départs se feront sur la base du volontariat. Un ouvrier pourra recevoir jusqu’à 20 000 lei, c’est-à-dire plus de 5 000 euros, comme prime de départ.

Des liquidations d’emplois ont lieu aussi dans le bâtiment, un secteur très touché, comme dans tous les pays, par la crise. Nous ne disposons pas encore de chiffres pour la Roumanie concernant le nombre de chômeurs lié à la crise de l’immobilier. Mais on connaît pourtant le nombre de Roumains qui seront touchés par la crise du bâtiment en Espagne. Une étude (3) rédigée à Madrid par l’université Juan Carlos I<sup>er</sup>, commanditée par l’Agence pour des stratégies gouvernementales de Bucarest, parle de 130 000 chômeurs avant la fin de l’année parmi les Roumains qui vivent en Espagne. Où vont aller tous ces travailleurs ? Apparemment, pas en Roumanie, d’après plusieurs sondages...

Le gouvernement a déjà annoncé des mesures de relance, surtout fiscales, mais avec beaucoup de timidité, car M. Tăriceanu, le Premier ministre, et le Parti national libéral n’ont aucune garantie qu’ils seront toujours au gouvernement après les élections parlementaires du 30 novembre. Le plan présenté en novembre, d’un montant total de 10 milliards d’euros, prévoit d’abord une réduction de 10 % des contributions des patrons au budget des assu-

(1) [http://www.cotidianul.ro/criza\\_a\\_facut\\_50\\_000\\_de\\_someri\\_numai\\_in\\_octombrie-65365.html](http://www.cotidianul.ro/criza_a_facut_50_000_de_someri_numai_in_octombrie-65365.html)

(2) <http://www.mediafax.ro/engleza/romanian-suspends-tax-on-stock-ex>

(3) <http://www.mediafax.ro/engleza/nearly-130-000-romanians-to-lose-jobs-in-spain-by-end-08-report.html?6966;3560355>

rances sociales, qui, en Roumanie, est géré par l'État. Puis, les profits réinvestis dans la création de nouvelles entreprises seront exemptés de taxes. La formule paraît innocente, mais elle cache des possibilités sans limites pour les patrons de ne plus jamais payer d'impôt à l'État.

Bien sûr, dans le même temps, le gouvernement s'est attaqué aux droits des travailleurs et aux retraites. Au prétexte de la crise, Tariceanu a refusé d'appliquer l'augmentation de 50 % des salaires des enseignants, que le Parlement avait pourtant votée à l'unanimité. Le ministre de l'Économie et des Finances, Varujan Vosganian, avait auparavant évoqué le danger d'une vague de revendications similaires du secteur d'État, qui auraient mis en danger la stabilité économique et même le statut de membre de l'Union européenne de la Roumanie (4). Une autre loi déjà votée, reportée maintenant d'une année par le gouvernement (5), prévoyait l'augmentation des revenus pour certaines catégories de retraités qui avaient travaillé dans des conditions difficiles.

Contre ces mesures, les syndicats se sont mobilisés dans des grèves et des manifestations très suivies par les travailleurs. Le président de la CNSLR, Fratia, avait même évoqué la possibilité de la grève générale... mais cela n'a pas duré longtemps. Les sommets des appareils confédéraux ont subi d'énormes pressions aux plans européen et national pour assurer, comme ils disaient, "le climat normal nécessaire au bon déroulement des élections".

Dans ces conditions et dans la confusion qui a suivi les élections parlementaires, les revendications des travailleurs sont en apparence passées au second plan. Pourtant, le début de l'année 2009 s'annonce très chaud. Les enseignants sont toujours déterminés à faire grève si l'augmentation de 50 % des salaires n'est pas appliquée comme le Parlement l'a votée à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2008. Les représentants fédéraux des fonctionnaires publics ont dit qu'ils attendaient la formation d'un nouveau gouvernement pour négocier aussi une augmentation de 50 %. Il y aura donc des mobilisations importantes, au début de l'année, dans le secteur d'État.

Pour le privé, la réaction des travailleurs sera liée surtout à la façon dont les employeurs vont utiliser le prétexte de la crise pour réduire les coûts ou même pour liquider des emplois.

Il est essentiel que les informations liées à de telles mobilisations circulent le plus largement possible et que, sur la base de cet échange d'informations, soit mise au point une réponse politique à la situation.

Dans ce sens, l'Association pour l'émancipation des travailleurs (AEM), l'organisation roumaine membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, a publié en novembre un appel qui, partant de la situation internationale, revenait sur l'expression nationale que la crise a prise en Roumanie, et qui s'arrêtait sur la mobilisation de la classe ouvrière roumaine face à ce défi. L'appel montrait le rôle de la politique de l'Union européenne dans la situation actuelle, et surtout expliquait que

*« les augmentations salariales sont incompatibles avec les politiques de l'Union européenne, qui imposent que l'argent aille plutôt vers la spéculation que vers le travail. Le gouvernement actuel préfère se soumettre aux bureaucraties de Bruxelles au lieu de servir les intérêts des citoyens de la Roumanie. En fait, toutes les politiques appliquées en Roumanie dans les deux dernières décennies, indifféremment des partis qui ont gouverné, ont été imposées soit par les fonctionnaires du FMI, soit par ceux de l'Union européenne, dans le mépris total de la démocratie et des intérêts des Roumains. Ces institutions continuent aujourd'hui à nous donner des "conseils". Voilà pourquoi il n'y a jamais eu assez d'argent pour la santé, pour l'éducation ou pour les retraites, voilà pourquoi des millions d'emplois ont été liquidés, voilà pourquoi des millions de Roumains sont contraints à chercher du travail à l'étranger ».*

L'appel soulignait que "les élections parlementaires du 30 novembre ne pouvaient apporter aucun changement" et que "tous les partis présents dans la com-

(4) <http://www.mediafax.ro/engleza/fin-min-a-50-hike-of-state-employees-wages-endangers-romania-s-eu-membership.html?6966;3256518>

(5) <http://www.mediafax.ro/engleza/romanian-govt-postpones-labor-group-i-ii-pension-hikes.html?6966;3607720>

*pétition électorale font le jeu de l'Union européenne et appliqueront, une fois arrivés au pouvoir, les politiques imposées par Bruxelles".*

Evidemment, le peuple roumain, les travailleurs n'ont pas eu de grands espoirs de changement. Moins de 40 % des électeurs ont voté au niveau national, et, à Bucarest, l'abstention a été de 70 %... Donc, les populations urbaines, en grande majorité des travailleurs, ont voté dans une très petite proportion.

Le document de l'AEM faisait appel *"à la résistance, à l'organisation et à l'action indépendante, aux niveaux national et international, de tous ceux qui se prononcent pour la défense des droits et des intérêts des travailleurs"*. Il était proposé de *"formuler et de soutenir ensemble une plate-forme politique apte à créer un*

*puissant parti ouvrier, une plate-forme qui consacre la rupture avec l'Union européenne, avec l'OTAN, avec les autres institutions du capitalisme mondial"*. Et l'appel concluait :

*"Pour la sortie de la Roumanie de l'Union européenne, pour la dissolution de l'Union européenne ! Contre l'exploitation, contre la guerre ! Pour un Parti des travailleurs !"*

Les réponses n'ont pas tardé. Quelques militants de gauche ont exprimé leur désaccord avec la ligne de rupture avec l'Union européenne. Mais il y a eu aussi des réponses de syndicalistes, surtout de l'automobile, qui, ayant reçu le document, ont établi un lien entre ces arguments politiques et la situation réelle de leurs entreprises, et ont manifesté leur accord avec les propos de l'AEM.

## ... en Suède

Par Jan-Erik Gustafsson

La crise financière mondiale a sérieusement affecté l'économie suédoise. Le produit intérieur brut a été légèrement inférieur à zéro au cours des deux derniers trimestres, ce qui signifie que l'économie suédoise est en récession, selon le Bureau national de la statistique. De plus, la consommation des ménages au cours du troisième trimestre a baissé de 0,2 %. Au cours des 24 dernières années, les chiffres de la consommation n'ont été négatifs qu'à deux reprises.

Jusqu'à cet automne, l'économie suédoise était considérée comme bien portante, les exportations étaient bonnes et les taux d'intérêt étaient au-dessus de 5 %. A la suite de la crise financière et des crédits immobiliers aux Etats-Unis, les premiers symptômes de crise sont apparus dans le secteur bancaire. On a découvert que les quatre principales banques commerciales (Nordea, Handelsbanken, Swedbank et SEB) avaient des avoirs à risques dans les banques d'investissement américaines. Ainsi, la Swedbank a dû dévaluer ses actions après la faillite de Lehman Brothers. De plus, une particularité des quatre banques suédoises, c'est qu'elles ont toutes beaucoup investi dans les Etats

de la Baltique, où elles dominent le secteur bancaire. Mais comme l'économie spéculative des Etats baltes a enregistré des baisses importantes, les économistes, les médias, les emprunteurs et les consommateurs s'interrogent sur la solvabilité de ces banques, et la valeur des actions à la Bourse a rapidement chuté. Selon les médias suédois, l'économiste Dimitrij Smirnov, de l'université de Ventpils, en Lettonie, a été récemment arrêté après avoir publiquement exprimé ses craintes sur la stabilité de la monnaie lettone. Selon le Code pénal letton (article 194), la *"diffusion de fausses informations, oralement, par écrit et par tout autre moyen, sur l'état du système financier"* est un délit. Bien entendu, quand on a appris que les banques suédoises avaient mis en péril les actionnaires et les clients dans une telle situation, la confiance envers les banques a été entamée.

Le 12 novembre, l'Inspection financière suédoise a retiré le permis commercial de Carnegie, la plus grande banque financière. On a appris que Carnegie avait pris des risques exceptionnels et d'une manière illégale en prêtant de grosses sommes d'argent à quelques spéculateurs.

C'est pourquoi la banque a été déclarée en faillite. Elle a été temporairement nationalisée et l'Agence nationale de la dette suédoise (Swedish National Debt Facility) en a pris le contrôle. Beaucoup d'actionnaires ont perdu leurs avoirs, parmi lesquels plusieurs fonds de pension suédois, qui avaient spéculé avec les cotisations de retraite des employeurs suédois. Détail intéressant : il y a un an, Mats Odell, le ministre suédois des Finances, avait embauché des "experts en économie" de Carnegie pour mener à bien la vente des entreprises publiques suédoises sur le marché. Finalement, ces embauches se sont terminées par un scandale de corruption et les experts ont dû être licenciés, ce qui a mis un terme au processus de privatisation. Maintenant, le même ministre a dû prendre la responsabilité gouvernementale de nationaliser l'établissement bancaire.

Ainsi, les conditions chaotiques du secteur bancaire ont conduit à une situation de défiance et de chute rapide du nombre de prêts touchant l'ensemble de l'économie. Pour restaurer le marché du crédit, le gouvernement a garanti 1 515 milliards de couronnes suédoises d'avoirs bancaires entre août 2007 et le 27 novembre 2008, ce qui constitue 49 % du produit intérieur brut de la Suède, contre 15 % dans l'ensemble de l'Union européenne. L'une des conditions de ces garanties accordées par le gouvernement, c'était que les banques baissent volontairement leurs programmes de bonification, mais seule la Swedbank a accepté jusqu'à présent cette condition. De plus, le gouvernement a accordé 395 milliards de prêts à risques et injecté 116 milliards de couronnes de capitaux dans le secteur bancaire.

Un trait de l'économie suédoise, c'est qu'elle ne repose que sur seulement 10 à 20 entreprises suédoises dominantes tournées vers l'exportation. Nous avons les fabricants d'automobiles Volvo, Saab, Scania, les entreprises de la métallurgie Atlas Copco, Sandvik, SKF, ABB et Alfa Laval, les entreprises du bâtiment Skanska, NCC, Peab, les entreprises forestières, des mines et des aciéries Holmen, Stora Enso, LKAB, SSAB, les entreprises de télécommunication Ericsson, Sony Ericsson, Telia Sonera et les fabricants de textiles et de meubles Ikea et

H&M. Les premiers secteurs touchés par la crise financière et économique ont été ceux du bâtiment, de l'automobile et de la métallurgie, mais tous les secteurs sont peu à peu affectés par la baisse de la consommation mondiale et en Suède. Dans une certaine mesure, la baisse de l'économie est contrebalancée par la spéculation grandissante à l'échelle mondiale sur le dollar et l'euro, ce qui a fait que la couronne suédoise a perdu de la valeur par rapport à ces devises, ce qui a en retour favorisé les industries d'exportation suédoises.

Plusieurs de ces entreprises ont annoncé cet automne des licenciements d'ouvriers et de personnels. Le géant du bâtiment Skanska a annoncé 3 400 licenciements, dont 2 000 en Suède. Le marché de l'infrastructure en Suède est paralysé et le marché de l'achat et de la vente des logements et des biens immobiliers s'est effondré. Sandvik a annoncé 900 licenciements. Scania et Astra Zeneca ne prolongeront pas les contrats à durée limitée de plusieurs milliers de salariés. On annonce en tout 20 000 licenciements en novembre, ce qui est le chiffre mensuel le plus important depuis la crise du début des années 1990. Cela fait au total 51 000 salariés qui ont perdu leur travail depuis le mois d'août. Un autre indice indiquant la gravité de la situation, c'est qu'en novembre le nombre de faillites a augmenté de 42 %, en particulier dans les secteurs du bâtiment, de l'automobile, du transport et du commerce de détail.

La question de l'avenir de la construction automobile suédoise est de loin celle dont on discute le plus. Pour la plupart des Suédois, les voitures Volvo et Saab sont étroitement liées à la constitution de l'Etat providence. Au début de cette année, Volvo PV (groupe des véhicules individuels) comptait 24 400 salariés et Saab 4 150 employés dans différentes usines en Suède. En 2007, Volvo a vendu 458 000 véhicules et Saab 125 000. Volvo a perdu 6 milliards de couronnes au cours des trois premiers trimestres de cette année, et Saab a perdu 2,2 milliards de couronnes en 2007. A la fin des années 1990, on pensait que les deux entreprises avaient besoin d'un partenaire puissant pour supporter les coûts de développement de nouvelles marques. C'est ainsi que Ford a

acheté Volvo PV et GM a acheté Saab. Après coup, les marques ont été sabotées. En fait, les départements de recherche de l'entreprise, autrefois très compétents, ont été délocalisés hors de Suède. De plus, les deux entreprises se sont adaptées à l'économie spéculative mondialisée en produisant des voitures de luxe qui consomment beaucoup de carburant, abandonnant l'image populaire qu'elles avaient autrefois. Déjà, avant le déclenchement de la crise pétrolière et financière cet automne, les ventes des entreprises se réduisaient comme produit de la surproduction mondiale de voitures. Saab a dû licencier 1 300 ouvriers en 2003 et les deux entreprises ont peu à peu réduit les chaînes de production.

Ainsi, Volvo et Saab se sont trouvées toutes les deux dans une situation vulnérable quand la crise financière en octobre a durement frappé Ford et General Motors. Ces deux géants ont annoncé en novembre qu'ils voulaient vendre Volvo et Saab. En même temps, les ventes enregistrées en novembre ont indiqué une chute de 37 % par rapport à novembre de l'an dernier, le plus mauvais chiffre depuis l'année de crise 1993. Volvo a annoncé le licenciement de plus de 3 000 ouvriers et Saab va encore réduire sa capacité de production avec des plans de pré-retraite. Si l'on permettait à ces deux entreprises de se déclarer en faillite, cela aurait un effet désastreux sur l'économie, le marché de l'emploi et le niveau de vie des gens. En tout, 69 000 personnes sont employées dans l'industrie automobile et des poids lourds, y compris les entreprises de sous-traitance. De plus, le secteur génère quelque 100 000 emplois.

Au niveau politique, le gouvernement d'alliance néo-libérale a annoncé clairement qu'il n'avait pas l'intention de laisser l'Etat prendre le contrôle des entreprises. A plusieurs reprises, le ministre de l'Industrie, Maud Olofsson, a rappelé la réglementation de l'Union européenne interdisant aux Etats de verser des subventions qui pourraient fausser la concurrence. Enfin, le 11 décembre, en l'absence de perspective de solution à la crise de Ford et de General Motors, le gouvernement a annoncé une garantie de crédit de 20 milliards de couronnes suédoises à Volvo et à Saab pour qu'ils prennent de nouveaux

emprunts auprès de la Banque européenne d'investissement, pour développer des technologies vertes, en disant que cela ne serait pas une infraction aux règles européennes de la concurrence. De plus, les deux entreprises ont reçu 5 milliards de couronnes de prêt d'urgence et 3 milliards pour la recherche. Le soutien à la recherche est une mesure discutable, que l'on pourrait voir comme une subvention directe aux cercueils de Ford et de General Motors.

Ce plan de 28 milliards de couronnes représente une somme énorme, mais le gouvernement, les sociaux-démocrates, les dirigeants syndicaux et la plupart des commentateurs espèrent voir venir de nouveaux acquéreurs. Le parti d'opposition social-démocrate accuse le gouvernement de ne rien faire, mais il n'a présenté aucune autre solution aux actions gouvernementales. En fait, Mona Sahlin, la dirigeante du parti, soutient le pacte de stabilité de l'Union européenne de façon encore plus résolue que ne le fait le gouvernement. Les sociaux-démocrates et les deux autres partis d'opposition, les Verts et la Gauche, ont consacré beaucoup d'efforts à se disputer pour savoir comment mettre en place une autre opposition gouvernementale pour les élections législatives de 2010.

C'est pour la première fois en décembre que le syndicat national de la métallurgie IF Metal a revendiqué la prise de contrôle de l'Etat sur Volvo et Saab. La crise a mis en évidence la passivité ou la quasi-inexistence des dirigeants syndicaux nationaux, qui sont pour la plupart étroitement reliés au parti social-démocrate. La présidente de LO et de la CES, Wanja Lundby-Wedin, a été presque invisible depuis que la crise a éclaté. Et jusqu'à présent, du fait du strict contrôle de l'activité de LO sur les syndicats locaux, il y a eu peu de protestations au niveau local.

L'exception a été la manifestation prometteuse organisée le 29 novembre par le syndicat local de l'IF Metal à Umeå, une ville universitaire au nord de la Suède. La manifestation avait lieu contre le licenciement de 625 ouvriers de l'usine de poids lourds Volvo Trucks et quelque 300 autres licenciements dans des petites entreprises de la métallurgie de la région. Près

de 1 000 ouvriers ont participé à la manifestation. Dans un contexte où Volvo Trucks a réalisé un bénéfice de 3 milliards de couronnes au troisième trimestre et que l'entreprise a annoncé des licenciements uniquement parmi les ouvriers et aucun parmi les cadres, le président du syndicat de Volvo Trucks, Jan-Olov Carlsson, a regretté l'absence de combativité de certains syndicats et il a accusé l'entreprise d'utiliser les ouvriers comme une marchandise flexible dans la situation économique actuelle. Le meeting a adopté une déclaration de justice sociale qui demande que toutes les structures syndicales protestent contre les licenciements, exigent des indemnités de chômage qui permettent de vivre et prennent des mesures actives pour ceux qui ont été licenciés, y compris de nouvelles offres d'emplois. La déclaration dit également que la société devrait décider à la place du marché, non aux dividendes et aux salaires extravagants des patrons, et que des garanties soient données à ceux qui vont être licenciés et non pas aux banques.

Les perspectives politiques d'avenir pour empêcher le chômage massif ne sont pas les meilleures. Après des années de contrôle centralisé des syndicats par les sociaux-démocrates, les syndicats locaux sont faibles et plus ou moins dépendants. La jeunesse est dans une situation particulièrement vulnérable. Selon une enquête récente, en tout, 90 000 jeunes âgés de 20 à 25 ans — 14 % de cette classe d'âge — n'ont cette dernière année été ni scolarisés ni détenteurs d'un emploi. Dans certaines banlieues, cette proportion atteint presque 40 %. Toute une génération court le risque d'être des laissés-pour-compte. La crise a montré que la politique gouvernementale de prétendue création d'emplois pour les jeunes a été un échec total. Nombreux sont les jeunes qui se tournent vers les groupes d'extrême droite ou tombent dans le crime et la drogue. La crise économique a également touché peu à peu le secteur du service public. Dans un grand nombre des 285 municipalités, les emplois ont

déjà disparu et les municipalités préparent de larges coupes dans les budgets pour 2009. Ou ces emplois disparaissent ou ils sont externalisés vers des entreprises privées. Des coupes budgétaires sont également prévues pour le secteur de l'Etat.

La situation économique immédiate doit être préoccupante même pour l'élite au pouvoir. Au cours de la première semaine de décembre, la Banque centrale de Suède a abaissé de 1,75 point son taux d'intérêt, qui est passé à 2 %, dans l'espoir en particulier que les banques commerciales et de prêts immobiliers allaient suivre et abaisser le loyer des prêts au logement, qui sont devenus un fardeau pour un grand nombre de ménages. On espère ainsi que cette mesure libère de l'argent pour la consommation des ménages afin de stimuler l'économie. Au cours de la même semaine, le gouvernement a alloué 23 milliards de couronnes pour stimuler l'économie pour 2009-2011, dont 8,3 milliards en 2009. Cet argent sera majoritairement utilisé pour aider les nouveaux chômeurs, pour des réductions d'impôts, pour créer des emplois dans le secteur du logement et pour créer des embauches, mais les mesures ont été critiquées par la plupart des partenaires sociaux comme totalement insuffisantes.

Le 20 novembre, le Parlement suédois a ratifié le traité de Lisbonne, qui institutionnalise une économie néo-libérale non faussée, c'est-à-dire qui fait de la déréglementation et de la privatisation une loi absolue. Le traité affaiblit également les droits ouvriers nationaux dans une situation économique où ces droits sont plus que jamais nécessaires, et ne change pas les arrêts anti-ouvriers de la Cour européenne de justice comme dans les affaires Viking, Laval, Ruffert et Luxembourg. Cependant, il faut se féliciter de la plus grande prise de conscience du caractère antidémocratique des traités européens dans la campagne contre la ratification, en particulier dans les syndicats du bâtiment et des transports.

## ... au Venezuela

### Par Sumara Ribeiro

Le gouvernement Chavez, en novembre, a fait des déclarations selon lesquelles il proposait la dissolution du FMI pour sa responsabilité dans la crise mondiale et critiquait les gouvernements qui donnent de l'argent aux banquiers. Il a annoncé qu'il ne soutiendrait aucune banque et que, si cela s'avérait nécessaire, il les exproprierait :

*“Si ici, au Venezuela, il venait à se produire quelque chose de similaire (à la crise bancaire), ou s'il y avait un risque que cela se produise, n'avez pas le moindre doute que je ne donnerai pas un sou aux banquiers, je leur enlève les banques, ce n'est pas de l'argent que je vais leur donner, je les exproprie.”*

Un pays dont les ressources sont fondées à 80 % sur l'exportation du pétrole et produits dérivés ne peut que souffrir, dès à présent, des effets de la chute du prix du baril, qui entraîne des retards dans le versement des salaires et des primes aux travailleurs du secteur public territorial et de l'Etat (plus de deux millions de salariés).

L'Assemblée nationale vient d'adopter (le 11 décembre) le budget 2009, calculé sur la base prévisionnelle du baril à 60 dollars, même si actuellement il est en dessous des 40 dollars. C'est un budget qui peut amener le gouvernement, indépendamment des développements sur la scène mondiale, à deux situations : soit à faire des coupes budgétaires dans le secteur public (dont les ressources correspondent à 25,4 % du produit intérieur brut [PIB]) ou bien dans le secteur des projets sociaux, notamment sur le terrain de l'éducation et de la santé (qui à lui seul représente un budget équivalant à 12,5 % du PIB), secteur où est concentrée la plus grande base de soutien au gouvernement Chavez) ; soit à prendre des mesures (nationalisations, expropriations, etc.) qui accroîtront davantage les conflits avec l'impérialisme.

Il y a deux mesures en particulier qui, annoncées par le gouvernement, ont déplu à l'oligarchie locale liée à l'impérialisme : la diminution des exonérations fiscales (l'une d'entre elles étant la taxe sur la valeur ajoutée – TVA) et-ou la création de nouveaux impôts sur la fortune, pour subvenir aux

besoins budgétaires ; l'autre mesure concerne l'audit sur la dette externe décidé par le gouvernement et la suspension immédiate du paiement de certains secteurs de cette dette. Il y a également la pression exercée par l'augmentation du prix des produits, principalement les produits de première nécessité. Dès avant les élections municipales et des gouverneurs des Etats du 23 novembre, des secteurs du patronat industriel et agricole ont fait pression sur le gouvernement, pour exiger l'augmentation des prix, en retirant du marché (seulement dans quelques régions du pays) des produits tels que le sucre, le café et le riz. Le gouvernement Chavez a menacé de nationaliser les grandes enseignes de la distribution agro-alimentaire.

C'est précisément parce que Chavez refuse d'appliquer les mesures exigées par l'impérialisme, notamment la privatisation du pétrole et le démantèlement de l'entreprise nationale PDVSA, que la proposition d'amendement constitutionnel sur la réélection est en enjeu majeur. En effet, au début du mois de décembre, le gouvernement Chavez a lancé une campagne pour modifier l'article 230 de la Constitution. Les termes de l'amendement sont les suivants : le mandat présidentiel est de six ans et le président de la République peut être réélu. Cet amendement a provoqué une réaction majeure de l'impérialisme et de ses agents locaux. Chavez a lancé une campagne de signatures pour soutenir cet amendement, qui sera soumis à référendum à la fin du mois de février ou au mois de mars, en disant que cet amendement est un point d'appui pour *“faire avancer le socialisme bolivarien”*.

Cela se déroule dans un climat où les conflits du travail et syndicaux s'exacerbent. Il n'y a pas encore de chiffres pour l'année 2008, mais en 2007 le ministère du Travail et de la Sécurité sociale a enregistré le plus grand nombre de légalisations d'organisations syndicales de ces quinze dernières années. De 2007 à 2008, de janvier à août, le nombre de conflits du travail a augmenté de 13,6 %, et 24 % d'entre eux sont allés jusqu'à la grève. Malgré la crise

qui existe au sein de l'Union nationale des travailleurs (UNT) depuis son dernier congrès, conflit dont la conséquence est l'absence d'action unifiée face à la généralisation des conflits du travail (sous-traitance et précarisation, contrats collectifs qui ne sont pas respectés, non-paiement des salaires et des primes, etc.), ses dirigeants jouissent d'un grand prestige dans la classe ouvrière, ce qui entraîne que le nombre des dirigeants syndicaux assassinés augmente, la majorité des victimes étant liée à l'UNT et au Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), parti constitué par Chavez. Rappelons que, le 27 novembre, trois responsables de l'UNT dans l'Etat de Aragua ont été assassinés par des tueurs à gages vraisemblablement à la solde des patrons de l'usine Alpina, propriétaire de capital étranger en conflit avec ses ouvriers à cette époque-là.

L'UNT a été constituée en avril 2003, comme produit de la résistance notamment des travailleurs du pétrole au lock-out que la direction de PDVSA avait organisé contre le gouvernement Chavez. L'UNT s'est rapidement transformée en syndicat majoritaire au détriment de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), syndicat lié à l'ancien régime. Mais l'UNT est loin d'avoir réussi pour l'instant à se constituer en véritable confédération nationale des travailleurs vénézuéliens. La majorité des responsables de l'UNT se positionne clairement contre l'impérialisme et l'oligarchie locale dans un soutien plus ou moins critique au gouvernement Chavez.

Pour nous, militants de la IV<sup>e</sup> Internationale au Venezuela, le point de départ, c'est la défense de la souveraineté de la nation, son unité et son indépendance contre l'impérialisme.

C'est dans ce sens que nous soutenons tout pas en avant du gouvernement Chavez, notamment ses mesures de nationalisation des grandes entreprises stratégiques et le maintien du pétrole comme propriété nationale.

Dans le débat actuel par rapport à la réforme de la Constitution, nous disons clairement : oui au droit à un nouveau mandat. Pour nous, cela doit servir pour approfondir les mesures de rupture avec l'impérialisme.

Notamment :

1. pour annuler le paiement de la dette externe, encore aujourd'hui payée par le gouvernement ;

2. pour prendre des mesures de contrôle des prix et de la distribution des denrées de première nécessité, pour en finir avec la pression et le boycott des grands producteurs industriels et agricoles ;

3. pour augmenter les investissements dans l'agriculture pour poursuivre la réforme agraire engagée et garantir l'approvisionnement des villes ;

4. pour nationaliser toutes les entreprises qui menacent de fermer en renforçant la place de la propriété nationale, qui, entre 2003 et 2008, s'est élargie aux hydrocarbures, à l'énergie électrique, au ciment, à quelques industries agro-alimentaires et à un secteur de la banque.

5. pour investir dans le secteur du logement et offrir des crédits accessibles pour les travailleurs, pour en finir avec le déficit dans ce secteur et avec la spéculation immobilière.

Pour les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, la base matérielle et sociale de la révolution doit se renforcer, notamment par le biais de la construction de l'UNT comme une véritable centrale syndicale unitaire et démocratique. Cela pose aussi la question du combat pour un parti de classe qui représente les intérêts particuliers des travailleurs vénézuéliens dans la perspective du combat pour le socialisme.

Le Parti socialiste uni du Venezuela, qui rassemble une bonne partie des partisans de Chavez, est traversé par de multiples contradictions, liées au fait que tout un secteur de la bourgeoisie intègre ce parti.

La classe ouvrière vénézuélienne a été capable de déjouer le coup d'Etat d'avril 2002 organisé par un secteur du commandement de l'armée sous l'égide de l'ambassade américaine. Elle a été capable de défendre le pétrole nationalisé, d'amener le gouvernement à entamer toute une série de nationalisations. La classe ouvrière a numériquement augmenté, produit du processus révolutionnaire, mais n'est pas encore représentée politiquement d'une manière indépendante. Ouvrir la voie pour un parti des travailleurs, inséré dans le processus révolutionnaire, c'est l'objectif majeur des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## ANNEXE

**POUR SAUVER LES TRAVAILLEURS,  
PAS LES SPÉCULATEURS,  
tout de suite : interdiction des licenciements !**

**Appel de travailleurs, militants, élus,  
délégués à la conférence nationale pour l'unité du 7 décembre 2008**

- Considérant que les plans annoncés par le gouvernement — plus de 400 milliards d'euros, inscrits dans les 2 000 milliards décidés par l'Union européenne — ne visent qu'à renflouer les spéculateurs et les capitalistes, qui sont à l'origine de la crise ;
- Considérant que les capitalistes et banquiers ont, des années durant, accumulé des profits gigantesques en détruisant les emplois et qu'ils utilisent aujourd'hui les fonds reçus pour continuer à supprimer les emplois ;
- Considérant que l'Union européenne organise ces plans de renflouement des spéculateurs et qu'elle s'oppose à toute interdiction des licenciements, au nom du respect du traité de Maastricht et de la "concurrence libre et non faussée".

Nous soussignés, délégués, militants, élus, venus de tous les secteurs du mouvement ouvrier et démocratique, réunis le 7 décembre à l'initiative du Parti ouvrier indépendant (POI) dans une conférence nationale de délégués pour l'unité, déclarons solennellement :

- La situation de l'emploi est dramatique : plus de 3 millions et demi de chômeurs, toutes catégories confondues, inscrits à l'ANPE en octobre 2008. A quoi s'ajoutent les millions de privés d'emploi qui ne sont pas sur les listes de l'ANPE ou qui sont des emplois précaires. Chaque jour qui passe, ce sont de nouvelles fermetures d'entreprises, de nouveaux plans de restructuration et de licenciements. Largement sous-estimées, les prévisions évoquent la destruction de plus de 100 000 emplois en intérim sur un an, de 22 700 postes dans la fonction publique d'Etat durant l'année 2008, de plus de 100 000 emplois dans le secteur privé au second semestre 2008, de plus de 100 000 emplois supplémentaires durant l'année 2009 dans le privé, de 141 420 emplois, entre 2008 et 2011, dans la fonction publique d'Etat, et de 20 000 emplois dans les hôpitaux, etc. ! Est-ce inéluctable ? Non ! La classe ouvrière est en légitime défense.

**ON PEUT, ON DOIT BRISER  
CETTE SPIRALE !**

- Il y a urgence à bloquer cette marche à la destruction des emplois et à l'appauvrissement généralisé de la population. L'Etat et le gouvernement ont su dégager plus de 400 milliards d'euros pour renflouer les banquiers et les spéculateurs. Et ce serait aux travailleurs de payer ? C'est le sort de millions de salariés, de retraités et de leur famille qui se joue. Peut-on défendre les intérêts de la classe ouvrière et de la démocratie et accompagner les plans meurtriers du gouvernement et de l'Union européenne ? Non. L'unité peut et doit se réaliser pour dire : pas un sou pour les spéculateurs, interdiction immédiate des licenciements !
- Peut-on défendre les intérêts de la classe ouvrière et de la démocratie et organiser l'isolement des travailleurs usine par usine, secteur par secteur ? Non. Ce n'est pas avec des actions disloquées chacun son jour ou sa semaine qu'on y arrivera. La division, l'éclatement des actions ne profitent qu'au gouvernement et aux capitalistes.
- Chacun le sait : si les dirigeants des organisations qui parlent au nom des travailleurs et de la démocratie se dressaient ensemble le même jour, au même moment, pour dire

clairement au gouvernement : “*Stop, cela suffit !*”, ils ouvriraient la voie à la mobilisation unie qui conduirait le gouvernement à reculer.

Les travailleurs sont prêts. Ils l’ont montré dans les grèves des dernières semaines et des derniers mois. Que manque-t-il, sinon l’unité à tous les niveaux des travailleurs et des organisations sur les mots d’ordre de défense de la classe ouvrière et de la démocratie ?

### **ORGANISONS-NOUS POUR AIDER À IMPOSER L’UNITÉ !**

C’est pourquoi, nous, délégués réunis à la conférence du 7 décembre, affirmons solennellement :

On peut avoir différents points de vue sur l’Union européenne, la nécessité ou non de rompre avec ses institutions ou d’abroger le traité de Maastricht. Il faudra bien que les exploités, les opprimés se réunissent sur le terrain de la lutte de classe pour faire reculer les plans destructeurs qui les frappent.

Rien ne doit s’opposer à l’unité des travailleurs et des organisations. Aucune organisation se réclamant de la classe ouvrière et de la démocratie ne saurait se dérober à l’impérieux devoir d’unité pour les mesures de sauvegarde et de salut public sans lesquelles le peuple français est condamné à s’enfoncer dans la désertification industrielle et rurale, dans la misère, dans la déchéance.

Et tout particulièrement :

— L’interdiction de tous les licenciements et de toutes les mesures de chômage partiel et technique, le maintien aux effectifs de tout le personnel (CDI, CDD, intérimaires), quitte à décréter les nationalisations pour imposer ces décisions.

— L’annulation de tous les plans et contre-réformes détruisant l’emploi dans les services publics de l’Etat et dans les entreprises publiques (incluant la loi Bachelot, la loi Boutin, les mesures Darcos, les mesures de la RGPP, les plans de privatisation de La Poste, d’EDF-GDF et de la SNCF, etc.). L’annulation de tous les plans et contre-réformes interdisant à la jeunesse d’accéder à un vrai diplôme, un vrai travail, un vrai salaire (LMD – LRU – plan Campus, etc.).

— L’annulation de toutes les mesures de mise en jachère des terres et de liquidation des productions agricoles. La garantie par l’Etat d’un prix rémunérateur de la production agricole.

— Plus une seule entreprise, plus un site industriel ne doit être fermé ! Plus une école, plus un bureau de poste, plus un hôpital, plus une perception, et aucun emploi ne doit être supprimé, pas davantage dans les entreprises privées que dans les services publics de l’Etat !

### **POUR UNE MARCHÉ UNIE SUR PARIS**

**Pour notre part, et quels que soient les engagements de chacun,  
nous estimons que l’unité est une nécessité urgente et vitale.  
Nous nous prononçons pour l’organisation sans délai de la marche unie  
de toute la population avec les travailleurs, les organisations,  
les élus, la jeunesse, les paysans, les retraités, pour aller, à Paris,  
exiger que soient prises ces mesures de salut public  
(appel contresigné par 328 participants à la conférence du 7 décembre).**

# Mais qu'est-ce donc que ce "commerce équitable" dont on nous rebat les oreilles ?

Par Henry Halphen

Dans le précédent numéro de notre revue, nous écrivions : « La "crise" est bien, sous sa mince écorce financière, une crise du capital lui-même, c'est-à-dire d'un rapport social d'exploitation ayant depuis belle lurette épuisé tout rôle historique progressiste. Aux yeux des masses opprimées et exploitées du monde entier, elle tend à mettre à nu la responsabilité du système capitaliste lui-même. La crise accuse le système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Elle met à l'ordre du jour sa liquidation pure et simple » ("Crise financière, crise du capital et actualité de la révolution", *La Vérité*, n° 63).

Et nous mettions en garde contre tous les charlatans qui cherchent à camoufler la réalité de cette crise "sous le vernis de la "moralisation" du capitalisme, de "l'éthique", du retour au "capitalisme d'entrepreneur" auquel se prête tout l'union sacrée institutionnelle, de l'extrême droite à l'extrême gauche".

Cette campagne en faveur du "commerce équitable" et de la "finance éthique" connaît un nouvel essor. Ainsi, un journal français explique : « Et si on parlait de finance autrement ? Au moment où le système bancaire mondial au bord du gouffre est en accusation, où le crédit se fait rare et où les arnaques géantes font la "une" de l'actualité, il faut se rappeler que d'autres voies sont possibles. Ces voies-là sont locales, généreuses, solidaires, "micro" plutôt que "macro" ; elles permettent le financement de projets différents. Elles prennent le risque de l'innovation sans forcément rechercher le profit maximum (...). Surtout, ces voies sont fondées sur l'éthique (...). Parce que nous en avons plus que jamais besoin. Nous sortons de plus de 20 ans de course au fric, de profit roi, de cynisme. Il est temps de remettre un peu de morale dans un circuit financier devenu fou (...). La finance solidaire et les placements éthiques sont encore marginaux dans l'ensemble des mécanismes d'investissement, mais nous croyons qu'ils en représentent la pointe la plus intéressante et la plus moderne. Leur grande force est la transparence et la modestie (...). Et si c'était cette finance-là qui nous redonnait confiance ? » (*Libération*, 24-25 décembre 2008). Notons que ces lignes sont écrites alors que vient d'éclater un nouveau "scandale financier" mettant en cause le financier américain Bernard Madoff, dont le site Internet rappelait son "attachement à des principes d'échanges équitables et de haute éthique"...

Pour démonter cette escroquerie politique et intellectuelle, nous publions dans ce numéro un article rédigé à ce propos avant même le déclenchement ouvert de la crise.

Il est devenu impossible d'éviter le déchaînement politico-médiatique autour du développement durable, présenté comme le nouvel eldorado sympathique du capitalisme.

*La Vérité*, n° 58, ainsi que *La Lettre de La Vérité* (nos 507 et 508) sont revenues sur ce phénomène, démontrant que, loin d'assurer un avenir au système pourrissant fondé sur la propriété privée des moyens de production, il vise à mettre en place le corporatisme, les privatisations et la baisse généralisée du "coût du travail".

Le commerce équitable est aujourd'hui mis en avant comme la dimension économique et éthique du "développement durable" (\*). Il s'intègre totalement, comme nous allons le voir, dans le cadre du rapport Brundtland de 1987 ("*Notre avenir à tous*"), qui insiste sur la nécessaire place à donner aux ONG et à la Banque mondiale, et dans les différentes déclarations adoptées par les "Sommet de la Terre" de l'ONU (1).

Au niveau mondial, un certain nombre de structures (ONG ou entreprises privées) se revendiquent du commerce équitable, comme FLO (2) (fédération à laquelle appartient la célèbre ONG Max Havelaar), l'IFAT (3), NEWS ! (4), EFTA (5)... (6). Si l'on en croit les acteurs du commerce équitable,

*"son objectif est de faire proposer et respecter les droits fondamentaux, notamment de veiller à l'interdiction du travail forcé, du travail des enfants, et au respect du droit syndical"* (7).

En réalité, il ne s'agit que de donner une "respectabilité" à certains produits, "respectabilité" compensée par une réelle (cette fois-ci) contrepartie financière, à la charge des consommateurs.

La célèbre association-ONG Max Havelaar reprend la définition donnée par le réseau FINE (réseau regroupant FLO, IFAT, NEWS ! et EFTA), structure informelle située à Bruxelles et mise en place en 2004 sous l'impulsion... de la Commission européenne :

*"Le commerce équitable est un partenariat commercial, basé sur le dialogue, la transparence et le respect, qui vise plus d'équité dans le commerce international. Le commerce équitable contribue au développement durable en proposant*

*de meilleures conditions commerciales aux producteurs marginalisés, spécialement dans le Sud, et en sécurisant leurs droits. Les acteurs du commerce équitable, soutenus par les consommateurs, s'engagent à appuyer activement les producteurs, à sensibiliser le public et à se mobiliser pour des changements dans les règles et les pratiques du commerce international conventionnel"* (8).

L'objectif corporatiste transparaît en filigrane, et nous verrons concrètement ce que signifie cette définition. Peter Brabeck-Letmathe, directeur général de Nestlé en 2003, a donné sa définition du commerce équitable et du développement durable, laissant apparaître bien plus clairement un des objectifs poursuivis :

*"Le développement durable est facile à définir : si votre arrière grand-père, votre grand-père et vos enfants restent des consommateurs fidèles de Nestlé, alors nous avons travaillé de façon durable. Et cela est le cas de plusieurs milliards de personnes dans le monde"* (9).

Les enjeux "sociaux" et "écologiques" destinés à la campagne de culpabilisation médiatique laissent la place à une réalité plus terre-à-terre : le commerce équitable est un bon moyen de vendre, et même de s'ouvrir de nouveaux marchés, et, partant,

(\*) Un exemple parmi d'autres, un extrait d'un article ("*Commerce équitable : une réponse aux enjeux du développement durable*") publié dans le bulletin des sociétaires de la CADSEN-BP (*Liaisons*, n° 86, décembre 2007) : « *Après le "Grenelle de l'environnement", le développement durable revient au cœur des débats internationaux et témoigne de la prise de conscience de chacun face aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de notre planète. Créé depuis plus de trente ans, le commerce équitable apporte une réponse concrète à ces enjeux. Aujourd'hui sorti de la marginalité, il concerne des millions de personnes pour lesquelles cette manière de vendre et d'acheter est devenue une démarche gagnant-gagnant.* » Faut-il commenter ?

(1) Voir *La Lettre de La Vérité*, n° 507 et 508.

(2) FLO : Fairtrade Labelling Organizations International, basée à Bonn, en Allemagne.

(3) IFAT : International Federation for Alternative Trade, installée aux Pays-Bas (Culemborg).

(4) NEWS ! : Network of European Worldshops !, basée aux Pays-Bas (Utrecht).

(5) EFTA : European Fair Trade Association, également hollandaise.

(6) Voir Christian Jacquiau, *Les coulisses du commerce équitable*, Mille et une nuits, pp. 12-13 (2006).

(7) *Ibidem*, pp. 10-11.

(8) *Ibidem*, p. 15.

(9) Discours prononcé au Forum économique mondial de Davos, en 2003.

de nouveaux profits en vendant un même produit plus cher sur le simple fondement de labels "commerce équitable".

Le commerce équitable repose sur la nouvelle "doctrine" philosophique de l'impérialisme pourrissant, celle de John Rawls, sortie des placards pour l'occasion. Faisant disparaître l'exploitation derrière une justice abstraite et bonne pour tous, cette "philosophie" n'en prône pas moins l'égalité des chances, la discrimination positive et, bien sûr, la responsabilité collective. Elle a largement inspiré toutes les mesures réactionnaires de remise en cause des droits égaux pour tous, au nom d'une prétendue égalité des chances à venir. L'équité en lieu et place de l'égalité ! (Pour plus de précisions, on peut se reporter aux livres de John Rawls, *Justice et Démocratie*, éditions Le Seuil, 2000, et *Théorie de la justice*, Points Seuil, 1997.)

---

## L'ORIGINE DU COMMERCE ÉQUITABLE

---

Si le commerce équitable a été théorisé en même temps que le développement durable, à la première conférence des Nations unies sur l'environnement de Stockholm, en 1972 (10), c'est le tournant des années 1990 et l'application des dérèglementations qui vont porter ce concept au pinacle.

L'exemple du café est significatif. Il s'agit de la première marchandise estampillée "commerce équitable". Jusqu'en 1989, le marché du café était réglementé par l'accord international sur le café, fondé sur une politique de quotas garantissant des prix stables. En 1989, l'impérialisme américain décide de livrer ce secteur à la spéculation en mettant fin à l'accord. Depuis, les prix du café sont définis sur les places de Londres et New York... et ont chuté de 7 000 %, assurant de copieux bénéfices pour les torréfacteurs et les spéculateurs (11). Nestor Osorio, acteur impliqué dans les questions de développement durable, affirme que sans la dérèglementation, le commerce équitable n'aurait pas de raison d'être (12).

Le "label" équitable va permettre aux industriels du secteur non seulement de

réaliser de substantiels bénéfices, mais encore de communiquer "humanitaire" pour essayer de masquer la surexploitation de la force de travail. Dans le même temps, ces grandes compagnies vont s'approprier les anciens services publics privatisés suite aux "plans d'ajustement structurel" du FMI (13), toujours sous l'estampille "équitable".

---

## TOUT LE MONDE DERRIÈRE LE COMMERCE ÉQUITABLE

---

Le commerce équitable n'est pas le résultat d'un hasard : il est une des formes de la politique de l'impérialisme, notamment américain. A ce titre, il mêle l'ensemble des acteurs de l'impérialisme, ainsi que ses valets : FMI, Banque mondiale, ONU, Etats, Eglise et altermondialistes multiples et variés...

### • Le commerce équitable : un produit institutionnel

Nous avons déjà évoqué l'influence jouée par l'ONU et l'Union européenne comme subsidiaires de l'impérialisme américain dans la mise en place et l'accompagnement de la dérèglementation systématique. En 1999, Kofi Annan, alors secrétaire général de l'ONU, propose, au Forum économique de Davos, un "pacte mondial" entre l'ONU et le monde des entreprises, prises dans leur globalité :

*"Ce pacte a pour objectif de permettre à tous les peuples de la planète de bénéficier des avantages de la mondialisation et d'ancrer les marchés mondiaux à des*

---

(10) Principe 10 de la déclaration finale : "Pour les pays en voie de développement, la stabilité des prix et une rémunération adéquate pour les produits de base, et les matières premières sont essentielles pour la gestion de l'environnement, les facteurs économiques devant être retenus au même titre que les processus écologiques." Sur cette question, voir *La Lettre de La Vérité*, n° 507.

(11) Christian Jacquiau, *Les coulisses du commerce équitable*, pp. 17 et suivantes. Ainsi, le café vert est payé au paysan ougandais 0,14 dollar au kilo, puis revendu 26,40 dollars au supermarché.

(12) *Ibidem*, p. 25.

(13) Voir infra : Max Havelaar et Dagrís.

*valeurs et pratiques indispensables pour répondre aux besoins socio-économiques”...*

... du capitalisme, s’entend !

Le commerce équitable est donc une mesure, adossée à la spéculation, devant répondre aux impératifs d’un système capitaliste aux abois. Kofi Annan poursuit en encourageant “*les dirigeants syndicaux et les représentants de la société civile à s’associer au pacte et à en faire une tribune de débat sur les aspects controversés de la question de la mondialisation et du développement*”... notamment, “*les normes du travail*” (14). Le plan de guerre de l’impérialisme passe donc, une fois encore, par l’affirmation de la nécessité du corporatisme, par la transformation des syndicats en rouages des institutions mondiales chargées de mettre en place toutes les contre-réformes, ou leur destruction par l’intermédiaire des ONG.

L’ex-président Jacques Chirac, en élève studieux, a relayé la mesure, appelant à respecter et faire respecter les principes de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) (15). Il passe des paroles aux actes : en 2003, l’Etat français décerne le label “*campagne d’intérêt général*” à l’association Max Havelaar ; en 2005, une loi est adoptée (16) et l’Etat va financer les ONG participant au commerce équitable, notamment par le biais du Fonds de solidarité prioritaire mis en place par Lionel Jospin : 5,6 millions d’euros y sont alloués, sans compter les aides spécifiques pour telle ou telle marchandise vendue en “équitable”, les facilités apportées par la Commission européenne et la politique de financement des ONG par la Banque mondiale.

L’Union européenne déclare dans le traité instituant la Communauté européenne (article 177) que son objectif est de “*favoriser le développement économique et social durable des pays en développement*”. Dans un rapport officiel (*Le commerce équitable : 40 propositions pour soutenir son développement*) remis le 3 mai 2005 au Premier ministre Raffarin (à quelques jours du référendum du 29 mai 2005), il est indiqué que le projet de traité constitutionnel européen (TCE) contient “*tous les principes défendus par le commerce équitable*” (17). Dans le texte du traité dit “simplifié”, signé à

Lisbonne en décembre 2007, l’article 3 (point 5) précise que l’Union européenne “*contribue au développement durable... et au commerce libre et équitable*”...

Comme on le voit, l’Union européenne prend totalement sa place dans la défense, la mise en place et l’organisation de ce commerce d’un genre particulier...

#### • Le commerce équitable et l’Eglise

Le commerce équitable, dimension du développement durable, est pareillement placé sous le sceau de la doctrine sociale de l’Eglise : la responsabilité collective, la bonne conscience des consommateurs “nantis” du Nord, la charité en lieu et place des droits ouvriers. Bref, tout un arsenal idéologique visant à faire disparaître la lutte des classes.

D’ailleurs, l’Eglise est partie prenante des ONG se livrant au commerce équitable : l’International Federation for Alternative Trade (IFAT) regroupe 140 associations issues pour leur majorité de mouvements religieux (18). A propos de Max Havelaar, André Deberdt s’exclame :

*“Il ne faut pas oublier que les colonisations se sont faites par les missionnaires. Regardez la cartographie des implantations de Max Havelaar, elle correspond aux implantations ecclésiastiques !”* (19).

(14) Sur le site de l’ONU consacré au “pacte mondial” : [www.unglobalcompact.org](http://www.unglobalcompact.org)

(15) Discours du 14 juin 2005.

(16) Voir l’article 60 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 :

“— *Le commerce équitable s’inscrit dans la stratégie nationale du développement durable.*

— *Au sein des activités du commerce, de l’artisanat et des services, le commerce équitable organise des échanges de biens et de services entre des pays développés et des producteurs désavantagés situés dans des pays en développement. Ce commerce vise à l’établissement de relations durables ayant pour effet d’assurer le progrès économique et social des producteurs.*

— *Les personnes physiques ou morales qui veillent au respect des conditions définies ci-dessus sont reconnues par une commission dont la composition, les compétences et les critères de reconnaissance des personnes précitées sont définis par décret en Conseil d’Etat.*”

(17) Mission d’information parlementaire confiée au député du Bas-Rhin, Antoine Herth (rapport publié par la Documentation française, mai 2005), cité par C. Jacquiau, *op. cit.*, p. 409.

(18) Christian Jacquiau, *op. cit.*, p. 13.

(19) Cité par Christian Jacquiau, *op. cit.*, p. 377.

Michel Besson, cofondateur avec Véronique Lacomme de la coopérative Andines, souligne le lien ancien entre le commerce équitable et le prosélytisme religieux :

*"Il ne faut pas négliger la démarche d'évangélisation que sous-tend le commerce équitable des organisations confessionnelles. Ce n'est pas une critique, bien que je défende une approche laïque du commerce équitable, c'est-à-dire ouverte à tous. Mais pourquoi cacher le rôle que jouent ces nouveaux missionnaires au travers du commerce équitable ?"* (20).

Les ONG, trouvant l'étiquette religieuse vraiment trop décrédibilisante, reprennent à leur compte le message social corporatiste de l'Eglise :

*"Loin d'être un secteur à part, susceptible d'être réduit à une œuvre caritative ou à la marchandisation symbolique de la pauvreté – jouant sur les sentiments de culpabilité du client –, le commerce équitable est autant une affaire de responsabilité collective que de comportement individuel, c'est-à-dire de citoyenneté"* (21).

Les travailleurs seraient ainsi responsables du système d'exploitation capitaliste.

#### • Le commerce équitable et l'altermondialisme

Aux yeux des altermondialistes, qu'ils s'appellent ATTAC, José Bové ou LCR, le commerce équitable est l'instrument miracle dans les mains des pauvres pour combattre le capitalisme :

*"Les acteurs assurent (aux producteurs) des relations de longue durée en participant directement à la mise en place des projets de production et de développement local"* (22).

Le commerce équitable permettrait ainsi de développer les forces productives et ATTAC rejoint les thuriféraires du FMI tout en avouant que le capitalisme a encore un avenir.

Présenté quelquefois comme un mécanisme de régulation du capitalisme, le commerce équitable permettant l'irruption d'un "altercapitalisme" humaniste... (dé-

localisations "humaines", privatisations "humaines", exploitation "humaine"), est, chez certains altermondialistes, une arme de destruction du capitalisme. Ainsi se dessinerait, *"en filigrane, un modèle non capitaliste d'organisation économique"*. Ou encore cette affirmation :

*"On peut décrire cette perspective comme un encerclement du pouvoir du capital, dans une guerre de position où l'économie solidaire et le contrôle citoyen combinent leurs conquêtes pour se constituer progressivement en alternative à l'hégémonie capitaliste sur le champ économique"* (23).

L'échange de marchandises fondé sur l'appropriation privée des moyens de production ne serait pas du capitalisme ? Il y aurait donc un système d'exploitation solidaire ?

Les poncifs principaux des altermondialistes sont repris dans un ouvrage, *Economie sociale et solidaire : le modèle français*, de Philippe Chanial et Jean-Louis Laville (24) : pour les auteurs, l'économie sociale et solidaire serait née du *"manque de possibilité d'implication pour les salariés comme pour les usagers dans le travail"* et serait entraînée par des voix s'élevant pour dénoncer *"les logiques bureaucratiques et centralisatrices des institutions redistributives"* générant *"le contrôle social et le clientélisme"*. Tout est dit : le Code du travail est un instrument bureaucratique, source de clientélisme et d'inertie, qui empêche de mettre en œuvre le corporatisme (participation des travailleurs aux règles régissant le travail). Par ailleurs, des entreprises *"auto-gestionnaires"* ou *"alternatives"* veulent expérimenter la *"démocratie en organisa-*

(20) Entretien avec l'auteur en décembre 2005, cité par Christian Jacquiau, *op. cit.*, pp. 56-57.

(21) Prise de position de Minga, ONG française qui se revendique laïque, cité par Christian Jacquiau, *op. cit.*, p. 51.

(22) Elisabetta Bucolo, membre du conseil scientifique d'ATTAC. Propos cités par Christian Jacquiau, *op. cit.*, p. 12. ATTAC a par ailleurs délivré un satisfecit à Max Havelaar dans un petit guide du commerce équitable.

(23) Propos cités par Christian Jacquiau, *op. cit.*, p. 331.

(24) Voir : [http://www.adepes.org/IMG/pdf\\_Economie\\_sociale\\_et\\_solidaire.pdf](http://www.adepes.org/IMG/pdf_Economie_sociale_et_solidaire.pdf) ; <http://www.unites.uqam.ca/econos/Chercheurs-Laville-Chanial.pdf>

tion” et aller “vers des fonctionnements collectifs de travail”, indiquant ainsi que la démocratie participative est un moyen certain pour remettre en cause les lois du travail et instaurer le corporatisme. Le tout, saupoudré d’un “associationnisme” forcené...

Ainsi, les altermondialistes indiquent la vraie nature du commerce équitable : sous l’étiquette “éthique”, sous la propagande d’un “prix juste” ou d’un “juste prix”, c’est, en fait, la volonté de masquer l’exploitation capitaliste et les ravages de la spéculation, de promouvoir un système pourrissant fondé sur l’appropriation privée des moyens de production, transmuté solidaire et éternel.

Puisque le système capitaliste en place serait finalement “immortel”, force serait de s’y adapter et d’en combattre les effets néfastes, notamment dans le secteur économique.

Il ne s’agit pas de bâtir un parti ouvrier se réclamant de la lutte des classes pour combattre les rapports d’exploitation de l’homme par l’homme, il s’agit de s’opposer à la croissance quantitative et de se battre pour une croissance qualitative ; il s’agit, comme le dit si joliment le sociologue Jean-Louis Laville, de “substituer une politique du mode de vie à une politique du niveau de vie” (25).

Les spéculateurs peuvent dormir...

---

## LE COMMERCE ÉQUITABLE APPLIQUÉ : L’EXEMPLE MAX HAVELAAR

---

Max Havelaar est l’exemple parfait du commerce équitable appliqué, tellement parfait que des ONG se doivent déjà d’en appeler, après un alter-système économique, à un alter-commerce équitable pour maintenir l’illusion.

“Label” le plus connu du monde “équitable”, Max Havelaar, c’est 75 % de la consommation des produits équitables. Son chiffre d’affaires, constitué principalement de la redevance au titre du droit de marque et des redevances au titre de l’usage du droit à l’image, a de quoi ravir tous les spéculateurs : + 2 000 % entre 2000 et 2005.

Max Havelaar a été fondé par F. van der Hoff et N. Roozen, tous deux Hollandais.

Le premier est un ancien séminariste, aujourd’hui prêtre. Sa thèse est explicite : “Organiser l’espoir. La théologie des paysans indiens.” En substance, il essaie d’établir une relation entre la situation économique des producteurs de café et leurs pratiques religieuses. L’objectif : promettre le paradis sur terre avec le commerce équitable.

Le second est né dans une famille aisée de Heemskerk, un village de la Hollande septentrionale. Il étudie l’histoire, puis la théologie. En 1984, raconte C. Jacquiau,

“le mouvement Solidaridad, une organisation interconfessionnelle, lui propose d’aller sur le terrain. Le mouvement est ouvert à de nouvelles idées, à de nouvelles pratiques, et dispose d’un budget annuel de plus de 5 millions de florins — soit environ 2,5 millions d’euros — pour les mettre en œuvre” (26).

Les deux compères réfléchissent à “un système économique qui ne serait plus fondé sur l’aide des pays riches aux pays pauvres, mais sur une relation d’égalité...”, leur principe étant que

“si le consommateur du Nord est prêt à payer quelques dizaines de centimes de plus pour un paquet de café, le projet est promis à un très brillant avenir” (27).

Le nom de leur ONG ? “Max Havelaar”, héros d’un roman d’Edouard Douwes Dekker (1860) (28), sorte de Robin des bois luttant contre l’oppression coloniale. L’auteur, fonctionnaire démissionnaire de l’administration coloniale néerlandaise, plaide, dans son roman, la cause du peuple javanais colonisé. Mais il ne défend pas une thèse anticolonialiste ; il s’insurge contre le “mal-coloniser”, lui préférant nettement une poli-

(25) <http://www.cairn.info/revue-mouvements-2002-1-page-11.htm>

(26) Christian Jacquiau, *Les coulisses du commerce équitable*, Mille et une nuits, p. 56.

(27) Nico Roozen et Frans van der Hoff, *L’Aventure du commerce équitable*, Lattès, 2002. Depuis, les publicités Max Havelaar martèlent : “Changer la vie de ce petit village en allant au supermarché”, “Pour un monde plus équitable, faites vos courses”, etc. Autre livre de père Francisco van der Hoff, *Nous ferons un monde équitable*, Flammarion, 2005, avec pour titre de dernier chapitre : “Pour un libéralisme responsable.”

(28) Également connu sous son nom de plume *Multatuli* (“J’ai beaucoup souffert” en latin)...

tique coloniale d'inspiration... éthique. Faut-il commenter (29) ?

En plus de redonner une certaine virginité aux grandes compagnies industrielles et firmes multinationales, qui vont s'empresser de vendre "équitable", donc être "équitables", il ne faut pas alourdir la facture des entrepreneurs privés intermédiaires (comme, par exemple, les torréfacteurs).

C'est au consommateur de payer l'intégralité du prix de la "bonne conscience retrouvée". Mais ce sera aussi au petit producteur, qui devra acquitter un droit au référencement (30) :

*"Avant que FLO ne fasse participer les producteurs aux coûts de l'inspection, une organisation de producteurs inspectée et certifiée par FLO qui ne trouvait pas de marché avec un preneur de licence FLO représentait une charge financière pour FLO, dont les représentants ajoutent que cela n'a pas de sens de certifier un groupe qui n'a pas la capacité d'entrer dans le marché"* (31).

En plus du droit au référencement, les producteurs doivent s'acquitter d'honoraires annuels, fixes pour une part et variables pour l'autre. Difficultés de paiement ? Pas de problème :

*"En République dominicaine, par exemple, la banque équitable partenaire de Max Havelaar facture les avances faites aux petits producteurs au taux de 12 % l'an"* (32).

#### • Quels partenaires pour Max Havelaar ?

D'abord Nestlé, qui ne pouvait, évidemment, qu'être le champion d'une économie alter-capitaliste. Nestlé s'est doté d'un engagement social qui "vise à développer des pratiques agricoles durables (...). Nescafé Partner's Blend, notre premier café certifié commerce équitable, est notre dernière initiative en vue d'aider à résoudre ce problème récurrent (la fluctuation des cours du café)" (33). Depuis le scandale de la vente de lait en poudre pour nourrissons périmé en Colombie, la liquidation des producteurs de lait dans ce même pays et le tollé suite aux campagnes (agrémentées de discours pseudo-scientifiques et de corruptions de médecins) de Nestlé en faveur du lait en poudre (contre

l'allaitement au sein), pratique responsable de la mort de 1,5 million de nouveau-nés dans le monde (selon l'UNICEF), le géant de l'agro-alimentaire se devait de se racheter une image positive. Vendre plus cher son café lui permettrait aussi de maximaliser ses profits. Dans les deux cas, le commerce équitable (et Max Havelaar en particulier) lui offre la solution.

Ensuite Starbucks, dont la gestion du personnel est à l'avant-garde de la rentabilisation, de la flexibilité et de la précarisation. Max Havelaar et Starbucks peuvent distribuer du café "équitable" dans les centres Restos du cœur de la capitale française.

Enfin Dagrís, ancienne compagnie française pour le développement des fibres textiles privatisée par Jean-Pierre Raffarin. Max Havelaar va pouvoir délivrer le label "éthique" au coton transgénique de Dagrís. En plus de livrer les producteurs africains à la merci des multinationales américaines (dépendance face à la livraison de semences OGM), ce partenariat est agrémenté de généreuses subventions de l'État français (34).

Dans le même temps, Dagrís se livre au pillage des anciennes compagnies publiques cotonnières africaines, privatisées sous l'impulsion de la Banque mondiale (35).

(29) [http://infos.equiterre.com/article.php?id\\_article=8](http://infos.equiterre.com/article.php?id_article=8)

(30) Voir Christian Jacquiau, *Les coulisses du commerce équitable*, Mille et une nuits, pp. 115 et suivantes.

(31) Pierre William Johnson, chercheur, a réalisé une étude "*Le commerce équitable au Mexique. Labels et autres dynamiques*", Délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale (DIES), 2004. Propos cités par Christian Jacquiau, *op. cit.*, p. 116.

(32) André Deberdt, président de Bio équitable, cité par Christian Jacquiau, *op. cit.*, pp. 118 et suivantes.

(33) Cité par Christian Jacquiau, *op. cit.*, p. 142.

(34) *Ibidem*, p. 200-201 : 610 000 euros du ministère des Affaires étrangères et 500 000 euros du Centre pour le développement de l'entreprise (CDE).

(35) Au Sénat, on rappelle que c'est "*sous l'impulsion de la Banque mondiale*" que "*les filières cotonnières en Afrique sont entrées dans un processus de privatisation. Le maintien de Dagrís dans la sphère de l'Etat risque de l'exclure de certaines privatisations, les Etats africains s'opposant fréquemment à ce que des organismes majoritairement publics contrôlent les filières cotonnières privatisées.*" Voir le compte rendu sur son site officiel : [http://www.senat.fr/commission/fin/collectif\\_2004/51\\_56/51\\_56\\_4.html](http://www.senat.fr/commission/fin/collectif_2004/51_56/51_56_4.html)

• **Quels gains pour les “petits producteurs” ?**

Christian Jacquiau s’est livré, dans son ouvrage cité, à un petit calcul :

“Il a fallu que Max Havelaar perçoive l’équivalent de 336 euros 41 par producteur bénéficiaire pour que chaque coton-culteur reçoive 55 euros de plus que le cours, au titre de l’équitable ! Soit la somme de 4 euros et 58 centimes par mois, pour chacun” (36).

Et les producteurs doivent payer redevance et honoraires.

Le commerce équitable ne permet rien l’enrichissement des petits producteurs.

“Le commerce équitable ne nourrit pas son pauvre. Pauvre, il était. Pauvre, il est. Pauvre, il restera”,

note sans une pointe d’humour Christian Jacquiau (page 385).

En revanche, les acteurs du commerce équitable raflent le pactole :

« A un centime près, la marque Max Havelaar, avec un droit au label (0,05 euro), s’est substituée aux petits intermédiaires locaux. Les “coyotes” (nom donné par Max Havelaar aux intermédiaires) prenaient 0,06 euro (2 %) sur un paquet de café de 2,85 euros pour les services qu’ils rendaient aux petits paysans. Au total, c’est bien 0,27 euro — frais de coopérative inclus — qui revient aux intermédiaires dans le “système Max Havelaar”, au lieu du 0,20 euro d’avant l’équitable. Soit une augmentation de 35 % après éradication des “coyotes” ! » (37).

Des profits et, souvent même de manière durable, le commerce équitable devenant une véritable machine à privatiser.

Exemple : au printemps 2006, Max Havelaar, accompagné de collaborateurs et de divers dirigeants de la grande distribution, dont Michel-Edouard Leclerc, explore le commerce équitable en Inde. Nos explorateurs de l’équité se rendent notamment à Nadukkara, où ils visitent la coopérative N. Agro Processing Compa-

gny, regroupant des paysans très pauvres, producteurs de mangues et de bananes.

“Ici, Max Havelaar a été imposé aux petits producteurs, explique Michel-Edouard Leclerc. L’Etat du Kerala, la municipalité de Muvattupazha et les experts de la Commission européenne ont mis en œuvre ce projet ; Alter Eco est leur premier client fair trade” (38).

Et Jacquiau de poser la question : de quel commerce équitable s’agit-il ?

• **Quant au consommateur, il paie deux fois !**

Il paie une fois plus cher, cette survalueur allant dans les poches des ONG, des compagnies privées et des spéculateurs, et une seconde fois, par l’intermédiaire des prélèvements fiscaux reversés sous forme de donations aux acteurs du “commerce équitable”.

En résumé, le commerce équitable est une nouvelle combinaison pour masquer la surexploitation de la force de travail, un moyen d’organiser la délocalisation alimentaire et la pression sur les producteurs des firmes multinationales principalement américaines, la promotion des ONG, la démocratie participative et le corporatisme contre les lois sociales et l’existence même des organisations syndicales.

C’est aussi une excellente possibilité d’accroître les profits sur le dos des producteurs (par la dépendance) et des consommateurs (par la culpabilisation).

Le “commerce équitable” : l’“alter-mot” convenable pour une exploitation débridée, la main sur le cœur et la larme à l’œil. La vitrine médiatique du “développement durable”...

**Henry Halphen**

(36) Christian Jacquiau, *op. cit.*, p. 215.

(37) *Ibidem*, p. 302.

(38) *Ibidem*, p. 366.

# La dissolution de la LCR et la fondation du “Nouveau Parti anticapitaliste”

Par Dominique Ferré

Commentant la crise du Parti communiste français, le journal capitaliste français *Les Echos* (12 décembre 2008) affirme que ce qui en est à l’origine, c’est

*“l’incapacité du mouvement communiste européen à proposer un modèle de substitution au modèle collectiviste de ses origines. C’est bien, en effet, le collectivisme qui est l’enjeu majeur. Face au rouleau compresseur du capitalisme industriel, Marx avait conçu une riposte collective autour des intérêts de la classe ouvrière. Mais ce modèle a été emporté non seulement par la réussite économique du capitalisme, mais surtout par l’émergence irrésistible de l’individu dans la vie sociale.”*

Passons sur la “réussite économique du capitalisme”... Pour ce porte-parole du régime capitaliste en pleine agonie, l’explication de la crise qui frappe le PCF, ce serait son incapacité à trouver un “modèle de substitution” au “modèle collectiviste” de Marx (1).

Et *Les Echos* ajoutent :

*“Le thème de la solidarité n’a pas pour autant été rayé du champ politique (...). D’une certaine manière, Besancenot (porte-parole de la LCR [2] et du futur “Nouveau Parti anticapitaliste” [NPA] — NDLR) a mieux compris cela que le Parti communiste : il se contente de protester et se garde bien de proposer une alternative. Il laisse ainsi l’individu libre de rêver à sa guise tout en flattant son instinct de révolte.”*

Que signifie donc cette affirmation d’un journal qui exprime les intérêts bien compris des capitalistes et appelait, il y a quelques semaines, à la réalisation d’une “union sacrée européenne” pour faire face à la “crise” ?

En France, du 29 janvier au 1<sup>er</sup> février 2009 (3), sont prévus de se tenir le congrès de dissolution de la LCR et le congrès de fondation du “Nouveau Parti anticapitaliste” (NPA).

Cet événement n’a rien de “français”. De l’Espagne au Brésil, de l’Italie à la Russie, des forces politiques liées ou non au Secrétariat unifié (SU) présentent la perspective de “nouveaux partis anticapitalistes” comme la réponse à la “crise”, c’est-à-dire à l’agonie du régime de la propriété privée des moyens de production. C’est donc avec le seul objectif d’aider la classe ouvrière à se libérer d’un système décomposé qui menace de l’entraîner dans la barbarie que nous pro-

---

(1) Collectivisme auquel les dirigeants du PCF ont pourtant officiellement renoncé depuis bien longtemps, parlant de “dépassement du capitalisme”, “d’humanisation de la mondialisation”, etc.

(2) La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), constituée il y a 40 ans, représente en France le Secrétariat unifié, organisation issue de la crise de dislocation de la IV<sup>e</sup> Internationale de 1950-1953, qui se revendique frauduleusement de la IV<sup>e</sup> Internationale.

(3) Ou deux semaines plus tard, compte tenu de l’appel des principales confédérations syndicales à une grève interprofessionnelle le 29 janvier 2009.

posons d'ouvrir la discussion sur les enjeux du congrès du "Nouveau Parti anticapitaliste".

---

### À UN MOIS DU CONGRÈS DU NPA, LA CRISE EST OUVERTE DANS LA DIRECTION DE LA LCR

---

C'est un fait, à un mois du congrès du NPA, la crise est ouverte dans la direction de la LCR. Dans un bulletin rendant compte des travaux de la direction nationale de la LCR des 29 et 30 novembre, de nombreux membres de la direction expriment ouvertement leur inquiétude quant au congrès fondateur du NPA et au congrès de dissolution de la LCR. C'est précisément sur cette question du congrès de dissolution de la LCR que se noue la crise.

Déjà, lors de la direction nationale du mois de septembre, une résolution présentée par 13 membres de la direction (et rejetée) s'alarmait des conditions de ce congrès de dissolution :

*"Il faudrait être assuré que tous les militants de la LCR seront effectivement impliqués dans le NPA, ce que rien ne permet d'assurer aujourd'hui."*

Dans ces conditions, cette motion minoritaire demandait que

*"la raison veut que la décision finale de dissolution de la LCR soit prise définitivement, non pas avant le congrès de constitution du NPA, mais après ce dernier"...*

Les 29 et 30 novembre, la crise franchit un nouveau pas. Pour en mesurer la teneur, signalons un amendement repoussé à une écrasante majorité :

*"La DN (direction nationale) réunie les 22 et 23 novembre décide, pour que l'ensemble des militants de la LCR puissent pleinement se saisir de leur congrès de dissolution, de 1) Mettre en place 2 BI (Bulletins Internes), le 1<sup>er</sup> conclu le 30 novembre, le 2<sup>nd</sup> conclu le 14 décembre. 2) La convocation d'une prochaine DN "spécial congrès" avec au moins pour ordre du jour : — Point sur les questions organisationnelles (journal, permanents...). — Discussion sur les textes formant les plates-formes électorales au congrès de dissolution. Cette dernière Direction nationale se réunira le 13 décembre de 10 heures à 19 heures."*

Alors qu'il s'agit de mettre fin à l'existence d'une organisation constituée il y a plus de 40 ans, la majorité de sa direction refuse la proposition qu'un tel congrès soit préparé par des bulletins intérieurs. Un autre amendement largement rejeté était formulé ainsi :

*"Introduire un point sur le bilan de la LCR dans l'ordre du jour du congrès national."*

Pourquoi refuser ce "bilan" ? Pourquoi refuser, comme ce devrait être le cas dans toute organisation démocratique, que la LCR réunisse un congrès souverain, préparé souverainement par les militants, avec tout le temps nécessaire à la discussion, avec des bulletins de discussion préparatoires ? N'est-ce pas là ce qui devrait être la règle dans un parti politique ? Il y a dans le congrès de dissolution de la LCR un caractère de "coup de force" remettant en cause les attributs et le fonctionnement classiques d'un parti politique.

---

### QUELS SONT LES ENJEUX DU CONGRÈS DE DISSOLUTION DE LA LCR ?

---

Ce n'est pas nous qui le disons, mais des dirigeants minoritaires de la LCR, qui expriment ainsi la nature de leurs inquiétudes :

*"Les sections ne se réunissent plus et nous n'avons pas de discussion approfondie dans l'organisation sur l'état du processus et ce qu'y défendent les militants de la LCR. Une dissolution partielle de nos structures était sans doute inévitable, mais nous avons été trop loin, ce qui entraîne diverses conséquences. Aujourd'hui, quelques semaines avant le congrès de fondation du NPA, des camarades ne sont pas encore engagés dans le NPA. D'autres craignent que leur activité en direction des entreprises disparaisse ou soit marginalisée."*

Des sections qui ne se réunissent plus, des militants laissés sur le bord du chemin, un congrès de dissolution organisé dans la précipitation...

Ils ajoutent :

*"Aujourd'hui, nous constatons que ce dernier congrès de la LCR sera une formalité (aucun texte avant cette dernière*

DN), alors qu'il devrait constituer au contraire un bilan d'étape indispensable pour engager l'ensemble des militantes et militants de la LCR dans le NPA (...). Mais pourquoi la majorité du BP réagit-elle ainsi ? Pourquoi refuse-t-elle la moindre critique, même lorsqu'il s'agit des problèmes démocratiques de base ? Nous n'avons pas encore de réponse à cette question."

Remettant ouvertement en cause les proclamations de la direction sur le "succès" du NPA (4), ils affirment :

*"Il ne sert à rien de continuer dans cette surenchère aux cartes. Qui a eu cette idée folle de parler de 11 000 cartes ? Annoncer des choses qui sont fausses ne mène nulle part, mais surtout ne permet pas de construire sereinement à la base."*

Quant à la nature même du "nouveau parti", ils s'interrogent :

*"Le NPA est-il capable de jouer un rôle dans la réalité quotidienne, d'intervenir dans la lutte des classes ? Le NPA sera-t-il plus implanté chez les travailleurs ? Le NPA assumera-t-il jusque dans son nom ses bases révolutionnaires larges ? Pour le moment, les réponses à ces questions sont encore à construire."*

Et ils concluent :

*"Un parti sans nom, sans programme achevé, sans journal dans un premier temps, sans Internationale, avec des statuts provisoires... cela finit par faire beaucoup ou trop peu."*

---

**"UN PARTI SANS NOM,  
SANS PROGRAMME ACHEVÉ,  
SANS JOURNAL DANS UN PREMIER  
TEMPS, SANS INTERNATIONALE"**

---

Il ne s'agit pas ici de revenir sur les désaccords politiques que nous, militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, avons avec la LCR et le "Secrétariat unifié". Au-delà de ces désaccords, ces militants de la LCR posent une question de fond sur le plan de la démocratie : le NPA sera-t-il un parti politique ?

Car il s'agit bien d'une question de fond. Marx et Engels définissaient il y a 160 ans, dans le *Manifeste du Parti communiste*, comme la tâche centrale des communistes "*l'organisation du prolétariat en classe, et*

*donc en parti politique*", car "*toute lutte de classes est une lutte politique*", cela afin que les prolétaires, conquérant le pouvoir politique, puissent "*se rendre maîtres des forces productives sociales*". Ajoutant :

*"Les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée."*

Dans une société fondée sur l'exploitation, la classe qui a le plus besoin de "démocratie politique" est la classe exploitée. C'est pour cette raison que, traditionnellement, le mouvement ouvrier s'est toujours attaché à la conquête, à la défense et à la reconquête de la démocratie politique, c'est-à-dire de toutes les garanties démocratiques arrachées dans le cadre de la constitution des nations, permettant à la classe ouvrière d'exprimer ses intérêts de classe : liberté d'association et de presse, droit de grève, existence de partis et de syndicats, etc.

Or la classe ouvrière subit, depuis le coup qui lui a été porté par l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 (5), une offensive déchaînée qui vise non seulement à remettre en cause l'existence même des nations, qui vise non seulement à aliéner l'indépendance de ses organisations syndicales de classe (sommées de s'intégrer dans les dispositifs corporatistes de la "gouvernance mondiale"), mais qui vise également à liquider toute forme de parti politique au profit de la décomposition et des ONG corruptrices.

(4) Certes, les grands médias ne cessent d'inviter Olivier Besancenot, porte-parole de la LCR, matin, midi et soir. Mais être l'invité "permanent" des grands médias ne construit pas un parti... Officiellement, selon une circulaire de la LCR datée du 11 octobre, il y avait "9 780 cartes (...) distribuées. D'ici peu, nous atteindrons les 10 000 cartes commandées", mais "seulement 373 adhésions sont remontées". Un mois plus tard, les 8 et 9 novembre, à la réunion nationale des comités NPA, le rapporteur annonçait 2 347 cartes "remontées". Dans une note du 25 novembre, on annonçait 3 222 cartes, puis 4 500 dans une note datée du 3 décembre, et 5 218 le 17 décembre. La clôture de la remontée des cartes ayant été fixée au 31 décembre, on est donc loin des "10 000 à 11 000" cartes annoncées triomphalement depuis des mois par les dirigeants de la LCR.

(5) Effondrement de l'Union soviétique que nous, IV<sup>e</sup> Internationale, ne confondons pas avec la faillite de la bureaucratie stalinienne parasitaire, dont nous estimons qu'elle est pleinement responsable de l'effondrement de l'URSS, principale conquête du prolétariat mondial issue de la révolution d'Octobre 1917.

Revenons-en donc à la question posée par ces militants de la LCR : *“Sans nom, sans programme achevé, sans journal dans un premier temps, sans Internationale, avec des statuts provisoires...”*, le NPA sera-t-il un parti politique ?

---

### UN “PARTI” “SANS JOURNAL”

---

Un *“parti sans journal”*, affirment-ils. Dans le *Relevé de conclusions sur le processus de dissolution de la LCR dans le NPA* (adopté par la majorité de la direction de la LCR), il est indiqué :

*“Le processus (de constitution du NPA) a pour conséquence l’arrêt de Rouge (la semaine suivant le congrès de dissolution de la LCR) et de Critique communiste (janvier), presse de la LCR. En effet, il n’est pas concevable que la presse de la LCR lui survive, même pour un temps court. Il faut maintenant organiser la transition avec le système de presse du NPA. Cette transition ne sera pas absolument linéaire : il y aura, c’est inévitable, une courte période durant laquelle il n’y aura ni Rouge ni une presse NPA tout à fait stabilisée.”*

Une résolution qui amène trois dirigeants à alerter :

*“Pensons-nous qu’il soit raisonnable de ne pas avoir de journal pendant une durée d’un mois ? Nous sommes capables d’avoir un site Internet, mais pas de journal ?”*

Quelle serait en effet la réalité d’un *“parti politique”* si celle-ci n’est pas définie régulièrement par ses positions, régulièrement exprimées dans un journal ? A cela, ladite résolution répond :

*“Internet a profondément modifié la donne sur le plan de la communication et de l’information, chacun le constate. On ne peut manquer de faire du site Internet un élément central du dispositif, non pas seulement un portail de l’organisation, mais une publication en tant que telle. Pour autant, la diffusion sur support papier n’a pas perdu son intérêt.”*

Un *“intérêt”*, certes, mais il ne sortira plus, au moins pendant un mois... D’ailleurs, la résolution invoque ensuite un nouveau concept : celui du *“journal-site”*.

Internet a été, ces dernières années, un développement technologique incontes-

table. Développement technologique qui vérifie pleinement le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale lorsque celui-ci affirmait il y a 70 ans que

*“les forces productives de l’humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle.”*

Internet, par exemple, a permis la suppression de centaines de milliers d’emplois dans les entreprises de télécommunications. Il est un vecteur de la spéculation parasitaire qui mine les bases même du système capitaliste (comme l’a montré la crise de la *“bulle Internet”* en 2001). Il est un vecteur de toutes les activités criminelles (pornographie, pédophilie, trafics en tous genres, etc.). Chacun comprend la différence entre un site Internet, consulté individuellement par des anonymes, et la diffusion d’un journal, vendu et diffusé de main en main, organisant autour de lui ses lecteurs à partir de l’orientation politique qu’il développe. Mais un *“site-journal”*... peut-il être autre chose que l’organe d’un *“parti virtuel”* ? Chaque individu derrière son ordinateur... laissant *“ainsi l’individu libre de rêver à sa guise tout en flattant son instinct de révolte”*, comme l’écrivent *Les Echos* en référence au NPA... ce n’est plus un parti.

Notons qu’il ne s’agit pas seulement du journal. Un des amendements rejetés par la direction de la LCR préconisait *“la nécessité d’une structuration autonome de la jeunesse”*, c’est-à-dire d’une organisation de jeunesse. Mais, là encore, les dirigeants de la LCR ont estimé qu’il fallait se débarrasser au plus vite de cet attribut caractéristique d’un parti politique. Joignant le geste à la parole, la direction de la LCR somma la direction de son organisation de jeunesse de *“s’autodissoudre”*, ce qui fut fait — non sans protestations des jeunes militants eux-mêmes — le 13 décembre 2008.

---

### UN “PARTI” D’ABORD ET AVANT TOUT DÉPENDANT DES FINANCES DE L’ÉTAT

---

S’il a d’emblée renoncé à toutes les caractéristiques d’un parti politique (en

particulier celles d'un parti ouvrier), le NPA, avant même d'être constitué, a en revanche d'ores et déjà établi qu'il sera financé essentiellement par les subventions de l'Etat (financement public des partis politiques, issu d'une loi réactionnaire des institutions bonapartistes de la V<sup>e</sup> République accordant aux partis politiques un financement public au prorata du nombre de voix réalisé aux élections).

Le *Relevé de conclusions sur le processus de dissolution de la LCR dans le NPA* indique ainsi :

*“L'enjeu est d'assurer une transition optimale tant du point de vue politique que du point de vue légal tout en s'assurant qu'un certain nombre d'acquis financiers de la LCR se pérenniseront au-delà du congrès de fondation du nouveau parti.*

*Pour le dire franchement, il convient de s'assurer que toute solution retenue maintiendra la subvention publique de l'Etat, de l'ordre de 900 000 euros, jusqu'au terme de la législature, soit 2012.*

*Les discussions d'ores et déjà engagées avec la CNCCFP (depuis juin), avec nos commissaires aux comptes (une réunion de travail en octobre), nous conduisent à ce qui suit.”*

“Pour le dire franchement”, quelle pourrait-être la politique d'un regroupement “sans programme achevé, sans journal dans un premier temps, sans Internationale, avec des statuts provisoires...”, mais qui dépendra quasiment exclusivement des fonds publics, c'est-à-dire de ce que l'Etat bourgeois verse aux regroupements politiques pour que ceux-ci soient financièrement dépendants de l'appareil d'Etat ?

---

## LE NPA CONTRE LE “VIEUX MOUVEMENT OUVRIER”

---

La résolution générale des “comités NPA” des 8 et 9 novembre 2008 condamne ce qu'elle appelle “un syndicalisme incapable de construire les résistances”. Elle précise :

*“Le mouvement ouvrier est à reconstruire, non seulement sur le plan politique, mais, en même temps, sur le plan social et syndical.”*

Pierre Rousset, l'un des principaux dirigeants du SU, écrit quant à lui sur son site Internet (6) à propos de ce qu'il appelle le “vieux mouvement ouvrier” :

*« Le “vieux” mouvement ouvrier politique et syndical n'a plus le potentiel de redonner une nouvelle jeunesse à la gauche radicale (...). Du côté des syndicats, les trois principales confédérations (CGT, CFDT, FO) sont trop bureaucratiques. Ceci ne veut pas dire que des individus et des équipes militantes qui appartiennent au “vieux” mouvement ouvrier ne vont pas rejoindre le NPA (...). Mais (...) cela ne sera pas suffisant pour “recomposer” (“restructurer”) le mouvement ouvrier traditionnel. Il va falloir le “reconstruire” d'une façon beaucoup plus profonde. »*

Ces déclarations ne sont pas nouvelles. En avril 2008, déjà, la LCR déclarait que “la Charte d'Amiens (adoptée par la CGT en 1906) n'est en rien la loi d'airain que nous devrions suivre”. Précisons qu'en France, la Charte d'Amiens est le document fondateur du mouvement syndical (7), reconnaissant la lutte de classes aux intérêts inconciliables et inscrivant le combat syndical dans la perspective de “l'abolition du patronat et du salariat”.

Ces déclarations contre le mouvement ouvrier tel qu'il est ne tombent pas à n'importe quel moment. A l'échelle mondiale, les institutions impérialistes et leurs relais dans le mouvement ouvrier (CES, CSI...) tentent de mille et une façons d'en finir avec les organisations ouvrières construites par la lutte des classes. Et c'est précisément à ce moment-là que le NPA se fixe comme tâche majeure d'en finir avec le “vieux mouvement ouvrier”.

Remise en cause des partis, d'un côté, remise en cause des syndicats ouvriers, de l'autre... la fondation du NPA s'inscrit donc ouvertement comme une rupture complète avec tout ce qui fonde le mouvement ouvrier depuis sa constitution au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

N'est-ce pas cela que salue le journal capitaliste *Les Echos* quand il écrit que “Besancenot (...) se contente de protester et se garde bien de proposer une alterna-

(6) <http://www.europe-solidaire.org/>

(7) Charte d'Amiens qui reste encore aujourd'hui la matrice commune du mouvement ouvrier confédéré en France.

tive” ? Le “*modèle collectiviste*”, voilà l’ennemi ! crient *Les Echos*, au service du régime capitaliste en faillite. Et le NPA leur répond, en écho, qu’il faut “*en finir avec le vieux mouvement ouvrier*”. Vieux mouvement ouvrier qui n’est rien d’autre que l’organisation de la classe ouvrière consciente de ses intérêts (en partis et en syndicats) pour l’abolition de l’exploitation capitaliste et l’instauration de la propriété collective des moyens de production.

---

### LE NPA... “SANS INTERNATIONALE”

---

Dans la motion majoritairement adoptée par la direction de la LCR, il est stipulé que le “*nouveau parti (...) ne pourra être la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale*” (c’est-à-dire du Secrétariat unifié, qui se prétend, frauduleusement selon nous, être “la IV<sup>e</sup> Internationale” fondée par Léon Trotsky en 1938).

Cependant, précise la direction de la LCR, le NPA maintiendra “*la cotisation à la IV qui était celle de la LCR sous une forme à déterminer*”.

Une décision que des membres de la direction de la LCR jugent ainsi :

*“On refuse que les membres de l’Internationale le restent, dans le cadre d’une association (...), et dans le même temps on prétend faire assumer au nouveau parti les liens qui étaient ceux de la LCR avec la IV<sup>e</sup> Internationale”* (le Secrétariat unifié — NDLR).

Une situation qualifiée “*d’aberrante*” par des membres de la direction de la LCR... En effet, une telle décision aboutit au fait que les ex-membres de l’ex-LCR ne seront plus individuellement membres de leur regroupement international (8), puisque leur “*nouveau parti*” n’en sera pas membre... Mais, en revanche, le “*nouveau parti*”, qui ne sera, lui, pas membre du Secrétariat unifié, continuera à y cotiser...

Comment comprendre ce “*grand écart*” ? Faudrait-il maintenir à tout prix un lien avec le nom de “*IV<sup>e</sup> Internationale*”... pour un regroupement qui ne revendique plus d’avoir un quelconque rapport avec la IV<sup>e</sup> Internationale ?

---

### UN “PARTI” “SANS PROGRAMME”

---

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de revenir sur une apparente contradiction. Le lecteur des publications de la LCR et du NPA pourra être dérouté par les contradictions apparentes qui s’y expriment. En l’espace de quelques semaines, on peut y lire tout et son contraire.

Ainsi, Olivier Besancenot revendiquait dans *Rouge* (9 octobre 2008) l’exigence de

*“freiner les spéculations financières. Cela peut se faire par l’instauration d’une taxe dissuasive sur toutes les transactions boursières, celle d’un délai de six mois entre l’achat et la revente des titres et, s’il le faut, la suppression de la vente des titres (suspension des Bourses) (...). Plus généralement, il faut une profonde réforme de la fiscalité, qui taxe les profits capitalistes.”*

Il déclare en même temps qu’“*on ne peut par principe s’opposer au sauvetage des banques*”...

Puis, c’est *Inprecor*, l’organe international du SU, qui, à propos des “mesures” de Bush-Sarkozy et de l’Union européenne, écrit noir sur blanc que “*certaines des mesures avancées doivent être soutenues, comme l’interdiction des paradis fiscaux*” (*Inprecor*, 541-542, septembre-octobre 2008).

En contradiction totale avec cela, François Sabado, dirigeant du SU, publie le 21 novembre un article intitulé “*Prendre la mesure de la crise. Une contribution sur la crise et les réponses à y apporter*”.

Sabado y affirme exactement l’inverse de tout ce qui a été dit et écrit précédemment, condamnant

*“l’adaptation (de ceux qui) se cantonnent, face à la crise, à des propositions qui se présentent plus comme de bonnes intentions que comme des mesures concrètes : moins de crédits pour la spéculation, un meilleur contrôle des banques, la demande de contrôle des paradis fiscaux, la réforme des agences de nota-*

---

(8) Plusieurs résolutions proposant la constitution d’une “*association IV<sup>e</sup> Internationale*”, voire d’un “*réseau*”, qui permettrait aux anciens membres de la LCR de rester membres du Secrétariat unifié, ont toutes été rejetées par la direction de la LCR.

*tion, le changement des normes comptables, la régulation des fonds de spéculation”.*

Pendant des mois, Olivier Besancenot, au nom du NPA, a répété que l’“anticapitalisme” signifiait

*“de nouveaux droits au sein des entreprises, en termes de contrôle sur la comptabilité, mais, au-delà, sur l’utilité, la fonction de la production, des richesses de ces multinationales” (Le Monde, 31 janvier).*

Au nom du NPA, il n’a cessé de se prononcer pour

*“ôter aux multinationales le pouvoir absolu et incontrôlé qu’elles exercent, pas simplement sur l’économie, mais sur la société tout entière. Nous revendiquons ce droit d’ingérence dans l’économie privée” (Le Monde, 31 janvier).*

Exigence répétée cinq mois plus tard :

*“Je revendique un droit à l’ingérence dans l’économie privée” (Marianne, 31 mai).*

Il s’agit là de revendiquer des mesures de “contrôle” des multinationales, de “régulation” du régime failli de la propriété privée.

Mais voilà que Sabado, sans pourtant remettre une seule fois en cause tout ce que le NPA a déclaré jusqu’alors, se met en porte-à-faux en affirmant :

*“Nous ne défendons pas seulement une nouvelle répartition des richesses, mais aussi un changement des rapports de propriété (...), la prise en charge de l’économie par les travailleurs.”*

Alors, comment comprendre que l’on puisse dire une chose et son contraire ?

---

## LE MÊME DOUBLE LANGAGE SUR L’UNION EUROPÉENNE

---

Ce double langage s’applique à tous les aspects de la politique du NPA. Lors de la réunion nationale des comités NPA des 8 et 9 novembre, à Paris, une résolution “politique générale” et une résolution sur “les élections européennes” ont été adoptées. Au moment où, en France, au nom des diktats du traité de Maastricht et de la Commission européenne, 30 000 emplois sont menacés d’être liquidés dans la fonction publique et des dizaines de milliers

d’autres dans les écoles, les hôpitaux, à La Poste..., l’Union européenne est totalement absente de la première résolution. En revanche, difficile de n’en dire pas un mot dans la résolution “élections européennes”... Celle-ci affirme donc que, “lors des élections de 2009, nous devons exiger l’abrogation de tous les traités et accords de l’Europe libérale (Lisbonne, Barcelone, accords Schengen)”. Il est bien entendu parfaitement juste de combattre contre le traité de Lisbonne (mort-né après le vote non du peuple irlandais), contre le sommet de Barcelone (sommet des chefs d’Etat de 2002) ou contre les accords policiers de Schengen. Mais pourquoi prétendre combattre les traités européens anti-ouvriers... en taisant le nom du seul traité européen existant et qui s’applique, du traité responsable de l’offensive anti-ouvrière contre les masses : le traité de Maastricht-Amsterdam ?

Faut-il alors s’étonner qu’avec cet “oubli”, le NPA se situe sur le terrain de la “démocratisation” des institutions réactionnaires et antidémocratiques de l’Union européenne ? Ainsi, le NPA revendique “une véritable Europe sociale”... dans le cadre du traité de Maastricht, qui organise les privatisations et la destruction physique de la classe ouvrière ! Le NPA se prononce pour des “services publics européens à chaque fois que l’échelle européenne est pertinente : les transports aériens, les chemins de fer, les transports fluviaux, l’énergie, l’eau, les trusts pharmaceutiques”. Or, faut-il le rappeler, les services publics (tout comme les monopoles publics) sont purement et simplement interdits par la “concurrence libre et non faussée”, et incompatibles avec les articles 87 et 88 du traité de Maastricht !

Le NPA revendique également le “contrôle citoyen” de la Banque centrale européenne :

*“L’urgence économique impose que les populations contrôlent également les banques centrales, et en particulier la Banque centrale européenne, afin que l’épargne serve à financer des travaux d’utilité sociale (logements, transports collectifs, etc.)”*

Est-il possible de revendiquer le “contrôle” de la Banque centrale européenne, cette institution exclusivement au service des capitalistes, qui vient d’ac-

corder 1 700 milliards d'euros aux banquiers et aux spéculateurs (9) ?

---

### COMMENT COMPRENDRE LA PLACE ACCORDÉE AU NPA PAR LES "GRANDS DE CE MONDE" ?

---

Répetons-le : quels que soient les désaccords de fond que nous avons avec le courant politique représenté en France par la LCR, le "coup de force" visant à imposer la dissolution de la LCR à ses propres militants au profit du "NPA" représente un pas qualitatif.

Il faut, pour constituer le NPA, liquider en une journée un parti politique constitué il y a 40 ans. Il faut remettre en cause la forme même de parti politique, tout ce qui, dans la LCR, représentait les attributs d'un parti politique.

Car c'est un fait incontestable que le NPA revendique de se constituer en rupture avec tout ce sur quoi le mouvement ouvrier s'est constitué depuis plus d'un siècle et demi. Il revendique même la destruction de ce "vieux mouvement ouvrier", c'est-à-dire des confédérations syndicales ouvrières jusqu'à la forme même de parti politique (10).

Avec la dissolution de la LCR, les militants de cette organisation seront privés de leur affiliation à leur propre regroupement international... en même temps que l'on fait cotiser le NPA à un regroupement international... dont il n'est pas membre ! Car il faut trouver les combinaisons les plus "aberrantes" pour maintenir, contre toute évidence, l'étiquette de "IV<sup>e</sup> Internationale".

Le journal bourgeois *Le Figaro* révélait début novembre qu'Olivier Besancenot était devenu "l'homme politique français qui passe le plus dans les médias". Médias français bien connus pour leur veulerie vis-à-vis des désirs de tout gouvernement en place. Faut-il s'en étonner ? Et faut-il s'étonner du boycott médiatique total dont est victime le Parti ouvrier indépendant (POI), fondé les 14 et 15 juin 2008 par 10 072 travailleurs et jeunes,

dans lequel sont organisés, à égalité avec d'autres, les militants de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale ?

Reconnaissons aux capitalistes et à leurs journaux le mérite de dire — parfois — la vérité : *Les Echos* ont parfaitement raison de souligner que "c'est bien, en effet, le collectivisme qui est l'enjeu majeur". Oui, c'est bien l'appropriation collective des moyens de production, le socialisme, qui est la seule alternative à la barbarie. Et, oui, les capitalistes, leurs "institutions européennes" et leurs laquais ont bien raison de pointer dans le "collectivisme" l'ennemi à abattre !

Ne s'agit-il pas, en propulsant le NPA, d'une politique bien comprise : faire écran à la constitution d'un authentique parti ouvrier indépendant, décomposer toute forme de parti, pour "bien se garder de proposer une alternative", c'est-à-dire le combat organisé pour la propriété collective des moyens de production, seule issue face à la barbarie montante ?

#### Dominique Ferré

---

(9) On notera que quelques mois après ces déclarations d'Olivier Besancenot, les "grands de ce monde", confrontés à la crise, n'ont pas proposé autre chose que ces mesures de "régulation" du capitalisme en faillite. Ainsi le président français Sarkozy, fin septembre, fustigeait les "dérives du capitalisme financier", s'en prenant aux "spéculateurs", et se prononçant pour une "réglementation" annonçant : "le marché qui a toujours raison, c'est fini".

(10) Notons que le NPA revendique également d'être partie prenante de la politique de régionalisation-dislocation dans le cadre de l'"Europe des régions". Ainsi, le journal régional de l'île de Corse, *Corse matin* (21 novembre), révèle que "Alain Mosconi, secrétaire du Syndicat des travailleurs corses (STC-Marins), a été pressenti pour être la tête de liste du NPA (...) pour les élections européennes de juin 2009 dans la circonscription du Sud-Est". L'intéressé déclare : "Pour donner du sens aux choses, l'important est que je sois en position d'éligibilité pour porter la parole de la Corse au Parlement européen (...). Nous sommes (...) pour une place de l'île au sein de la Méditerranée et de l'Europe en tant qu'institution. Olivier Besancenot accepte le principe de l'autodétermination, est favorable à la reconnaissance officielle de la langue corse." Le NPA se prononce donc pour un petit Kosovo en mer Méditerranée, qui serait représenté dans "l'Europe en tant qu'institution", c'est-à-dire dans le cadre des institutions européennes existantes.

# Pierre Lambert : Visite aux camarades Marguerite et Alfred Rosmer (1960)

## Présentation

Il y a un an, le 16 janvier 2008, disparaissait notre camarade Pierre Lambert. Notre revue a consacré un numéro spécial (*La Vérité*, n° 60-61, mars 2008) à la mémoire de notre camarade, republiant des articles et des contributions sur les questions les plus diverses. A l'occasion de ce premier anniversaire de sa disparition, nous republions un court article de Pierre Lambert consacré à Alfred Rosmer.

En 1960, en effet, Pierre Lambert rendit visite au vieux militant ouvrier français Alfred Rosmer, âgé à l'époque de 83 ans, et à sa compagne, Marguerite. Fils de communard réfugié aux Etats-Unis, Rosmer s'était engagé très tôt dans le syndicalisme révolutionnaire aux côtés de Pierre Monatte, avant la Première Guerre mondiale, collaborant notamment à sa revue : *La Vie ouvrière*. Durant la Première Guerre mondiale, il sera l'un des rares militants français à refuser d'emblée l'Union sacrée. C'est à cette époque qu'il rencontrera Léon Trotsky, dont il restera toute sa vie l'ami très proche, au-delà des désaccords politiques. Bien que de sensibilité plutôt libertaire, il participera à la fondation de l'Internationale communiste et, en France, du PCF, avec lequel la rupture interviendra dès 1924. Participant au regroupement des forces de l'Opposition de gauche en France, il sera d'ailleurs dans le noyau de fondation de notre revue, *La Vérité*, en 1929, voilà 80 ans. S'éloignant de l'engagement actif, il restera toujours proche personnellement de Léon et Natalia Trotsky. C'est dans la "grange" des Rosmer, à Périgny, dans la région parisienne, que se tiendra en septembre 1938 le congrès de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Publié pour la première fois dans notre revue en 1960 (n° 520, hiver 1960-1961), cet article traduit non seulement la réflexion politique de Pierre Lambert sur sa rencontre avec Rosmer, mais aussi les sentiments de respect et de fraternité qu'inspire au militant encore jeune (Pierre Lambert a alors 40 ans) l'absolue fidélité du vieux combattant Rosmer à la cause de l'émancipation ouvrière.

Ce dimanche d'août, par un temps incertain, nous nous sommes présentés à leur modeste demeure entourée de fleurs.

Marguerite Rosmer, la compagne du vieux révolutionnaire de 83 ans, nous accueille et, bien qu'il relève de maladie, Alfred Rosmer consacra trois heures à répondre à nos questions et à nous en poser.

A. Rosmer a pris une part active et personnelle aux grands mouvements de l'histoire déclenchés par la victoire de la révolution russe. Ce qui frappe, dès le premier contact avec Marguerite et Alfred Rosmer, c'est leur sérénité. Aucun scepticisme chez ces vieux révolutionnaires qui ont vécu la première victoire du prolétariat et le drame de sa dégénérescence.

*“La période est difficile, mais nul doute que la classe ouvrière retrouvera le chemin de la révolution”*, affirme Rosmer, après nous avoir interrogés sur le mouvement trotskyste et la situation du mouvement ouvrier français. *“Le fil de l'histoire se renouera, comme l'affirmait Trotsky”*, et Rosmer ajoute, en réponse à une question : *“Sa vie était dure, mais toujours, jusques et y compris la veille de son assassinat par Staline, Léon Trotsky a gardé intact son enthousiasme révolutionnaire.”*

Aucune amertume chez Marguerite et Alfred Rosmer. Et pourtant, sur le plan de la “réussite” — selon le critère en cours parmi les petits bourgeois actuellement dirigeants officiels de la classe ouvrière —, rien, dans leur vie, ne peut être considéré comme un succès ! Après avoir occupé les plus hautes responsabilités dans le mouvement ouvrier français et international, Rosmer a été exclu du Parti communiste et du Komintern, dont il était l'un des fondateurs. Sans aucun regret. Il a accepté de reprendre sa place dans le rang de ceux, peu nombreux, cadres du mouvement communiste, qui ont préféré la fidélité aux principes de la lutte des classes, persuadés que l'émancipation des travailleurs exige autre chose que des “chefs” serviles à l'égard d'une bureaucratie corrompue et avide. *“Refus de parvenir”*, disait André Breton, qui, lui aussi, a été l'un des rares à conserver sa dignité de révolutionnaire et d'homme.

Le camarade Alfred Rosmer a connu Lénine et Trotsky, et travaillé avec eux.

Très certainement, il est resté un des seuls amis en qui Léon Trotsky ait mis une entière confiance. Nous lui avons parlé de notre intention d'écrire un article sur le vingtième anniversaire de l'assassinat du “Vieux” par la Guépéou de Staline. L'argument en serait : les historiens relatent l'histoire comme faite par des “héros”, l'enseignement qui se dégage de l'œuvre théorique et pratique de Trotsky, c'est que les masses, et elles seules, font l'histoire ; les masses dont l'avant-garde ne fait qu'exprimer la plus claire conscience.

*“Cela est exact, nous répond en substance Rosmer, mais il ne faut pas sous-estimer le rôle de la personnalité dans l'histoire, surtout lorsqu'on examine celle de Léon Trotsky. Observez ce qui s'est passé en 1905. Trotsky est en Suisse, la bataille entre les tendances menchevique et bolchevique de la social-démocratie russe fait rage. Trotsky est plus ou moins en dehors des deux fractions. Il retourne en Russie le 26 août 1905, et, rapidement, sans même le rechercher, il est élu à la présidence du soviet de Petrograd, poste auquel il sera de nouveau élu à la veille de la révolution d'octobre 1917. Trotsky, pas plus qu'un autre, n'a évidemment créé le mouvement qui a abouti à la formation des soviets (conseils) dans lesquels les masses ont forgé le premier embryon du pouvoir prolétarien. La première révolution russe, comme tous les mouvements élémentaires de l'histoire (de même que la révolution de 1917), s'est dégagée du besoin spontané qu'avaient les masses d'en finir avec le système d'oppression de classe. Mais Trotsky est théoriquement et pratiquement armé pour agir. Il a assimilé le marxisme, mieux que la plupart des cadres marxistes. Il est orateur, écrivain, organisateur, doué d'une imagination et d'un talent propres à élever le niveau de conscience des masses et à dégager sans hésitation, d'une situation complexe, ce qu'il faut faire et comment le faire.”*

*En 1905, comme en 1917, les dirigeants bolcheviques attendent Lénine, soit en restant immobiles, soit en commettant les plus graves erreurs. Trotsky a admis que, sur la question du parti, Lénine, dans les années 1903-1917, avait raison contre lui. Et nul doute que, connaissant Trotsky comme nous l'avons connu depuis 1917, il*

*acceptait sans réserve toutes les déductions du centralisme démocratique. Le problème central du parti a constitué, dans les années d'avant la révolution, la principale divergence de Trotsky avec Lénine. Mais, dans toutes les grandes circonstances, Lénine et Trotsky se sont toujours rencontrés. A partir du moment où ils sont d'accord, Trotsky est tranquille du côté du parti. Il peut donner toute la mesure d'une personnalité révolutionnaire qui s'apparente par nombre de traits à celle de Marx. Qu'aurait donné le parti sans Lénine ? Février-mars 1917, et ce qui s'est passé après 1924, donne une réponse et à cette question et à celle du rôle de la personnalité dans l'histoire, particulièrement celle de Trotsky."*

Nous en venons à parler des rapports entre syndicats et parti, et particulièrement de l'indépendance du mouvement syndical. Nous demandons au camarade Rosmer de nous expliquer comment s'est déroulée la discussion sur ces problèmes au sein de l'Internationale communiste.

*"C'est le Deuxième Congrès de l'Internationale communiste qui eut à en discuter. Le congrès de la CNT espagnole, qui s'était réuni au début de 1920, avait voté à l'unanimité l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale ; non que la CNT ait alors adopté les thèses marxistes du bolchevisme ; mais, pour comprendre l'état d'esprit de l'avant-garde ouvrière de toutes tendances à cette époque, il faut se souvenir de ce que représentaient la révolution russe et ses dirigeants. Pour la première fois, et après l'effondrement de 1914, les ouvriers révolutionnaires constataient que les hommes qui, avec Lénine, dirigeaient un parti et un Etat, faisaient ce qu'ils disaient. Les anarchistes, comme tous les autres, étaient impressionnés. Le délégué de la CNT, Pestana, arriva au congrès de l'IC."*

Rosmer l'a bien connu. C'était un bon militant. Arrivé à Moscou, Pestana prend contact avec les anarchistes russes (divisés en cinq ou six tendances) — il faut savoir que, du temps de Lénine, les militants pouvaient rencontrer qui ils voulaient et dans les conditions qu'ils désiraient. Et pourtant, la situation en Union soviétique était extrêmement difficile dans ces années. La famine sévissait. De l'eau bouillie était servie en guise de thé, le

pain était dur et noir. Le camarade Rosmer se souvient encore de l'arrivée des délégués italiens au II<sup>e</sup> Congrès. Ils avaient amené avec eux, d'Italie, des victuailles en quantité et s'étaient munis de vêtements spéciaux, sorte de combinaisons fermées aux extrémités, pour se protéger contre le typhus... Malgré ces difficultés matérielles, une liberté réelle régnait, que jamais l'URSS n'a connue depuis, en dépit de tous les succès économiques.

Les anarchistes russes reprochèrent à Pestana de travailler avec les bolcheviks. Pour eux, tout parti était inutile. Le délégué de la CNT, impressionné par ces discussions, fit un discours où il critiqua, en termes mesurés d'ailleurs, le rôle du parti. Risquant un parallèle historique avec la Révolution française, il contesta que, pour la victoire de la révolution, le parti fût indispensable. Ce fut Léon Trotsky qui fut chargé de lui répondre, et il rappela que les Jacobins, qui dirigèrent la Révolution française et en assurèrent la victoire contre l'Europe monarchique et la contre-révolution intérieure, étaient rassemblés dans une organisation qui, dans les conditions de l'époque, était un parti.

Le II<sup>e</sup> Congrès de l'IC eut donc à résoudre ce délicat problème des rapports avec les anarchistes espagnols. Les comités de "shop steward", délégués ouvriers élus dans les usines anglaises, estimaient, par ailleurs, que, devant la faillite des grandes organisations officielles en 1914, il valait mieux organiser une minorité concentrée dans les usines. Lénine leur répondit que cette minorité, c'était justement le parti révolutionnaire... Il fallait donc rechercher une solution, qui fut trouvée dans la décision de créer le Conseil provisoire des syndicats rouges, où adhèreraient des organisations syndicalistes révolutionnaires telles que la CNT. Mais Pestana, à son retour en Espagne, fut désavoué, et le congrès décida le retrait de l'adhésion de la CNT au Conseil provisoire des syndicats rouges. Ainsi, contrairement à ce qu'on a pu dire, ce n'est pas l'intransigeance des bolcheviks qui amena la rupture entre l'IC et les anarchistes.

Il est difficile de se figurer l'atmosphère de l'IC dans cette période. Les discussions étaient certes passionnées, mais les rapports étaient empreints d'amitié et

de cordialité, forgés par les liens de camaraderie entre militants qui, en dépit de leurs divergences, œuvraient dans le même but révolutionnaire. Jamais Lénine ne cherchait à imposer son point de vue. On votait sur toutes les questions. Et lorsque les divergences posaient des problèmes de principes et de discipline, Lénine et tous les délégués s'efforçaient de trouver les moyens et les formes susceptibles d'assurer la collaboration entre les révolutionnaires.

Ainsi, le KAPD (Parti ouvrier communiste allemand), mis en minorité sur toute une série de questions (syndicats, attitude à l'égard du Parlement, etc.) par le congrès de l'IC, ne fut pas exclu. Le statut de parti sympathisant lui fut accordé, avec la possibilité de participer librement à tous les débats du comité exécutif, avec seulement un droit de vote restreint.

Nous demandons à Rosmer quels sont ses projets : d'abord, écrire un livre de souvenirs sur Trotsky, "*non pas la biographie qui reste à faire, mais porter té-*

*moignage ; donner à Trotsky sa figure réelle est indispensable*". Le camarade Rosmer hausse les épaules avec mépris en parlant de ceux qui, "*mélodramatisant l'histoire*", ont voulu décrire, par exemple, la modeste demeure de Trotsky à Coyoacan comme une "*forteresse*". Rien n'est plus éloigné du caractère et du contenu que Trotsky a voulu donner à sa vie que le "*mélodrame*". Les photos que nous montre Marguerite Rosmer, prises au cours d'une excursion, témoignent que Trotsky faisait, lui aussi, siennes les paroles du poète antique, que Marx aimait à citer : "*Rien d'humain ne m'est étranger*."

Ensuite, Rosmer éditera le troisième tome de l'*Histoire du mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*.

Nous quittons Marguerite et Alfred Rosmer, nous promettant de prendre à nouveau le chemin de Périgny.

P. L.



## **Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

**Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Daniel Gluckstein**

### **Comité de rédaction :**

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkunzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*États-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabayé Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



---

Commission paritaire : n° 0708 G 84847 - ISSN 0294-359X